

ETIENNE BERNIER

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

LETTRES, NOTES DIPLOMATIQUES, MÉMOIRES
RAPPORTS INÉDITS

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

JEAN LEFLON

Curé de St-Nicaise de Reims

REIMS

Imprimerie du Nord-Est, 15, rue des Telliers

1938

*Thèse Paris
1938*

ETIENNE BERNIER

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

ETIENNE BERNIER

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

LETTRES, NOTES DIPLOMATIQUES, MÉMOIRES
RAPPORTS INÉDITS

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

JEAN LEFLON

Curé de St-Nicaise de Reims

REIMS

Imprimerie du Nord-Est, 15, rue des Telliers

1938

*

42400.



INTRODUCTION

Des innombrables lettres, notes, mémoires, rapports, rédigés par Bernier, pendant la guerre de Vendée, la négociation du Concordat, ses quatre années d'épiscopat, une part assez importante a été perdue.

Nous savons, de source certaine, qu'avant de partir à Paris où il devait mourir, le 1^{er} octobre 1806, l'évêque d'Orléans détruisit lui-même quantité de papiers ; ainsi disparurent, en particulier, les mémoires sur la guerre de Vendée, dont il avait commencé la rédaction dès 1799 ¹ et dont l'existence était connue non seulement du gouvernement ², mais du public ³ ; ainsi

1. « En attendant que le jour de la vérité dissipe tous les nuages, écrit-il, le 7 septembre 1799, à Beauvollier, je me suis occupé de la rédaction de l'histoire vendéenne. La campagne d'Outre-Loire y est longuement traitée; c'est là que vous verrez comment la plume et le cœur d'un ami vous ont vengé, dans le moment même où l'on vous rapportait que je partageais les opinions de vos ennemis ». Arch. Nat. F⁷ 6243. On accusait Beauvollier d'avoir gardé, en 1793, la caisse de l'armée, lorsqu'il abandonna la lutte après l'échec sur Grandville. Bernier lui écrit sous le pseudonyme de Deschamps. Ces lettres de Bernier ont été publiées par F. Uzureau, *Revue du Monde catholique*, T. 164, année 1905.

2. « J'avais ouï dire à ce prélat, écrit Portalis à l'Empereur, le 4 octobre 1806, qu'il avait des notes sur les guerres de Vendée et qu'il se proposait de les mettre en ordre. Son secrétaire particulier (le chanoine Clavelot) m'a confirmé l'existence de ces notes et m'a dit que le prélat avant sa mort les avait déjà rangées avec une sorte de méthode ». Portalis parut assez déçu de leur disparition. « On n'a point trouvé, écrit-il à l'Empereur, le 24 octobre 1806, de mémoires rédigés par Monsieur l'évêque sur les guerres de Vendée. Tout consiste sur ce point dans quelques pièces qui peuvent ajouter plus ou moins de jour sur cet important épisode de la Révolution. Je vois, ajoute-t-il, qu'il a soustrait ou détruit avant sa mort tout ce qu'il pouvait avoir écrit. » Arch. Nat. AF iv 1045.

3. « On assure, écrit dans ses *Mémoires* M^{me} de la Rochejacquelin, qu'il écrit l'histoire de la Vendée; dans ce cas, on peut être assuré que ce sera l'ouvrage le mieux fait et le plus partial qui ait jamais paru ». *Mémoires*, p. 167.

disparurent de nombreux documents, sans doute trop révélateurs, accumulés au cours de sa carrière par un homme qui savait pénétrer partout, se renseigner de toutes mains et constituer des dossiers.

Ce qui avait échappé à cette destruction systématique aurait dû être sauvé, car le gouvernement prit des mesures immédiates pour garantir les pièces que Bernier avait cru devoir conserver, et qu'il avait classées lui-même, par liasses, dans son cabinet de travail. Par ordre de Portalis, les scellés avaient été mis sur tous ses dossiers, et les instructions les plus précises adressées au secrétaire de l'évêque défunt, le chanoine Clavelot.

« J'ai reçu, Monsieur, écrivait à ce dernier le ministre des Cultes en date du 17 octobre, la lettre que vous m'avez écrite le 13 courant, relativement à la conduite que vous devez tenir lors de la levée des scellés apposés sur les papiers de feu M. l'évêque d'Orléans. Vous voudrez bien veiller à ce qu'aucun de ces papiers qui peuvent intéresser le diocèse ou le gouvernement ne soit distrait par qui que ce soit. Vous réclamerez un inventaire de tous ces papiers pour que je puisse vous faire connaître les intentions de Sa Majesté ; en attendant, vous requerrerez que les papiers inventoriés soient cachetés et déposés en lieu sûr. Les héritiers ne peuvent avoir droit que sur les papiers de famille. On verra, d'ailleurs, par l'inventaire, ceux qui pourront leur être abandonnés comme propriété privée ; mais il importe qu'à la mort d'un prélat, on soit attentif à conserver tous les documents qui peuvent être utiles au diocèse ou qui, par leur nature, ne sauraient être étrangers à la chose publique ¹ ».

Comme la mère de Bernier vivait encore, la levée des scellés ne put être faite qu'à son arrivée et à sa réquisition². Cette opération fut retardée jusqu'au début de décembre, et ce fut seulement le 9 de ce mois³ que le chanoine Clavelot adressa à Portalis l'inventaire suivant :

— Dans le cabinet de M. l'Evêque, s'est trouvé :

« Un portefeuille de maroquin noir, des projets de correspondance, original et autres papiers relatifs à la préparation,

1. A Clavelot, 1^{er} octobre 1806. Arch. Nat. F¹⁹ * 174, f^{os} 195-196.

2. Portalis à l'Empereur, 21 déc. 1806. Arch. Nat. AF iv 1045.

3. Portalis à Clavelot, 13 déc. 1806. Arch. Nat. F¹⁹ * 202, f^o 85 v.

discussion et conclusion du Concordat entre Rome et le gouvernement français.

« Et une liasse de papiers contenant différents renseignements, correspondances et actes relatifs aux affaires de la Vendée. Desquels deux articles le détail suit :

« Une première liasse contenant dix pièces, composées de plusieurs projets de Concordat, avec les discussions et annotations sur chacun des articles.

« Une deuxième liasse de huit pièces, contenant les brefs de S. S. le Pape Pie VII.

« Une troisième liasse en quarante-cinq pièces, contenant les projets, réformations, annotations de la main de M. Bernier, sur le Concordat ; ses rapports au gouvernement ; lettres et mémoires au Saint-Père et aux cardinaux. Brouillons, notes et renseignements divers.

« Une cinquième liasse, en treize pièces, contenant des correspondances mêlées, des formules de démission des divers évêques de France, etc. »

Se sont encore trouvés :

« 1° une liasse contenant les affaires de différents diocèses ;

« 2° une liasse et un portefeuille couverts en papier vert, contenant différents papiers, actes et correspondances émanant de Mgr le cardinal-Légat ;

« 3° deux liasses contenant différentes matières, réunies sous le titre commun d'affaires générales du clergé de France » ;

Papiers concernant les Affaires de la Vendée

Une première liasse contenant 15 pièces, savoir :

« 1° une adresse au Conseil militaire des armées réunies, du 4 mars 1795 ;

« 2° une autre du Conseil militaire de l'armée d'Anjou et Haut-Poitou, du 26 janvier 1795 ;

« 3° une lettre sans adresse et sans signature du 20 mai 1797, finissant par ces mots : Vale, vive felix, donec veniat immutatio tua ;

« 4° lettre adressée à M. Bernier, signée Cady, le 2 avril 1796 ;

« 5° autre lettre, sans adresse, signée Barré, du 17 janvier 1800 ;

« 6° lettre, sans adresse, de six feuillets, signés de Ch. du 10 décembre 1797 ;

« 7° une feuille intitulée : *Duplicata d'instructions*, envoyées le 11 septembre 1798, par M. de Th. à Hambourg, et signée : Charles-Philippe ;

« 8° copie de la lettre de M. à MM. les membres de la Commission extraordinaire de Bretagne, du 26 octobre 1797, signée de Chalus ;

« 9° copie d'une lettre écrite par le roi, le 16 octobre 1797, au comte de Botherel, signée de Chalus ;

« 10° lettre d'Edimbourg, le 18 juillet 1799, sans adresse, signée Charles-Philippe, collationnée, le duc d'Harcourt ;

« 11° lettre datée d'Edimbourg, le 30 décembre 1798, sans adresse, signée Charles-Philippe ;

« 12° pareille copie d'une lettre aussi d'Edimbourg, le 19 juillet 1799, signée Charles-Philippe ;

« 13° lettre originale du duc d'Harcourt, datée de Londres, le 15 février 1796, sans adresse ;

« 14° lettre signée Charles-Philippe, datée de Londres, 22 novembre 1799 ;

« 15° et un manuscrit de la main de M. Bernier formant brouillon de lettres, etc... ;

« Une seconde liasse contenant trente-six lettres adressées à M. Bernier, réunies ensemble, sans ordre de date et ainsi qu'elles se sont trouvées ;

« Une troisième liasse contenant dix-sept lettres à diverses adresses ou sans adresses, mises en ordre de date ;

« Une quatrième liasse, en sept pièces, contenant des proclamations et autres actes revêtus de la signature des chefs de la Vendée ;

« Une cinquième liasse contenant six pièces émanées du gouvernement français ou de ses agents ;

« Une sixième liasse contenant huit pièces composées de lettres pastorales et instructions de MM. les Evêques de France ;

« Une septième liasse en quarante-sept pièces informes con-

tenant divers projets, notes, états, etc... émanés de différentes autorités et individus ;

« Enfin, un petit paquet de cartes, au nombre de vingt-trois, dorées sur tranches, portant des caractères et abréviations dont le sens n'est pas connu, dont la première porte : armée de Sapi-naud, avec une note d'ordre pour l'usage de ces cartes ; le tout réuni aux papiers inventoriés et annexés à la septième liasse » 1.

Que faire de ces pièces ainsi inventoriées ? Portalis le demande à l'Empereur, et, en attendant ses instructions, confie à Clavelot la garde du précieux dépôt. Quelle fut la réponse de Napoléon ? Nous l'ignorons. Il y a même lieu de croire qu'absorbé par sa campagne de Prusse et sa lutte contre la Russie, l'Empereur ne prêta guère attention à ce problème d'archives. En tout cas, si des mesures furent prises, à ce moment, pour assurer la sauvegarde des papiers Bernier, elles ne furent pas longtemps efficaces. Clavelot quitta Orléans à l'arrivée de Mgr Rousseau et se retira à Autun. Après son départ, les papiers Bernier, « que l'Etat eut tort d'oublier » 2, furent dispersés, sinon détruits, « par incurie » 3. Il en demeura des débris à l'Evêché d'Orléans ; « d'autres épaves, après avoir été le jouet du hasard, sont venues échouer dans un presbytère auprès d'Alençon » 4. Le reste semble perdu. Ainsi disparurent en particulier, un certain nombre de notes relatives au début des négociations concordataires et surtout les trois premières ébauches de la convention, que Bernier avait conservées au lieu de les verser aux Archives des Affaires Etrangères. Heureusement, les doubles, expédiés à Rome par Spina et qu'on croyait perdus, ont été retrouvés aux

1. Portalis à l'Empereur, 21 déc. 1806. Arch. Nat. AF iv 1045. Sur les Papiers Bernier, voir l'article de P. Dudon, *Sur la tombe de Bernier* dans *Etudes*, T. CIX, pp. 320 et suiv.

2. Boulay de la Meurthe. *Documents sur la négociation du Concordat*. T. I. p. XX.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.* Un des premiers textes du Concordat a été conservé quelque temps au presbytère d'Arçonnay (Sarthe) par le curé, M. Mézières, qui est mort au Mans, avant la guerre, et, malgré l'obligeance de M. le chanoine Marquet et de M. l'abbé Legros, curé d'Arçonnay, il a été impossible de savoir comment il était venu à Arçonnay et de retrouver ses traces.

Archives Vaticanes par l'Abbé Rance-Bourrey, et Boulay de la Meurthe les a publiés, en appendice, dans le Tome III de ses Documents.

Les pièces éparses conservées aux Archives de l'Evêché d'Orléans ont été séquestrées à la Séparation et versées aux Archives du Loiret, où elles constituent, dans la série V, le dossier 380 ; on y trouve, en particulier, le rapport à l'Empereur sur le concordat germanique que Portalis avait communiqué à Bernier et dont Bernier avait peut-être, selon sa pratique courante, rédigé lui-même la minute ; on y trouve également un « Examen du projet de Concordat italien de la République Italienne ». D'autre part, il semble bien qu'à la Bibliothèque d'Orléans, certains manuscrits de Bernier proviennent des papiers inventoriés à la mort de l'évêque ; signalons spécialement dans le Ms. 943-945 le brouillon autographe et très étudié d'une circulaire au clergé, en date du 18 avril 1804, sur la question des mariages, des processions, des refus de sacrements et de sépulture ecclésiastique, et, dans sa forme première, la lettre à Talleyrand en date du 20 thermidor an XII (18 août 1804), relative au voyage de Pie VII et au sacre.

L'inventaire des papiers Bernier, dressé en décembre 1806, n'est pas seul à attester la perte de nombreuses pièces émanant du prélat. Le Registre pour la Correspondance, conservé aux Archives de l'Evêché d'Orléans, nous donne également une liste d'environ 850 lettres écrites par lui en 1805-1806 et qui ont, pour la plus grande partie, disparu. Si l'on remarque que ce registre, ouvert le 1^{er} août 1805 et fermé le 2 septembre 1806, ne concerne qu'une période assez courte de sa vie, si l'on se rappelle qu'à cette époque l'activité de l'évêque, restreinte par sa disgrâce aux affaires de son diocèse, était, par rapport aux années 1800-1805, très réduite, on peut se représenter quelle quantité de lettres il a pu écrire ou dicter au cours de sa carrière.

Si le Registre pour la Correspondance fait mention de 850 lettres, six seulement y ont été copiées, qui parurent sans doute d'une importance majeure : — lettre du 29 septembre 1805, au

1. Voir, lettre 14, p. 39. Cette lettre a été retouchée avant d'être recopiée par M. Clavelot.

préfet du Loiret, relative à la donation du presbytère de Saint-Privé, faite à l'évêque, et aux prétentions des marguilliers extérieurs de cette commune sur la propriété de ce presbytère (f° 9) ; — lettre du 29 novembre 1800, au préfet du Loiret, sur le procès-verbal d'estimation de la maison du Bon Pasteur, affectée au séminaire (f° 21) ; — lettre du 5 décembre, à Clément, desservant de Coulons, sur une information intentée contre lui par le magistrat de Sûreté de Gien pour abus de son ministère (f° 23) ; — lettre du 17 janvier 1806, au Maire d'Orléans, qui « prétend avoir le droit de nommer le desservant de la maison de détention de la ville » (f° 38) ; — lettre du 27 janvier 1806 à M. Gentil, proviseur du Lycée d'Orléans, au sujet de M. Doisneau, qui a quitté sa paroisse pour devenir professeur, sans avertir son évêque (f°s 26-27) — lettre du 29 mars, à MM. les Administrateurs de l'église Saint-Pierre, chargés des réparations de l'église Saint-Pierre, qui refuse le compte et l'emploi des souscriptions versées par les Orléanais pour la restauration de cette église et dégage la responsabilité financière du prélat « pour les réparations faites et les objets du culte fournis » (f° 54).

Quant aux autres lettres, écrites d'août 1805 à septembre 1806, nous possédons seulement par le Registre pour la Correspondance, indication de leur destinataire, de leur date et de leur objet, données bien incomplètes, mais qui nous fournissent, à défaut du texte lui-même, des renseignements précieux sur la dernière année du prélat. Nous apprenons ainsi que Bernier, disgrâcié, continue à écrire à l'Empereur pour lui souhaiter sa fête et lui communiquer ses mandements ; quatre fois dans la même année, il lui adresse à cette occasion des lettres de courtoisie, qui cherchent à maintenir et à renouer un contact ; une seule fois, il vise un but précis en lui communiquant « une lettre venue d'Allemagne rendant compte de la conduite d'un sénateur voyageant dans le pays » (20 septembre 1805), (f° 7) ; il s'agit de Grégoire. Nous constatons également par ce registre, que l'évêque d'Orléans adresse fidèlement ses mandements au prince Joseph, au prince Louis, au cardinal Spina, à l'archichancelier, à l'architrésorier, au ministre de la police ; il les adresse également à Talleyrand, à Portalis et à Caprara ; mais, avec le ministre des Affaires Etrangères, avec le ministre des Cultes, avec le

Légat, sa correspondance, précédemment si fréquente, se ralentit et devient purement administrative. Sans doute, il utilise ses relations avec Auguste de Talleyrand pour se rappeler au souvenir de son oncle (f^{os} 42-44) ; sans doute, il s'inquiète à plusieurs reprises de la santé de Portalis (f^{os} 12 et 17) ; mais on voit que les rapports sont devenus lointains et officiels. La chose est particulièrement sensible pour les Cultes, où Portalis et Bernier, si liés, collaboraient jadis de façon si étroite et si cordiale ; elle le paraît moins aux Affaires Extérieures où Talleyrand, avec sa hauteur aristocratique et son scepticisme blasé, ne s'engage et ne se dégage jamais entièrement. Quant au légat, si, dans son cœur, il reste fidèle à un homme qui lui a rendu les services les plus confidentiels et les plus signalés, s'il compatit foncièrement à la disgrâce du collaborateur le plus indispensable à son insuffisance, rien désormais ne trahit plus l'intimité d'autrefois. En un an, y compris les demandes de dispenses, d'indulgences, et les envois de mandements, Bernier ne lui écrit qu'une quinzaine de fois ; seules, les lettres relatives à l'inconstance du curé de Meung, Desjardin, qu'à son départ de Paris il lui avait glissé comme secrétaire, rappellent le rôle de premier plan joué par Bernier, de 1802 à 1805, auprès de la Légation pontificale.

Si la disgrâce du prélat affecte ses rapports avec les ministères et la Légation, elle diminue également le nombre de ses solliciteurs et de ses clients. Quelques amis néanmoins lui restent fidèles. Parmi ceux-ci, on ne peut compter le cardinal Fesch, qui lui fut toujours opposé, et qu'il félicite cependant « pour sa promotion à la coadjutorerie de Ratisbonne » (f^o 64). Mais l'évêque de Vannes, Pancemont, adresse encore à celui qu'il avait jadis proposé pour le siège de Paris, ses vœux de bonne année. Bernier le remercie de ses souhaits, et lui répond en même temps « pour des arbres qu'il demande et lui envoie un catalogue pour qu'il choisisse » (f^o 31) ; avec le bon évêque de Soissons, Leblanc-Beaulieu (f^o 39), ; qu'il avait réconcilié officiellement en 1802 et dont il avait attesté, en 1805, la conversion réelle, avec Mgr Bexon, ancien évêque de Namur, dont il avait traité la démission (f^o 28), on échange également des compliments et des souhaits ; de l'Anjou, quelques prêtres tels que l'archiprêtre de la cathédrale d'Angers (f^o 42), le curé de Saint-Laud (f^o 63),

quelques laïcs, tels Picautin de Neuvy (f° 29), M. Cesbron de Chemillé, M. de Rostaing (f° 28), M^{lle} Jameaux (f° 72), restent en relations avec lui. Quant à M^{me} de la Paumelière, elle figure, elle aussi, à plusieurs reprises, sur le registre de correspondance de l'ancien Commissaire général des armées vendéennes ; le 26 décembre 1805, il lui renvoie sa montre avec un mot (f° 26) ; les 24 et 26 janvier, deux lettres successives sont expédiées au Lavoir, à propos du mariage de M^{lle} de la Paumelière (f° 40) ; les 13 et 22 mai, le 8 juillet 1806, il s'occupe de ses démêlés avec le domaine (f°s 62-64-70), et obtient gain de cause auprès du ministre des Finances, pour une réduction de tarifs.

En dehors de ces lettres plus ou moins personnelles et de quelques recommandations, le reste de la correspondance épiscopale, lettres avec le ministre des Cultes, de la Police, les préfets du Loiret et de Loir-et-Cher, les maires, les vicaires généraux d'Orléans et de Blois, le supérieur du Séminaire, le clergé, les communautés religieuses, est purement administratif ; il y est question de nominations, d'incardinations et d'exeat, de la fondation du séminaire, de traitements, des fabriques, de statuts religieux, d'autorisations de couvents ; bref, on y relève tout ce qui intéresse, pendant ce laps de temps, le personnel ecclésiastique et le matériel. On y trouve également trace des incidents qui troublent à cette époque la vie religieuse du diocèse ; parmi ceux-ci, les incidents du Vendômois figurent, pour leur gravité, au premier rang.

Plusieurs de ces lettres nous ont été conservées. On retrouve notamment aux Archives des Affaires Etrangères, dans les Mémoires et Documents, France 1415, deux lettres à Talleyrand, qui accompagnaient, en date des 1^{er} octobre et 13 novembre 1805, l'envoi de deux mandements.

Aux Archives Nationales dans la série F19 5692, quatre lettres et rapports à Portalis sur les dissidents de Vendôme et l'attitude des autorités locales, deux lettres relatives à l'assassinat du prêtre Laplace à Saint-Benoît-sur-Loire, un mémoire sur la procédure instruite par le magistrat de Sûreté de Gien contre le desservant de Coulons, Clément, pour l'enterrement de l'ex-moine Notin ; aux Archives du Loiret et du Loir-et-Cher, dans la série V, des lettres relatives aux nominations, traitements,

séminaires, à la restauration, à l'ameublement de l'évêché, à la police du culte, aux dissidents, etc... ; — à la bibliothèque d'Orléans (Ms. 944-945), des lettres au maire d'Orléans sur des échanges de maisons et acquisitions de terrains pour le séminaire, les votes du Conseil municipal pour le traitement des desservants, la présence du maire à la procession de la Fête-Dieu ; — chez les Ursulines de Beaugency, les Visitandines d'Orléans, notification que leurs statuts sont approuvés, etc... Mais ce qui reste ne représente, pour la période d'août 1805 à septembre 1806, qu'une partie minime du courrier expédié par le prélat.

On peut supposer que, pour les années précédentes, où sa correspondance était beaucoup plus active, puisqu'il traitait les affaires religieuses de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, le nombre de lettres perdues est encore plus grand et la disparition de documents plus regrettable. Pour ce qui concerne ses relations épistolaires avec le Légat, il suffit de comparer le copie de lettres de ce dernier (Arch. Nat. AF iv 1891-1892-1893) avec les autres papiers Caprara, pour constater qu'un certain nombre de lettres, correspondant à des demandes et à des réponses du cardinal, ne se retrouvent ni aux Archives Nationales, ni aux Archives Vaticanes, dans les papiers de la Légation. On peut faire la même remarque pour sa correspondance avec Portalis, en rapprochant les registres de la série F19* avec les liasses de la série F19. Quant aux lettres adressées par Bernier aux Archevêques et Evêques de France, des recherches faites dans les archevêchés et évêchés de Rouen, Bourges, Chambéry, Saint-Flour, Clermont, Versailles, Soissons, Metz ont été vaines. A Vannes, dans les papiers de M. de Pancemont, on aurait pu espérer pourtant faire quelques découvertes intéressantes. Cet espoir a été déçu. Quant à l'archevêché de Ratisbonne, on n'y garde aucune trace des rapports, qui furent cependant directs et fréquents, entre l'Archichancelier d'Empire, Dalberg, et Bernier, lors des négociations du Concordat germanique.

II

Malgré les pertes que l'on constate et celles que l'on peut légitimement présumer, il nous reste cependant une quantité

impressionnante de notes, mémoires, rapports, états, rédigés par le premier évêque concordataire d'Orléans ; pour la plupart, ils sont connus depuis longtemps ; beaucoup même ont été publiés. On peut les répartir en trois classes : 1° écrits relatifs aux guerres et aux pacifications de la Vendée ; 2° écrits relatifs à la négociation du Concordat ; 3° écrits relatifs à l'application du Concordat.

I. Ecrits de Bernier relatifs aux guerres et aux pacifications de la Vendée. — *La première publication date de l'an 1799 et fut faite par les républicains. On trouve, en effet, quelques lettres du curé de Saint-Laud dans les deux volumes intitulés : Correspondances secrètes de Charette, Stofflet, Puisaye, Cormatin, d'Autichamps, Frotté, Scépeaux, Botharel, du prétendant ci-devant comte d'Artois, de leurs ministres et agents (Paris, An VII, 2 vol. in-8°), où figurent un certain nombre de documents royalistes saisis par la police.*

En 1825, dans son ouvrage anonyme, intitulé « Guerre des Vendéens et des Chouans contre la République Française, par un officier supérieur des armées de la République », Savary produisit un grand nombre de pièces d'archives, émanant du curé de Saint-Laud, et qui se rapportent aux démêlés de Stofflet et de Charette, à ses négociations avec Hoche, à ses relations avec les princes et les émigrés de Londres. En 1880, les Archives anglaises, en particulier les Papiers Puisaye du British Museum¹, fournirent à dom Chamard, entre autres documents nouveaux, des lettres de Bernier, qu'il publia dans sa Correspondance inédite concernant la Vendée militaire (Angers, 1880, in-8°). Mais c'est dans les Etudes documentaires sur la Révolution Française de Ch. Chassin ; La préparation des guerres de Vendée (Paris, 1892, 3 vol. in-8°), Les pacifications de la Vendée (Paris, 1896-1899, 3 vol. in-8°), que l'on trouve, sur les écrits de Bernier relatifs à la guerre de Vendée, l'ensemble le plus complet ; il est superflu d'espérer après ses recherches, quelque découverte importante dans la série B5 28 à 99 aux Archives historiques du

1. Les sources anglaises ont été étudiées par E. Gabory. *Les sources de l'Histoire Vendéenne et Chouanne aux Archives anglaises*, Fontenay-le-Comte, 1927, in-8.

Ministère de la Guerre. *S'il n'a pas publié intégralement toutes les lettres du curé de Saint-Laud qu'il a trouvées dans ce dossier, Chassin les a du moins très largement citées et toujours utilisées. On peut dire la même chose des Papiers Dugast-Mati-feux de la bibliothèque de Nantes, sauf une lettre importante du 20 janvier 1800 (Vol. XXVII, 4), dont il ne fait pas mention ; il s'agit d'une circulaire au clergé, qui atteste chez le vicaire général Bernier, un revirement complet de sa politique ; tandis que, précédemment, il essayait, sans succès d'ailleurs, d'utiliser l'influence des prêtres pour maintenir et soulever l'agitation dans le pays, il leur annonce, cette fois, la conclusion de la paix, et leur ordonne de reprendre le culte « avec éclat ».*

Nous devons enfin à M. le chanoine Uzureau une série de publications qui sont, pour l'historien, du plus haut intérêt. D'abord, les Notes sur la Guerre de Vendée, que Bernier rédigea en 1806, pour rectifier l'Histoire de la Guerre de Vendée de M. de Beauchamps, « la moins mauvaise que j'aie vue sur cette matière, écrit-il, malgré les nombreuses faussetés qu'elle renferme. » L'évêque d'Orléans avait adressé ces Notes, le 20 juin 1806, à l'abbé Guairard, directeur de la Librairie au Ministère des Cultes et rédacteur du Moniteur officiel. M. le chanoine Uzureau en a édité une copie, qui se trouve au Château de Barante. (Anjou Historique ; T. III). Il a édité également dans la Revue du Monde Catholique (N° du 1^{er} octobre 1905), des lettres à Renou, Soyer, Beauvossier, qui nous fournissent les plus précieux renseignements sur l'activité de Bernier en 1799, pendant les mois qui précèdent le coup d'Etat du 18 brumaire ; écrites par le curé de Saint-Laud sous le pseudonyme de Deschamps, ces lettres, saisies par la police, ont été découvertes aux Archives Nationales (F 7 6243) et authentiquées. D'autres lettres écrites par Bernier (1801 à 1805) à Bonaparte, à Portalis, au général Girardon, au préfet de Maine-et-Loire, Nardon, à l'abbé Tardif, etc..., publiées dans l'Anjou Historique, T. XXVII, et XXVIII, nous permettent de suivre le travail et la politique du curé de Saint-Laud et de l'évêque d'Orléans, pendant les premières années du Consulat. Ces lettres, pour la plupart, appartiennent à des collections particulières, telles que la collection Godron, à Angers.

D'autres lettres de Bernier à Girardon et à Bonaparte furent vendues en 1935, qui provenaient de la collection Crawford et n'ont pas encore été éditées. Or, il arrive que certaines révélations proviennent d'archives privées ; c'est le cas pour la fameuse lettre du 3 décembre 1799, où Bernier chargeait son agent Duboys de proposer ses services au nouveau gouvernement ; elle fut publiée par Crétineau-Joly. Histoire de la Vendée Militaire (Paris, 1850, 4 vol. in-8°, T. II, p. 451), et le comte d'Haussonville, qui a tenu en main ce document, l'a cité en 1865 dans la Revue des Deux-Mondes, T. LVII, p. 212. Peut-être trouvera-t-on un jour dans des collections particulières, pour confirmer ou infirmer certaines présomptions, des pièces aussi sensationnelles ; car les collections particulières ne connaissent pas toujours leurs richesses, et, parfois, gardent jalousement leurs trésors.

Si, malgré les patientes recherches des historiens, les lettres et mémoires de Bernier concernant les guerres et les pacifications de la Vendée paraissent relativement rares, la chose n'est que trop explicable ; les Vendéens avaient d'autres soucis que celui de constituer des archives ; depuis 1795, les rapports des chefs, traqués de toutes parts, ne pouvaient avoir lieu que par des voies mystérieuses ; les trois lettres écrites par Bernier, le 25 avril 1796, à Puisaye, Windham, Wodforte, sur un morceau de soie blanche (British Museum, vol. 8029), ne durent pas être les seules de ce genre ; il ne faut pas oublier enfin que les correspondants du curé de Saint-Laud n'avaient aucun intérêt à conserver des documents compromettants. Le cas n'est pas spécial à Bernier ; tous ceux qui ont étudié les sources des guerres vendéennes et chouannes, ont constaté combien reste pauvre, pour une si longue et si rude lutte, la documentation directe provenant des insurgés¹.

II. Ecrits de Bernier relatifs à la négociation du Concordat français de 1801. — Ici, nous disposons aux Archives des Affaires Etrangères, aux Archives Nationales, aux Archives Vatica-

1. Voir à ce sujet les études de E. Gabory. *La Révolution et la Vendée*, Paris, 1925, 3 vol. in-8. T. I. Avant-propos et sources, pp. 1 à XI, T II, pp. 257-266.

nes d'une très abondante documentation, où figure un grand nombre de pièces officielles ou officieuses rédigées par Bernier. Si l'on en juge par une lettre à Girardon en date du 22 pluviôse, an IX (11 février 1801) ¹, il ne semble pas que sa correspondance privée puisse ajouter rien d'essentiel ; très surveillé par la police, obligé à une extrême prudence, le curé de Saint-Laud se borne à des allusions et ses affirmations restent très générales. Le P. Theiner, *Histoire des Deux Concordats de la République Française et de la République Cisalpine* (Paris, 1869, 2 vol. in-4°), a publié, soit dans le texte de son ouvrage, soit dans les pièces justificatives à la fin du Tome II, parmi d'autres documents qui intéressent la négociation du Concordat français, un certain nombre de lettres et de notes de Bernier. Mais le recueil le plus complet est constitué par les six volumes du comte Boulay de la Meurthe, *Documents sur la Négociation du Concordat et sur les autres rapports de la France avec le Saint Siège en 1800 et 1801* (Paris, 1891-1905, 6 vol., in-4°). Saul quelques billets insignifiants ², tels que les invitations à dîner adressées à Consalvi et à Caprara, et quelques lettres relatives à la restitution d'objets d'art et à la conduite d'un certain citoyen français, Pévillier, acquéreur de biens nationaux, qui provoque des incidents à Rome (Arch. Vat., *Epoca Napoleonica, Francia, XI*), on ne voit pas qu'il ait rien négligé des écrits émanant du curé de Saint-Laud. Son travail paraît complet et définitif.

III. Ecrits de Bernier relatifs à l'Application du Concordat. — On peut les diviser en trois groupes : 1° Ceux qui concernent l'application générale du Concordat à l'Eglise de France. Parmi ceux-ci on peut ranger ce qui se rapporte au Sacre de Napoléon, le sacre pouvant être regardé comme une conséquence du Concordat ; 2° Ceux qui concernent l'application par Bernier du Concordat aux diocèses d'Orléans et d'Angers ; 3° Ceux qui concernent l'extension de la politique concordataire à l'Italie et à

1. Cette lettre a été vendue en 1935 et provenait de la collection Crawford.

2. Dans l'analyse qu'il a donnée dans le Tome V, pp. 201 et suiv. du dossier du Concordat aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Boulay de la Meurthe signale lui-même les billets de Bernier à Talleyrand, omis comme inutiles.

l'Allemagne. Ici, nous rencontrons une documentation très riche, mais le terrain est plus inexploré et plus nouveau.

1° Application générale du Concordat à l'Eglise de France. Comme pour les négociations concordataires, le chemin a été tracé par le P. Theiner, dans son *Histoire des Deux Concordats aux chapitres VIII, Le cardinal Caprara et la publication du Concordat, X, Création de cardinaux français, XI, Bonaparte et le Clergé, il a publié quelques lettres de l'évêque d'Orléans. Comme pour les négociations concordataires, l'œuvre de Theiner a été reprise par Boulay de la Meurthe, qui, dans ses Documents, a édité les pièces qui intéressent la circonscription des diocèses, la démission de l'ancien épiscopat, la nomination du nouveau, la réconciliation des évêques constitutionnels. Mais, tandis que Theiner poursuit son travail jusqu'en 1805, Boulay s'arrête en mai 1802. Ce dernier, d'autre part, se tenant aux choses générales, a laissé de côté toute la correspondance où Bernier enregistre et communique soit à Portalis, soit à Talleyrand, soit à Bonaparte lui-même, les diverses démissions à mesure qu'il les apprend ou les reçoit ; ces lettres se trouvent dans les archives des Affaires Etrangères, Rome 931-932, et aux Archives Nationales, F¹⁹ 2455. Il a laissé également de côté les dossiers constitués par Bernier pour les candidats à l'épiscopat et qui sont, pour un certain nombre, copiés de sa propre main (Arch. Nat. AF IV, 1044 et F¹⁹ 1902).*

Pour les affaires postérieures à mai 1802, Theiner appellerait de nombreux compléments et quelques modifications, car il lui arrive de couper les documents qu'il publie sans toujours l'indiquer, comme c'est le cas pour la lettre de Bernier à Consalvi, en date du 15 octobre 1802, où manque (Tome I, p. 534) une phrase, à la fin du premier paragraphe. On trouve aux Archives Vaticanes (Epoca napoleonica, Francia, II) des lettres à Consalvi sur la nouvelle liturgie (9 octobre 1802), le mariage des réguliers (28 août, 2 nov. 1802), la prorogation des pouvoirs et dispenses de mariage pour les évêques (15 oct. 1802), qui permettraient de rectifier les textes publiés dans le Tome I^{er}, Ch. XI de l'Histoire des Deux Concordats, et d'y ajouter des pièces intéressantes.

Sur cette question des mariages, qui opposait la théologie

traditionnelle de l'Eglise catholique à la théologie des évêques constitutionnels pourvus de sièges concordataires, on trouve aux Archives Nationales, dans le dossier 1902 de la série F19, une lettre, relative aux théories de Le Coz, et dans les dossiers des évêques constitutionnels établis par Caprara (AF IV, 1889), trois lettres de Bernier sur Reymond de Dijon (liasse III), deux sur Lacombe d'Angoulême (liasse V), quatre sur Saurine de Strasbourg (liasse V), restées jusqu'ici inédites. Sont également inédites, treize lettres à Bonaparte sur les dix-huit lettres du dossier F19, 1902 ; les cinq premières seules ont été publiées par Boulay de la Meurthe, Nos 538, 549, 571, 764, 1161 ; trois d'entre elles (25 brum. an XI, 16 nov. — 6 mess. an XI, 25 juin 1803 — 10 flor. an XII, 30 avr. 1804), concernant le mariage des religieux, la liturgie, le voyage de Caprara à Bruxelles, les prédications de Lord Elgire ; les autres se rapportent aux affaires religieuses d'Allemagne et d'Italie.

Au dossier des négociations du sacre, connu et exploité depuis longtemps, on ne peut prétendre apporter de documents essentiels. La fameuse note du 29 messidor an XII (18 juillet 1804), que Bernier rédigea pour le compte de Talleyrand, afin de répondre aux objections du Pape et de décider son voyage en France, a été publiée par Theiner, Histoire des Deux Concordats, T. II, pp. 127 et suiv. Quant à la lettre de l'évêque d'Orléans qui accompagne l'envoi de cette note et en constitue le meilleur commentaire, Theiner l'ayant mutilée, il a paru utile de la donner intégralement et de la restituer telle qu'elle se trouve aux Archives des Affaires Etrangères, Rome 936, f^{os} 276-277, en soulignant ce qui se trouve souligné dans le texte original. Deux lettres du 30 thermidor (18 août), tirées des mêmes archives (Rome 936, f^{os} 340-344-345), montrent comment Bernier profite de la confiance du légat pour renseigner le gouvernement. Deux lettres du 22 fructidor (9 septembre) et 30 fructidor (17 septembre) transmettent deux demandes de Caprara relatives : la première à un voyage où il irait prendre, sur le sacre, les ordres de l'Empereur, la seconde au couronnement civil, qui serait distinct du couronnement religieux. Les Archives de l'Archevêché de Lyon ajoutent une lettre curieuse à Fesch, où Bernier invoque un prétexte pour ne point se mêler de la seconde

réconciliation des évêques constitutionnels, considérés par Rome comme relaps, et le fonds Desnoyer de la Bibliothèque d'Orléans une réponse aimable et peu encourageante au Maire d'Orléans, qui voudrait transporter dans sa ville les cérémonies du Sacre. Enfin, deux lettres de Bernier au curé et fabriciens de Montargis, conservées aux Archives paroissiales de Montargis¹, une lettre à Caprara qui insiste pour que le Pape fasse étape à Montargis (Arch. Aff. Etr., Rome 937 f^{os} 124-125), jettent un certain jour sur les négociations directes que l'évêque d'Orléans entreprit avec Pie VII. Ici, l'histoire locale rejoint l'histoire générale, car, en recevant le Pape dans son diocèse, Bernier ne cherchait pas seulement à satisfaire son amour-propre et celui de ses ouailles, il voulait préparer la solution de questions demeurées pendantes, celles du cérémonial en premier lieu.

2° *Ecrits de Bernier relatifs à l'Application du Concordat dans les diocèses d'Orléans et d'Angers. — Ce sont les moins connus et peut-être les plus nombreux ; leur intérêt demeure inégal. Les lettres purement administratives que Bernier a écrites à Portalis, au ministère de la Police, au préfet du Loiret, au préfet du Loir-et-Cher, au maire d'Orléans pour la circonscription des paroisses, les nominations ecclésiastiques, les fabriques et biens d'églises, les traitements et fondations, les presbytères, si elles attestent la conscience pastorale avec lesquelles il remplit les devoirs de sa charge et les difficultés de personnel et d'argent au milieu desquelles il se débat, ne concernent guère que l'histoire locale ; on les trouve aux Archives Nationales dans la série F¹⁹, 437, 439, 440, 441, 737 ; aux Archives du Loiret, V⁴⁰, 114, 119, 144, 146¹ et 146² ; aux Archives du Loir-et-Cher, V^{2 II} 3, 9, 10, 12, 16, 19 ; à la Bibliothèque d'Orléans, Ms. 943-945, et Fonds Desnoyer, Ms. 1502 ; aux Archives de l'évêché d'Orléans. Seule la correspondance avec le préfet de Loir-et-Cher lors des premières nominations, qui posaient la question brûlante des constitutionnels, est caractéristique d'une situation religieuse ; elle nous fait, en outre, saisir la tactique adoptée par le prélat.*

1. Je dois à l'obligeance de M. A. Latreille, professeur à la Faculté des lettres de Poitiers, communication de cette lettre à Fesch, et à celle de M. l'Abbé Crépin, vicaire à Montargis, communication des deux lettres au curé et fabriciens de cette ville.

Les polémiques que Bernier soutint avec le préfet et le maire d'Orléans pour la restauration de sa cathédrale et de son palais épiscopal, la liberté de ses mandements, la fondation de ses séminaires (Arch. Loiret, V, 420 et 40) (Bibl. Orléans, Ms. 943-945), avec le ministère de la police, le préfet de Loir-et-Cher, Corbigny, le magistrat de sûreté de Blois pour la restauration des couvents contemplatifs (Archives Nationales F19, 6337), nous valent des lettres d'un tout autre relief. Enfin, les dossiers 326 et 5692 de la série F19 aux Archives Nationales nous conservent sur les premières applications du Concordat à Angers, Orléans, Blois, les mécomptes de Montault, les succès de Bernier, les difficultés religieuses de l'Ouest, la dissidence de la Petite Eglise dans le Vendômois, une série de rapports et de correspondances des plus intéressantes. Le dossier V 5 2 b aux Archives de Loir-et-Cher ajoute, sur la dissidence, d'autres pièces complémentaires qui n'ont pas encore été intégralement publiées¹. Tous ces documents, rédigés par Bernier lui-même, et, pour un certain nombre, autographes, nous fournissent des renseignements de premier ordre sur leur auteur et sur les affaires auxquelles il fut mêlé.

III. Ecrits de Bernier relatifs à l'extension de la politique concordataire en Italie et en Allemagne. — *S'il a déjà été étudié par le P. Theiner, Histoire des Deux Concordats, T. II, Ch. I à IV, A. Pingaud, Bonaparte, président de la République Italienne, (Paris 1914, 2 vol. in-8°, T. II, Ch. IX, 200-241), A. Latreille, Napoléon et le Saint-Siège 1801-1808 (Paris, 1935, in-8°, Ch. VI), le Concordat italien attend encore qu'un imitateur de Boulay de la Meurthe rassemble et édite les documents qui le concernent, et que soit écrite son histoire complète et définitive. Bernier, à demi disgracié, s'occupa peu de son application, et, pour l'organisation des diocèses, il eut la déconvenue de se voir préférer l'évêque d'Amiens, Mgr Villaret. Mais pour engager cette négociation, à laquelle Rome ne se prêtait point, et venir à bout des difficultés auxquelles se heurtaient les accords, Talleyrand,*

1. R. de Chauvigny, *l'Opposition au Concordat*, Paris, 1921, in-12, et L. Chesneau, *Les Dissidents de la Petite Eglise dans le Vendômois*, Vendôme, 1924, in-8°, ont publié, au moins partiellement, quelques-unes de ces pièces.

d'une part, et Caprara, de l'autre, réussirent à l'imposer. Bien que cette affaire se soit traitée surtout oralement entre le cardinal et l'évêque d'Orléans, il nous reste cependant quelques pièces rédigées par le prélat. On trouve aux Archives Vaticanes (*Epoca napoleonica, Francia, Liasse II*) une lettre où Bernier démontre à Consalvi la supériorité d'un Concordat sur des brefs, afin d'obtenir une acceptation de principe (9 octobre 1802) ; aux Archives Nationales, une lettre à Caprara sur la nécessité d'une nouvelle circonscription des évêchés italiens (16 septembre 1802), un second projet de Concordat retouché par Bernier, une réponse aux observations de Rome, des Remarques sur les Articles organiques de Lyon et sur l'organisation du ministère des Cultes à Milan, (F19 1904), une lettre à Bonaparte sur la signature du Concordat Italien (28 fruc. an XI, 15 sept. 1805) (F19 1902), une lettre à Portalis sur les obstacles rencontrés par la nouvelle circonscription des évêchés italiens (13 fruc. an XI, 31 août 1803) (F19 1907).

La négociation du Concordat allemand nous vaut une documentation autrement riche. Deux lettres introduisent auprès de Bonaparte les protestations du Pape contre la sécularisation des biens ecclésiastiques (23 vend. an XI-15 oct. 1802), ainsi qu'un bref, où Pie VII réclame sa médiation pour le Concordat germanique (12 therm. an XI-31 juil. 1803, Arch. Nat. F19, 1902). Une troisième lettre de la même liasse, proposant l'attribution à l'Eglise des rentes dues par les habitants de la rive gauche du Rhin, concerne les diocèses des pays réunis de la rive gauche du Rhin (22 brum. an XIII-13 nov. 1804).

Quant aux tractations qui eurent lieu à Paris, pour essayer d'y amorcer la négociation du Concordat allemand, de régler la situation ecclésiastique de l'Archichancelier Dalberg, d'obtenir pour Bernier la Légation pontificale de Germanie, on peut les suivre de très près grâce aux nombreuses lettres et mémoires de Bernier, que l'on trouve sur cette affaire aux Archives des Affaires Etrangères (Rome 936, 937, Allemagne 728) et aux Archives Vaticanes (*Epoca napoleonica, Francia, Liasse VI*). Il y a là une documentation très riche ; celle-ci éclaire d'un jour tout nouveau un point particulier de l'histoire religieuse de l'Allemagne,

et surtout nous révèle, chez Bernier, des manœuvres et des calculs que, généralement, il réussissait à mieux masquer.

Faute de pouvoir éditer tous les écrits de Bernier que nous ont permis d'atteindre des recherches aussi soigneuses que possible, car, malgré ce qui a disparu et ce qui est déjà publié, ils constituent encore un dossier considérable, nous nous limiterons à ceux qui concernent le Sacre de Napoléon et le Concordat allemand ; ils intéressent plus que les autres l'histoire générale et constituent un apport assez nouveau. Nous y ajouterons quelques pièces particulièrement suggestives sur les premières applications du Concordat dans les diocèses d'Angers et d'Orléans, les controverses et polémiques auxquelles Bernier se trouva mêlé, et trois lettres adressées à Talleyrand par le prélat mal résigné à sa disgrâce.

III

Les lettres autographes de Bernier sont relativement rares ; sauf quand il s'adresse à de hauts personnages comme le Pape, Napoléon, Consalvi, Talleyrand, ou quand il s'agit de documents tout à fait confidentiels, il se sert généralement de secrétaires. Pendant la négociation du Concordat, il recourut aux bons services d'Amable de Château-Thierry, qui avait été durant la guerre de Vendée, avec le chevalier de la Garde, un de ses émissaires auprès des princes et qu'il avait fait sortir du Temple¹ ; puis il attacha à sa personne l'un des vicaires de Saint-Sulpice, Clavelot, qui devint son commensal, son confident et qu'il nomma chanoine titulaire d'Orléans ; la plupart des pièces, lettres et mémoires de Bernier ont été soit prises à la dictée, soit copiées par ce dernier ; son écriture régulière et distinguée se reconnaît facilement et permet d'authentifier à coup sûr des pièces anonymes, tel le Cérémonial du Sacre soumis au Pape, lors de son passage à Montargis (Arch. Vat., Ep. Nap. Fr. V) ; parfois, il recourut en passant à d'autres secrétaires, comme le

1. Voir à ce sujet : Boulay, *Documents sur la Négociation du Concordat*. T. VI, p. 93.

futur curé de la Trinité de Vendôme, Hersant, qui, le 9 brumaire an XI (13 nov. 1802), écrit en son nom au préfet de Loir-et-Cher¹.

Si Bernier se fait aider par des secrétaires, ce n'est pas seulement en raison de ses grandes occupations ; son écriture, en effet, n'est point belle ni même très lisible ; fine, nerveuse, contournée, rapide, fuyante comme l'homme, elle manque de netteté ; la ponctuation et l'accentuation sont des plus fantaisistes ; les majuscules abondent au cours des phrases, alors que, souvent, elles manquent au début ; l'orthographe, généralement conforme à celle du temps, se permet parfois de curieuses licences, et les textes copiés par Clavelot ne sont pas seulement mieux calligraphiés, ils sont aussi plus corrects que ceux de l'évêque lui-même.

Quant à la forme littéraire, aussi souple que variée, selon les circonstances, les destinataires, les objets, elle s'adapte avec aisance et comme sans effort. Si les notes diplomatiques se revêtent d'impassibilité, les mandements épiscopaux d'onction, si le ton se fait impérieux dans la sobre concision des actes administratifs, la correspondance privée et les lettres de polémique sont écrites d'une encre plus mordante, et il arrive même que, parfois, la plume s'y transforme en stylet ; adversaire redoutable pour ceux qui le contredisent ou traversent ses desseins, avec une hauteur méprisante, une passion froide, des airs détachés, une modération feinte, il enfonce le trait au défaut de la cuirasse, d'une main impitoyable et sûre ; et le trait pénètre d'autant mieux que le coup est porté de façon plus sereine et en termes plus choisis. C'est que, sauf d'assez rares exceptions qui trahissent une rédaction hâtive ou un amer dépit², Bernier reste aussi maître de ses sentiments que de sa langue ; il s'interdit toute improvisation ; il refoule toute spontanéité. Chez lui, le style

1. Cette lettre relative à la nomination de Villain à S^t Nicolas de Blois, est écrite et signée par Hersant, prêtre secrétaire, au nom de Bernier qui se trouve dans l'impossibilité d'écrire à Corbigny « vu qu'il arrive du Sacre de M. l'Evêque de Poitiers et retourne de suite officier à Notre-Dame ». Arch. Loir et Cher, V, 9 III.

2. Les lettres de 1805 et 1806 sont caractéristiques à cet égard ; elles contrastent avec le ton optimiste et satisfait des lettres écrites par Bernier en 1802, au début de sa carrière épiscopale.

n'est pas moins étudié que l'homme ; mais, sous la perfection de l'art, l'étude se dissimule si bien que l'on éprouve une impression de naturel et de simplicité. Rien de tendu, rien de conventionnel, rien de forcé ; aucune trace de ces boursouflures si familières à son temps, pas de déclamation, mais une forme sobre, fluide, distinguée, qui épouse, comme en se jouant, tous les contours d'une pensée ferme et souple, mesurée et hardie, qui insinue, estompe, dissout, flatte, quand il le faut, autant qu'il le faut, et s'affirme, au contraire, quand elle le peut, en termes autoritaires et tranchants.

Les contemporains de l'évêque d'Orléans ont surtout admiré en lui l'orateur, et tous les témoignages rendent à son éloquence un hommage unanime. De fait, ses lettres pastorales attestent qu'il excellait dans ce qu'il appelle lui-même le genre « bossuétique », et qu'il imite son modèle à la perfection. Talleyrand, lui, appréciait surtout l'écrivain, auquel il recourait dans les grandes circonstances pour rédiger les textes particulièrement délicats, et Talleyrand avait raison. Car les notes diplomatiques, les lettres officielles et privées de Bernier présentent, au seul point de vue littéraire, autrement d'intérêt que ses pastiches les mieux réussis. On y retrouve, sous une forme très personnelle et très vivante, la clarté élégante, harmonieuse et simple de la langue classique ; elles sont d'un véritable maître ; elles relèvent du grand art.

Quant à leur valeur documentaire, on ne saurait exagérer son importance. Au second plan où il se tenait, leur auteur a joué un rôle si capital qu'il est impossible d'écrire, de 1800 à 1805, l'histoire religieuse et même, sur certains points, l'histoire politique et diplomatique de la France, sans le rencontrer presque à chaque pas ; il a été mêlé à tant d'affaires, il a su tant de choses, il a tenu et centralisé entre ses mains tant de fils, que toute pièce émanant de lui est susceptible d'éclairer, non seulement la scène où évoluent les acteurs, mais aussi les coulisses où se prépare le travail.

Enfin, par ses écrits, nous connaissons l'homme lui-même, étrange figure, où se mêlent dans une perpétuelle mobilité un ensemble déconcertant de traits contradictoires. A une époque où les survivants de la Révolution passés au service de Bona-

parte offrent une si riche matière aux analyses du psychologue, le caractère complexe, énigmatique de Bernier n'est pas moins curieux à déchiffrer que celui d'un Fouché et d'un Talleyrand. Si les passions partisans et les haines politiques le défigurèrent en le simplifiant, le contact direct avec des textes authentiques permet de lui restituer sa physionomie véritable. Et, dans la mesure où l'on pénètre dans le mystère de cette âme, on y découvre, sous une activité insinuante et fébrile, le drame d'une vie humaine douloureuse et disputée.

I

DÉBUTS D'ÉPISCOPAT

1. — A MM. Blain ¹, Blanbisson et Métivier, administrateurs
du Diocèse d'Orléans.

Paris, 28 germinal an XI (18 avril 1802).

Bernier, nommé évêque d'Orléans, répond aux félicitations que lui adressent ces trois administrateurs apostoliques du Diocèse ; il continuera avec eux leur œuvre d'union.

J'ai reçu avec la plus vive satisfaction, la lettre que vous venez de m'adresser. Je vous aurois prevenu, si je n'eusse attendu la publication légale du Concordat, pour annoncer mon titre. Votre lettre à précède la mienne, mais non les sentimens de mon cœur. Votre reputation de lumieres et de vertu solidement établie m'avait mis dans le cas de vous connoître, de vous estimer, de vous apprecier, avant ce jour. Je me félicite de devenir votre Eveque, parce que je compte entierement sur vos bontes pour moi, sur vos lumieres, et sur les efforts que vous daignerez faire pour m'aider à consommer les bonnes œuvres que vous avez desja commencee.

C'est vous qui avez préparé les voies à l'union, disposé les esprits à oublier le passé et les cœurs des fideles à s'aimer. Je n'aurai qu'à suivre les moyens utiles, que vous avez employés.

1. Martin Blain, chanoine et grand pénitencier d'Orléans, administrateur apostolique du diocèse, n'avait prêté aucun serment, ni même promis la soumission aux lois. Malgré la rigueur de principes qui avait dicté sa propre conduite, il faisait preuve vis à vis des constitutionnels de modération. Dans sa réponse à l'enquête de l'an IX, le préfet le met en tête de liste, avec des notes très élogieuses. « Ce citoyen n'a pas fait la promesse; remplit cependant les fonctions d'évêque quoique secrètement; il est reconnu pour un homme sur lequel le gouvernement pourrait compter; il jouit de l'estime des prêtres de toutes les opinions et de celle des citoyens, par ses mœurs et les lumières de sa théologie. On ne lui accorde de connaissances que dans cette partie », Arch. Nat. F¹⁹ 866. Blain avait été proposé pour l'épiscopat. Arch. Nat. F¹⁹ 1902. Sur Blain, voir Cochard, *Sous la Terreur*, p. 62 et suiv.

Desja le succès en à démontré la sagesse. Continuez, Messieurs, à les employer et soyez assuré que mon premier vœu sera de pouvoir realiser par mon zèle la bonne opinion que vous avez bien voulu concevoir de moi. Nous marcherons d'un commun accord. Nos efforts, nos vües, nos projets seront les mêmes et l'harmonie la plus parfaite consolidera l'ouvrage que vous avez si heureusement entrepris et dirigé.

Recevez, Messieurs, l'hommage de ma reconnaissance de ma profonde estime et de mon devouement affectueux pour vous.

Bibl. Orléans. Fonds Denoyer, ms 1502 (lettre autographe).

2. — A Portalis.

Angers, 15 prairial an X (4 juin 1802).

Bernier est appelé à Angers où l'évêque Charles Montault rencontre une vive opposition.

Citoyen Conseiller d'Etat

Je viens de voir à l'instant le General Girardon¹ et le Secrétaire de la Prefecture de Maine-et-Loire. Ils sont venu me requerir de me rendre à Angers². Le nouvel Eveque y est arrivé. On s'est empressé d'inviter les autorités constituées à lui rendre visite. On a trouvé la lettre trop forte. La querelle s'est engagée. Les militaires ont déclaré qu'ils n'assisteroient pas à la ceremonie de l'installation. Les tribunaux par la même raison ont déclaré s'y refuser. Sept ou huit constitutionnels travaillés par les auteurs de cette brouillerie ont retracté leur rétractation ou plutot leur déclaration. Voila l'état des choses. J'étois loin de m'y attendre. Le General ma déclaré que ma presence étoit necessaire. Le Prefet et l'eveque m'en ont ecrit dans le

1. Le Général Girardon, commandant la subdivision de Maine-et-Loire, se trouvait depuis la pacification de la Vendée en relations amicales avec Bernier; ils échangeaient une correspondance assez active. Un certain nombre de lettres adressées par Bernier à Girardon ont été publiées par le Chanoine Uzureau dans les *Andegaviana*, 2^me série, p. 193 et suiv. Le Général était en mauvais termes avec le préfet Pierre Montault et avec son frère Charles, évêque d'Angers.

2. Après la publication du Concordat, en mai 1802, Bernier avait été envoyé en Anjou par le gouvernement, pour une mission politique et religieuse; il devait disposer les esprits en faveur du Concordat et préparer les élections pour le Consulat à vie.

même sens. Je pars en consequence de suite pour Angers. Je vous promets d'y faire tout pour la réunion. Je vous promets également de vous instruire fidelement et de suite de ce qui se passera. Je vous prie en attendant de suspendre tout espece de jugements sur cette affaire, jusqu'a plus ample information. J'attendrai à Angers votre reponse à mes lettres precedentes, sur mon retour à Paris ou à Orléans. Daignez l'accelerer. Je vous offre, Citoyen Conseiller d'Etat, l'hommage de mon respect.

Arch. Nat. F¹⁹ 5692 (lettre autographe).

3. — A Portalis.

Angers, 18 prairial an X (7 juin 1802).

A Angers, Bernier a réuni les esprits; l'installation de l'évêque s'est heureusement effectuée.

Opposition de huit constitutionnels, soutenus par les théophilanthropes. Maladresses de l'évêque et de l'abbé Lenoir.

Citoyen Conseiller d'Etat

Je me suis rendu à Angers, comme je vous l'avois annoncé. J'ai eu la consolation d'y reunir tous les esprits. Le General Girardon, les chefs militaires, les autorités civiles et judiciaires se sont empressées de répondre aux invitations pressantes qu'on leur à adressées. Ils ont rendus leur visite à l'évêque avant son installation. Ils se sont trouvés à la cérémonie ; elle à eu lieu avec tout l'appareil possible. Le 14^{eme} regiment y a assisté. Une foule immense bordoit les ruës et remplissoit les places. La satisfaction etoit peinte sur tous les visages. Une seule circonstance altéroit ma joye ; les mauvais esprits des prêtres constitutionnels, de la ville seulement, au nombre de huit. Je vous dois la vérité sur leur compte. La voici telle quelle m'a été rapportée et attestée par des hommes dignes de foi.

Aussitot après l'arrivée du nouvel évêque les constitutionnels se présentèrent à lui. Il leur annonça qu'il falloit suivre la formule, qu'ont adoptée les constitutionnels de Paris et que je vous ai remise ¹. Ils la signerent et remirent en signe d'adhésion les

1. Avant son départ de Paris, Bernier, comme auxiliaire de l'archevêque, avait réconcilié, plusieurs constitutionnels entre autres Baillet, nommé à St Séverin, en leur faisant souscrire une formule qu'il prétendit convenue avec le Légat. Mais le Cardinal affirma plus tard qu'il n'avait nullement approuvé cette formule, qu'il exigeait au contraire un texte plus explicite.

La réconciliation des constitutionnels de second ordre fut réglée en l'absence de Bernier; sur les instances de Pancemont, de M. de Cicé, de M. de Boisgelin, le Légat finit par accepter la formule du gouvernement, en se contentant de la simple adhésion au Concordat.

clefs de leurs églises. On leur donna rendez-vous le lendemain pour se trouver avec les autres prêtres, chez l'évêque et sembrasser mutuellement. Ce n'étoit pas ce que vouloient certains hommes, qui, quoique en petit nombre, dans cette ville, ont encore une partie de l'audace du tems de Robespierre. La Reveillère étoit d'Angers. Il y conserve encore quelques restes de ses bons *théophilantropes*. Ces hommes allèrent trouver les constitutionnels et les inviterent à rétracter leur adhesion, ils les firent boire pendant la nuit et leur persuaderent de chanter le lendemain la palinodie. Ils le firent en effet et declarerent qu'ils conserveroient toujours le plus vif attachement pour la constitution civile du clergé. L'évêque les pressa, les pria en vain. Ses prieres les enhardirent ; ils tinrent des propos entre le gouvernement, le Pape, etc. L'évêque les laissa s'éloigner et resolut d'attendre qu'ils fussent revenus à de meilleurs sentimens. Ils ont du écrire au ministre de la Police. Ils se sont assemblés la nuit pour rediger cette lettre chez un ex-conventionnel nommé Delaunai, aujourd'hui Président du Tribunal Criminel, qui paroît être leur instigateur. Ils ont pour chefs un ex-capucin nommé Béliet, nom peu flatteur, et qu'il ne dément pas, et un nommé Dufour, qui scait à peine lire. Ils suppléent à la science par beaucoup d'*audace* et dentêtements. Ils detestent profondement le gouvernement. Ce prétendu parti n'a comme vous voyez rien de redoutable. Il cessera par la force même des evenemens.

Tel étoit letat des choses quand on m'a appelé. J'eusse desirer l'être plutôt. J'ai la confiance que rien de tout cela ne seroit arrivé. Ces pretres s'étoient adressés à moi et m'avoient tout promis. On à voulu avoir la petite (sic) de la reunion et tout s'est manqué. Le second tort que l'on a eu est de les avoir mis en présence des prêtres insermentes pour confirmer leurs déclarations. C'étoit faire à l'amour propre un terrible appel ; aussi n'ont-ils pas manqué de dire qu'on les humilioit. Le fait est néanmoins qu'ils y avoient consenti.

Je vais faire ce qui sera en moi pour reunir tout pendant mon sejour dans ce pays. Si j'eusse parti plutôt tout eut été brouillé

ici. Un certain abbé Le Noir ¹ qu'on vous a proposé pour en faire un évêque en est en grande partie la cause par sa morgue et sa manière de traiter les prêtres avec hauteur. Que feroient-il sil étoit Evêque ?

J'ai invité l'évêque à traiter avec douceur et seul a seul, les penitens affin de n'en irriter aucun et de ne blesser ni lamour propre ni la sensibilité.

Mon séjour ici ne sera pas long. J'attends vos ordres et soit qu'ils soient pour Paris ou Orleans, je partirai de suite. Je vous offre, citoyen Conseiller d'Etat, l'hommage de mon respect.

P. S. je vous adresse encore quelques extraits de Votes. Il me seroit impossible de vous les adresser tous.

Arch. Nat. F¹⁹ 5692 (lettre autographe).

1. Chanoine de la cathédrale en 1780, vicaire général en 1783, Lenoir avait été chaudement recommandé par le préfet dans sa réponse à l'enquête de l'an IX : « C'est sans exception, affirmait Montault, celui de tous les ecclésiastiques qui peut rendre le plus de services au gouvernement en raison de l'estime de la confiance de l'influence dont il jouit ». Arch. Nat. F¹⁹, 865. Cette recommandation lui avait valu d'être porté sur une « Liste supplémentaire de prêtres méritans qui peuvent être promus à l'épiscopat ». C'était Bernier lui-même qui l'avait porté sur cette liste; la note qu'il rédige à son sujet fait surtout état de la recommandation du préfet. (Arch. Nat. F¹⁹ 1902).

4. — A Portalis.

Orléans, 17 messidor an X (6 juillet 1802).

Installation de Bernier à Orléans.

Citoyen Conseiller d'Etat.

Je me hâte de vous instruire des détails de mon installation. Elle a eu lieu dimanche 15 messidor, de la manière la plus solennelle. Dès le matin le son de toutes les cloches et le tir des boîtes annoncèrent la solennité du jour. Je fus conduit par le Préfet 1 à la Mairie sur les dix heures ; le clergé s'y rendit ensuite ; le Préfet lui adressa un discours dans lequel il le félicita, ainsi que le peuple d'Orléans sur les bienfaits du gouvernement, et l'heureuse loi du 18 germinal. Il lui présenta ensuite son Evêque, et l'invita à le reconnoître et à lui obéir.

M. Blin 2, le plus ancien des ecclésiastiques du diocèse, chargé par Monsieur l'Archevêque de Paris, comme Métropolitain, de le représenter dans cette occasion, répondit, au nom du clergé, au discours du Préfet de la manière la plus touchante et la plus flatteuse pour le nouvel Evêque. Les larmes qui couloient des yeux de ce vieillard généralement estimé produisirent la plus vive impression.

Je répondis à l'un et à l'autre avec cette simplicité que dicte en pareil cas les sentimens du cœur, et fis sentir, autant qu'il

1. Jean Philibert Maret, frère d'Hugues Maret, secrétaire général des consuls, puis chargé de la Secrétairie d'Etat.

2. Martin Blain, chanoine d'Orléans et grand pénitencier, administrateur apostolique du diocèse, n'avait prêté aucun serment. Il s'imposait à tous les partis par sa sagesse, ses lumières, sa modération et jouissait de la confiance du préfet; on trouve son nom parmi les ecclésiastiques proposés pour l'épiscopat. (Arch. Nat. F¹⁹ 1902).

étoit en moi, combien je devois de reconnaissance au Premier Consul de m'avoir placé à la teste d'un clergé vertueux et uni, au milieu d'un peuple généreux et hospitalier, et sous les yeux de magistrats et d'administrateurs aussi sages que bienfaisants

Le cortège partit ensuite de la maison commune pour se rendre à l'église Cathédrale ; ce fut alors que je jouïs du spectacle le plus touchant ; deux cent soixante et dix prêtres me précédoient processionnellement en habit de chœur, j'étois suivi du Préfet, de ses conseillers, du Maire, des juges de tous les Tribunaux, des généraux et commandants présents à Orléans, des présidens et des membres de toutes les administrations et de tous les Corps. Au milieu d'un si beau cortège, quel cœur religieux n'eut pas ressenti la plus douce émotion ! Enfin la joie du peuple étoit-elle à son comble. Une foule immense remplissoit la place et les rues, par où le cortège devoit passer. La garde nationale, les vétérans, et les chasseurs à cheval nous servoient d'escorte. La gendarmerie s'étoit jointe à eux, et néanmoins l'empressement du peuple fut tel, qu'il fallut attendre longtemps pour percer la foule et empêcher les accidens. Le peuple qui depuis longtemps n'avoit pas vu d'Evêque jouissoit délicieusement du plaisir d'en posséder un. Une société d'amateurs s'étoit réunie pour célébrer la fête par une musique charmante, dont les accords ne faisoient qu'ajouter à l'ivresse commune¹. Le peuple se pressa sur nos pas ; il fallut céder, à l'entrée de l'église, au torrent qui s'y précipitoit, et cette foule immense nous força à n'exécuter, que dans le sanctuaire, les cérémonies qui devoient se faire à la porte². Je célébrai pontificalement la

1. On exécuta, sous la direction de Lottin, père, une messe de Méhul. « Il y eut, note Pataud, plus de symphonie que de dévotion ». *Chronologie des faits relatifs à l'Histoire d'Orléans, depuis la chute des cinq directeurs de la République Française jusqu'à nos jours, rédigée par Jacques Pataud, prêtre du diocèse d'Orléans, chanoine honoraire de S^{te} Croix*. (Bibl. Orléans, Ms 567, f^o 40).

2. Le général Thiébault dans ses *Mémoires* donne une version différente. Un complot aurait été formé pour tuer Bernier « à sa première entrée dans la cathédrale », pour venger « le bataillon des volontaires d'Orléans massacré par ses ordres et en partie par ses mains » pendant la guerre de Vendée. La présence de tous les chefs militaires, l'énergie des officiers et les baïonnettes des troupes auraient fait échouer ce complot. *Mémoires du Général Baron Thiébault*. T. II, p. 345.

messe, à la suite de laquelle la musique exécuta le *Te-Deum* chanté à Notre-Dame le jour de Pâques. Je fus reconduit avec le même enthousiasme à la maison commune et de là dans la maison particulière ¹, qui m'est assignée pour demeure. Je fis le soir à l'issue des Vespres un discours, dans la Cathédrale, sur les bienfaits que nous devons attendre, dans l'ordre temporel et moral, du rétablissement de la religion catholique en France ; le vaste édifice étoit entièrement rempli d'auditeurs, quoiqu'on eut pris la précaution de le tenir fermé jusque vers quatre heures. Sans cette précaution aucun de nous peut être n'eut pu y pénétrer, tant étoient grands l'enthousiasme et l'affluence du peuple. Je souhaite ardemment que tous mes collègues, en arrivant à leurs sièges, trouvent dans leurs diocésains des dispositions semblables à celles qu'on m'a exprimées. Mais je puis vous assurer, que je n'ay jusqu'à ce jour jouï d'aucun spectacle aussi attendrissant. C'est le plus beau triomphe de la religion en France ; c'est aussi celui du Consul ; car ici le sentiment faisoit tout, et la curiosité n'étoit qu'un mobile très secondaire. Je bénis le ciel de m'avoir donné un pareil peuple. Son attachement pour moi s'est manifesté de la manière la plus éclatante. J'ai été visité et complimenté par toutes les administrations, par tous les tribunaux, par tous les Corps civils militaires et religieux. La prose et les vers ont été prodigués ². C'étoit à qui rivaliseroit de zèle, de politesse et de dévouement ; en un mot, cette journée a été pour moi le dédommagement le plus flatteur des peines que j'ai si longtemps éprouvées.

Je laisse au citoyen Préfet le soin de vous donner de plus amples détails ; je vous adresse copie de son arrêté relatif à mon installation. Je vous prie de faire part de cette lettre au Premier Consul, et de lui exprimer la vive reconnaissance dont ses bienfaits m'ont pénétrés.

Arch. Nat. F¹⁹ 5692.

1. Le palais épiscopal se trouvant inhabitable, le préfet avait assigné à Bernier comme demeure provisoire l'hôtel d'Ambrun, place du Martroy, à l'entrée de la rue d'Escures. Cet hôtel était sous séquestre comme bien d'émigré.

2. Les papiers de Pataud (Bibl. Orléans Ms 573) nous ont gardé un certain nombre de pièces en vers latins et français, dédiées à Bernier.

5. — A Portalis.

Orléans, 19 messidor an X (8 juillet 1802).

Bernier lui envoie l'acte de sa prise de possession. Dispositions du clergé.

Citoyen Conseiller d'Etat.

Il manquait aux détails que je vous ai donné sur mon installation, la Copie de l'acte de ma prise de possession ¹. J'ai l'honneur de vous l'adresser, pour qu'elle soit au terme de la Loi, déposée dans vos archives ; j'en adresse également une copie à Monsieur l'Archevêque de Paris.

La satisfaction et l'empressement des bons habitants de cette ville, est toujours la même ; je vois successivement arriver les ecclésiastiques des différents cantons et j'ai la consolation de les voir disposés à une réunion parfaite, malgré les efforts qu'à fait, pour les en détourner l'Evêque constitutionnel de Blois ², qui n'a

1. Cet acte fut dressé par Maître Jean Johannet, doyen des notaires, et signé par tous les témoins officiels le 15 messidor, an X (4 juillet 1802).

2. Elu simultanément à Blois et au Mans, Grégoire avait opté pour le Loir-et-Cher. Sacré par Gobel le 13 mars 1791, il rencontra dans son diocèse une opposition violente de la part de Thémînes et des insermentés, tandis que certains de ses vicaires épiscopaux, Rochejean, Plasiard, Répécaud et Chabot, trahissaient sa confiance et le discréditaient. Après la Terreur, Grégoire entreprit de réorganiser son diocèse sans y parvenir ; chef des Réunis, il s'occupait d'ailleurs beaucoup plus des affaires générales de l'Eglise constitutionnelle que de sa propre église. Il avait donné, le 12 octobre 1801, sa démission, entre les mains de son métropolitain Dufraisse, évêque de Bourges ; il avait également, le 10 du même mois, adressé sa démission au Pape, mais en modifiant profondément la formule rédigée par Portalis. Voir à ce sujet : Boulay

rien oublié pour contrarier, en ce point, les vues pacifiques du gouvernement ; ses efforts céderont à la confiance que le gouvernement inspire et le diocèse d'Orléans offrira à la France le spectacle touchant d'une réunion complète ; je ne puis vous exprimer, combien je suis pénétré de l'accueil que m'a fait ce bon peuple ; je ne puis faire un pas sans en être entouré.

Arch. Nat. F¹⁹ 5692.

de la Meurthe, *Documents sur la Négociation du Concordat*, T. V, pp. 154-157, et l'Avis des Evêques réunis, *Ibid.* pp. 168-174. Une lettre pastorale du 18 octobre, amère et désabusée, avait annoncé cette démission à ses diocésains. M. Gazier, dans ses *Etudes sur l'Histoire Religieuse de la Révolution Française*, pp. 155-156, assure que Grégoire, après sa démission, observa la plus stricte réserve vis-à-vis de son ancien diocèse, évitant de répondre aux lettres qu'il recevait de ses prêtres ou de ses fidèles, ou y répondant d'une façon vague en fixant des rendez-vous dans l'éternité. « Agir d'une manière différente c'eût été mériter le reproche que Thémises s'était attiré en 1791 ; Grégoire avait trop le sentiment de ses devoirs de prêtre et de citoyen pour créer ainsi des difficultés à son successeur ». Il est certain que la nomination de Bernier « un être que j'abhorre, écrivait le vicaire épiscopal de Loir-et-Cher, Pioche » (lettre citée, *ibid.*, p. 158) suffisait à « détourner » les plus ardents constitutionnels ; l'impulsion de Grégoire n'était pas nécessaire pour soulever leur opposition.

6. — **Rapport au Citoyen Portalis, Conseiller d'Etat, sur l'installation de l'évêque d'Orléans à Blois.**

Orléans, 2 thermidor an X (21 juillet 1802).

Réception des autorités. Réception du clergé théminien, des constitutionnels. Dispositions des deux clergés. La Prise de possession. La Messe pontificale. Les Vêpres et la procession. Organisation provisoire du culte dans la ville de Blois.

Citoyen Conseiller d'Etat

Je suis parti pour Blois, comme je vous l'avois annoncé, le jeudi 26 Messidor. La gendarmerie à cheval, est venue au devant de moi jusqu'à une lieue de la ville et m'a servi d'escorte. Je suis entré à Blois au milieu d'un concours extraordinaire de peuple, au son de toutes les cloches et avec les témoignages non équivoques de l'allégresse publique.

Deux partis bien prononcés divisoient cette ville, l'un reconnoissoit Monsieur de Thémines ¹ et qui suivoit la sévérité de ses

1. Evêque de Blois depuis 1776, d'abord favorable aux réformes, sinon à la Révolution elle-même, Alexandre Amédée de Lauzières de Thémines devint, après le vote de la Constitution civile du clergé, un opposant irréductible. Il entre en lutte ouverte avec Grégoire et, pour éviter son arrestation et une émeute de la Société populaire, le directeur du département le prie de quitter Blois (7 avril 1791). Retiré en Espagne, il continue à administrer son diocèse et à polémiquer contre la Constitution, « le loup épiscopal », les intrus, dans une langue violente, emphatique et, selon l'expression de Maury, « d'une originalité très heurtante » (Maury à Louis XVIII, 13 décembre 1801). Boulay, *Documents*, T. IV, p. 504. Ses principes sont des plus sévères; il condamne en bloc tous les serments, comme pareillement schismatiques. Thémines refusa au Pape sa démission, envoya contre le Concordat mandements sur mandements, devint un des chefs de la Petite Eglise. Enfermé, comme M. de Coucy, dans un couvent de franciscains par le gouvernement espagnol, sur l'injonction du Premier Consul, il fut remis en liberté en 1807 à la suite d'une supplique de Fesch. Même après la Restauration, il s'obstina dans sa dissidence et ne se soumit qu'au dernier moment, le 2 novembre 1829.

principes ; l'autre obéissait au C^{ien} Grégoire et avoit reçu des impulsions terribles de sa part. Vous connoissez l'un et l'autre et pouvez, mieux que personne, apprécier jusqu'à quel point ces deux partis étoient exaspérés.

La Municipalité m'attendoit à l'entrée de la ville. Le maire étant à Paris, je fus complimenté par le premier adjoint, le citoyen Dupont, ci-devant vicaire épiscopal du C^{ien} Grégoire ; il le fit avec modération ; je saisis ce moment pour insinuer le désir que j'avois de procurer la paix. J'indiquai le lendemain, pour la réception des visites. Je reçus le matin celle de tous les corps civils et militaires, des tribunaux, du Préfet, Conseillers de préfecture, des juges de paix, etc., etc. Je vis ensuite le clergé attaché à Monsieur de Thémynes, conduit par ses anciens vicaires généraux ¹ ; je leur annonçai mes dispositions pour la paix. Ils en furent et me promirent de les exécuter.

Je reçus ensuite le clergé de Blois, attaché au C^{ien} Grégoire ; j'ai entrevu dès le début de son orateur ², le succès de mes dispositions annoncées. « Nous renonçons, a-t-il dit, à la Constitution civile du clergé, non seulement comme surannée, mais comme également rejetée par l'Eglise et l'Etat. » Ce peu de mots vous annonce assez, quelles étoient leurs dispositions ; ils ont de suite remplis, ce que j'ai cru devoir leur demander, d'après les instructions que le gouvernement m'avoit donné et les devoirs qui m'étoient imposés. Tout a suivi cette première impulsion ; je n'ai pas encore trouvé, un seul récalcitrant, je pourrois même dire, un seul homme, qui m'ait opposé des objections.

Le samedi suivant fut employé à cette heureuse réunion et aux préparatifs que j'ai fait faire dans l'église Cathédrale pour la cérémonie du lendemain. Elle venoit d'être mise à ma disposition, par un arrêté du Préfet ³, rendu le jour même de mon arrivée à Blois.

1. MM. Gallois, Adam, Habert.

2. Les chefs des constitutionnels étoient les vicaires épiscopaux Dupont, adjoint au maire de Blois exerçant à Saint Louis, Charles Vallon, Boucher, Riffault, Claude Vallon. Bernier n'indique pas le nom de leur orateur.

3. Elle avait été jusqu'à cette date aux mains des constitutionnels. Blois avait pour préfet un homme de haute valeur, Chicollet de Corbigny. Bonaparte, l'avait distingué pendant la campagne d'Italie, lui avait

Je me rendis, ainsi qu'il étoit convenu, le dimanche 29, à la Préfecture, sur les 10 heures ; tous les corps constitués, tous les militaires de la 17^{me} demie Brigade Légère et les fonctionnaires publics m'y attendoient ; je m'y revêtis de mes habits pontificaux, je plaçai derrière moi, le clergé, ci-devant attaché au C^{ien} Grégoire et qui étoit venu se réunir à moi, les jours précédents. L'autre partie du clergé se rendit à la Préfecture, à la même heure, et, au moment où le cortège alloit s'ébranler, ayant le Préfet à ma droite et les autres fonctionnaires publics autour de moi, je présentai aux Ecclésiastiques, qui avoient suivi Mr de Thémynes, ceux qui s'en étoient séparés ; je leur déclarai, que je les recevois dans ma communion et les invitois à ne plus considérer en eux que des confrères et des amis ; je dis ensuite à ces mêmes prêtres réunis : « Confondez-vous maintenant les uns avec les autres, et choisissez le rang que l'humilité chrétienne vous désignera ». A l'instant même, tous se sont précipités dans les bras de leurs confrères et le peuple a joui du touchant spectacle d'une réunion, aussi complète qu'inattendue. Le cortège a marché gravement vers la Cathédrale, au milieu d'une double haie de militaires et d'une foule immense ; j'ai vu sur tous les visages l'expression de la joie ; j'ai été reçu et complimenté à l'entrée de la Cathédrale par le doyen d'âge¹ ; un instant d'inquiétude a suivi mon entrée, le peuple a voulu se précipiter dans l'église, la garde quelque nombreuse qu'elle fut, ne pouvoit arrêter l'empressement ; aucun accident néanmoins, n'est arrivé et l'ordre s'est bientôt rétabli ; j'ai célébré pontificalement la messe, au milieu de tout le clergé, de toutes les autorités et de l'appareil le plus imposant. Les habitants de la ville s'étoient empressés de fournir les plus beaux objets, pour servir à la décoration de l'église.

confié la rédaction de sa Gazette « *La France vue de l'Armée d'Italie* », puis, la charge de Commissaire du gouvernement à Corfou. Préfet à vingt-neuf ans, Corbigny fit souvent preuve d'indépendance, non seulement vis à vis de l'évêque, mais encore vis à vis du gouvernement. Esprit distingué, cultivé, il se piquait de philosophie, de tolérance ; non moins autoritaire que Bernier il se heurta bien souvent avec lui : leurs rapports furent parfois assez tendus, leurs lettres assez vives.

1. Le doyen d'âge, Pointeau, appartenait au clergé insermenté.

Il étoit libre aux fonctionnaires publics, de ne pas assister aux Vêpres le soir ; ils s'y sont néanmoins rendus ; le Préfet leur en a donné l'exemple, il y est venu se placer à leur tête. J'ai fait un discours, à l'issue des Vêpres, sur les heureux résultats du rétablissement de l'unité catholique en France, pour la paix des consciences, le repos des familles, et la tranquillité de la République. A la suite de ce discours, j'ai fait, suivant l'usage, dans l'enceinte de l'église, une procession solennelle du St-Sacrement, à laquelle les cordons du dais, ont été portés par le C^{lon} Préfet et le deuxième adjoint, représentant le Maire, et les deux présidents des tribunaux Criminels et Civil, pendant que les autres fonctionnaires publics, ayant à leur tête le Secrétaire Général de Préfecture, portoient des flambeaux à la suite du St-Sacrement. Cette cérémonie et les circonstances qui l'ont accompagnée, ont produit le plus heureux effet. J'ai laissé la ville de Blois, dans un calme profond, exemte à l'avenir des partis qui la déchiraient et prête à suivre l'impulsion, qui lui est donnée.

J'ai profité de ce moment pour détruire l'influence des petits oratoires¹, j'ai organisé provisoirement, l'ancienne Cathédrale et déclaré les autres églises dans ma Communion, par une ordonnance dont je vous envoie copie². Elle a été faite de concert avec le Préfet et tous les partis y ont applaudi. Ainsi, dans l'espace de quatre jours, l'union s'est rétablie dans une ville où,

2. Ces oratoires, desservis par les insermentés, n'étaient pas tous aussi petits que Bernier feint de le croire. En plein centre de Blois, sur la paroisse constitutionnelle de la cathédrale, l'oratoire de Saint Solemne était fréquenté par 1.200 à 1.500 non conformistes; presque toutes les familles marquantes s'y rattachaient. *Rapport sur l'état religieux des paroisses de Blois*. Arch. Ev. Blois, 5 k.

2. « Ordonnance concernant l'exercice de la religion catholique dans la ville de Blois, 18 juillet 1802. Cette ordonnance fermait les oratoires, maintenait dans les paroisses le *statu quo*, et comportait pour la cathédrale des dispositions particulières; devaient y exercer le culte, les prêtres qui n'avaient encore adopté aucune église (c'est-à-dire les insermentés, les desservants des oratoires) et ceux qui existaient dans la dite église quand Bernier en avait pris possession (c'est-à-dire Dupont et ses auxiliaires constitutionnels). Le doyen d'âge, Pointeau, aurait la présidence et réglerait les fonctions de chacun uniquement d'après l'âge, sans tenir compte des anciens titres supprimés. *Dispenses et actes épiscopaux*, Regist. I. Arch. Ev. Orléans.

la veille, presque personne, ne la croyait possible ; j'en ai été félicité par le Préfet, par tous les corps administratifs et par les personnes les plus marquantes de la ville. Je conserve le souvenir bien précieux, des témoignages de confiance, d'estime et d'attachement qu'ils m'ont donnés.

Je vous prie de remettre ces détails sous les yeux du Premier Consul, de lui exprimer mon profond respect, et mon attachement inviolable à sa Personne.

Arch. Nat. F¹⁹ 5692.

7. — A MM. les Vicaires Généraux d'Orléans résidant à Blois ¹.

14 thermidor an X (2 août 1802).

Bernier leur adresse une décision du Légat relative à la promesse de fidélité.

Je vous adresse, Messieurs, la décision rendue par le Saint-Siège et promulguée par Son Eminence le Cardinal Légat sur la promesse de fidélité à la Constitution. Vous voudrez bien la faire exécuter, dans toute son étendue, et lever, de suite, en mon nom, toute espèce de censure portée contre ceux qui auraient fait cette promesse². Il en est de même de ceux qui auraient fait le serment de liberté et égalité et les autres subséquents³. C'est à eux de mettre à leur conscience, dans le for intérieur, l'ordre qu'elle leur indiquera elle-même. L'Eglise n'y ayant pas attaché de censures, je déclare que celles qui pourroient avoir été attachées par mes prédécesseurs sont levées dès ce moment et cessent d'exister à dater du jour de mon installation.

1. MM. Gallois, Pointeau, Adam.

2. M. de Thémines assimilait au serment constitutionnel tous les autres serments; il traitait comme jureurs et frappait de censures, indistinctement, ceux qui les avaient prêtés; à ses yeux « ils ne font qu'une même classe avec les intrus d'après la doctrine primitive prononcée au début et publiée en 1791 ». *Ordonnance de Monseigneur touchant les serments et autres actes de cette nature.* (Arch. Ev. Blois, 5 K.) Cette lettre de Bernier est entièrement conforme à la teneur de la décision rendue par le Légat le 2 avril 1802. « *Cum a SSmo D. N. P. P. Pio P. P. VII nullum editum fuit iudicium circa promissionem fidelitatis constitutioni, qui illam praestiterunt existimantes aut dubitantes se delinquere, consulant suae conscientiae idipsum in sacramentali confessione exponentes; caeteri non sunt inquietandi* ». Caprara ajoutait qu'ils n'étaient pas tenus à rétractation et que, s'ils avaient été frappés de censures pour cette promesse, ces censures devraient être levées.

3. Gallois, dans sa réponse, constate que la lettre de Bernier ne parle

Je crois entrer dans vos vues, en vous faisant part de ces dispositions bienfaisantes, dictées par l'Eglise et commandées par les circonstances. J'attends de votre zèle leur exécution pleine et entière sans réserve ni exception de personne.

Bibliothèque du Grand Séminaire de Blois. Papiers Bergeron, 1

pas des deux soumissions. « Mais il est sûrement dans votre intention ajoute-t-il, de les y comprendre. J'en fais l'observation, dans la crainte que quelques ecclésiastiques n'en conçoivent de l'inquiétude ». (Gallois à Bernier, 18 août 1802). Arch. Ev. Blois 5 K.

1. Bergeron, curé de Saint Sulpice, a laissé des notes extrêmement intéressantes pour l'histoire religieuse du Diocèse de Blois. Il nous a conservé également certaines lettres de Bernier dont il avait pris copie sur les textes originaux.

8. — A Portalis.

Orléans, 17 thermidor an X (5 août 1802).

Bernier lui envoie la lettre pastorale qu'il a publiée pour sa prise de possession. Le schisme terminé à Blois. Incidents à Angers. L'affaire de Saint-Sanson.

Citoyen Conseiller d'Etat

J'ai l'honneur de vous adresser deux exemplaires de la lettre pastorale, que, suivant l'ancien usage, j'ai du publier, après ma prise de possession. J'y ai joint d'une manière simple et vraie, ce que nous devons au Premier Consul. Je l'ai faite assez courte, pour qu'elle pût-être attentivement lue, et je me suis aperçu du bien qu'elle a produite. J'ai ordonné des prières publiques, pour l'heureux succès de mon épiscopat. C'étoit l'usage ici, je m'y suis conformé, par devoir et par sentiment. J'ai prescrit pour cet objet les prières ordinaires ; j'ai fixé celle pour les Consuls, afin d'éviter toute différence et j'ai fait à la prière consécatoire, que l'on chante le jour de l'Assomption, les changements exigés par les circonstances.

J'ai la consolation de vous annoncer que tout va dans ce diocèse de la manière la plus uniforme. Dimanche dernier, à Blois, les chefs des Eglises des différents partis sont allé les uns chez les autres, pour montrer au peuple, qu'ils étaient franchement réunis. J'ai reçu hier de la part du reste des constitutionnels attachés ci-devant au citoyen Grégoire, les actes d'adhésions, les plus satisfaisants ; ainsi, vous pouvez conter (sic), que dans cette partie de la France, le schisme est fini. Blois n'étoit pas, ni ne devoit être la plus facile, et cependant tout s'y est fort bien passé.

J'ai reçu vos différentes circulaires, sur la défense faite aux évêques non réélus, de porter les marques et les distinctions

épiscopales, sur la prohibition des écrits tendant à renouveler les troubles religieux, et sur les titres que doivent prendre les évêques. Je n'ai reçu cette dernière, qu'après ma lettre Pastorale imprimée. Je ne m'en étois pas écarté. J'ai lu ces instructions, avec plaisir, elles étoient pressantes et indispensables ; je les ferai exécuter, avec tout le soin possible. J'espère vous voir sous très peu de jours ; je me fais une fête, de me retrouver au sein d'une famille, dont l'estime et les égards, me sont infiniment précieux ; je vous parlerai, de nouveau et avec douleur de ma malheureuse patrie. Angers est presque tous les jours, le théâtre de scènes qui avilissent l'épiscopat. J'ai reçu des lettres des hommes de tous les partis, depuis mon dernier rapport, et toutes me conjurent d'aller auprès de vous pour vous exposer le malheureux état de cette Eglise. L'évêque a fait assigner ceux qu'il croit l'avoir insulté. L'affaire ¹ a été ballottée du tribunal criminel, au tribunal correctionnel ; ce dernier en est resté nantis. L'évêque y est lui-même assigné pour déposer contre ses diocésains. Vous n'oublierez pas qu'il s'agit d'un lutrin enlevé. Vingt-sept autres témoins, tant pour que contre, doivent aussi comparaître, les avocats défendent les accusés gratuitement et se promettent bien de plaisanter, et sur le lutrin, et sur l'évêque, qui s'est fait commissaire de police, en apposant lui-même les scellés sur la porte de l'église et de la sacristie de St-Samson. L'affaire a du se plaider lundi. Pour compléter ce tableau, ce bon évêque est allé demander au Général Girardon, qu'il blâmât ses soldats et en mît plusieurs à l'ordre de l'armée, parce qu'ils lui avoient donné, (disoit-il), le sobriquet de *monte à l'assaut*, à raison de ce qu'il s'était trouvé indiscrettement, au milieu des poissardes pour les empêcher d'entrer dans l'église de St-Samson ; le général a eu le bon esprit de s'y refuser, c'eût été un ridicule de plus. Il a seulement donné les ordres les plus forts pour que les soldats fissent

1. Il s'agit des incidents de Saint Serge, dont Ferré, curé constitutionnel de Saint Sanson, avait voulu reprendre possession. L'évêque Montault avait lui-même apposé les scellés sur l'église : il assigna en justice le serpent Garreau, qui les avait brisés, pour reprendre son pupitre, et les poissardes qui l'avaient insulté ; enfin, il demanda à Girardon un blâme pour les soldats, qui lui donnaient le sobriquet de « Monte à l'assaut. »

respecter l'évêque. Tel est, en raccourci, l'état d'un diocèse, ou sans Monsieur Mélioc¹ et la faiblesse de l'évêque, tout jouiroit de la paix la plus profonde. Je remets a vous en dire davantage, au moment qui nous réunira.

Arch. Nat. F¹⁹ 5692.

1. Ancien supérieur du séminaire, M. Meilloc encourut comme l'abbé Lenoir la malveillance de Bernier et fut lui aussi, sur les dénonciations de l'évêque d'Orléans, mandé à Paris. Bernier l'accusait de raideur et d'intransigeance; M. Meilloc avait pourtant pris, dans la question des serments, une attitude modérée, analogue à celle de M. Emery, déclarant licites le serment de Liberté et d'Egalité, la Promesse de soumission aux Lois, la Promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII; il avait, pour justifier son opinion, composé une série de petits traités, que M. le Chanoine Uzureau a publiés, avec une notice sur leur auteur, sous le titre : *Les Serments sous la Révolution* (Paris 1904, in-12). Mais Bernier prenait ombrage de l'influence exercée par M. Meilloc sur Mgr Montault, auquel il n'avait pu faire accepter, comme vicaire général, son ami et son homme, Tardif.

9. — A MM. les Vicaires Généraux d'Orléans à Blois ¹

Bernier a reçu de Rome la Bulle confirmative de son élection et un bref élogieux du Pape.

Après avoir reçu Messieurs l'institution canonique de la part de Son Eminence le Cardinal Légat, j'ai dû, suivant son décret, me pourvoir à Rome pour obtenir du Saint Siège la Bulle confirmative de mon élection. Le Souverain Pontife a daigné me l'accorder et j'ai été préconisé Evêque d'Orléans, avec le nouvel arrondissement que comporte le diocèse, dans le Consistoire Général du 23 juin dernier. Sa Sainteté a voulu joindre à la Bulle qu'elle m'adressoit, un bref particulier, dont je vous envoie la copie certifiée ². Vous y trouverez l'expression des sentiments du chef de l'Eglise pour le pasteur et le troupeau. Ces sentiments seront aussi précieux pour vous qu'ils l'ont été pour moi. Si les expressions de ce bref eussent été moins flatteuses, je lui aurois donné une plus grande publicité. Il eut prouvé combien le chef de l'Eglise tient au Concordat et s'applaudit de le voir exécuté.

Bibl. Séminaire de Blois. Papiers Bergeron. Lettre sans date.

1. MM. Gallois, Pointeau, Adam.

2. Ce bref élogieux, daté du 23 juin 1902, a été publié par Theiner, *Histoire des Deux Concordats*, T. II, pp. 197-198. Le Pape se félicitait d'une nomination épiscopale qui permettait à Bernier de continuer ses éclatants services. « *Studia tua assidua et maxima, quae in Ecclesiae rebus, isthic una cum plenipotentia nostris, componendis, te adhibuisse cognovimus, postulabant omnino ut non amplius sub modio lateres, sed super candelabrum locarere, ut Ecclesiam juvare pergeres, pro cujus unitate servanda tantopere laborasti* ».

10. — Au Cardinal Consalvi.

Paris, 22 août 1802.

Bernier est revenu à Paris pour la continuation des affaires ecclésiastiques. Remerciements pour le Bref de Sa Sainteté. Le mariage des réguliers. Offres de service.

Eminence,

Je me reproche un assez long silence à votre égard. Mon absence momentanée de Paris en a été la cause. Je suis allé faire un voyage dans l'Ouest de la France et y préparer les esprits au nouvel ordre de choses, surtout dans les endroits, où il y a peu d'années, l'insurrection avait éclaté. J'ai réussi selon mes désirs. Tout y est tranquille ; j'y ai été reçu avec tous les témoignages de la joie publique.

Il en a été de même dans mon diocèse. Tout y est réuni, tous les esprits sont calmes et soumis. La Religion y reprend tout son empire, toute la pompe de ses solennités. La dévotion s'y accroît de jour en jour, et j'ai joui pendant le séjour que j'y ai fait, de toutes les consolations qu'il étoit possible d'attendre d'un peuple et d'un clergé fidèles.

J'ai reçu à mon retour à Paris¹, où je suis revenu pour la continuation des affaires ecclésiastiques, la Bulle de Sa Sainteté et le Bref qui y étoit joint. Je ne puis vous exprimer, avec quel sentiment de respect et de reconnaissance, j'ai reçu ces deux pièces. Elles seront pour moi un témoignage précieux des sentimens de Sa Sainteté. Daignez l'en remercier pour moi. Soyez,

1. Bernier était rentré à Paris dans les premiers jours du mois d'août.

auprès d'elle, l'organe de mes sentimens et de mes actions de grâces. Leur expression présentée par vous acquerrera un nouveau prix à ses yeux.

Son Eminence le Cardinal Légat m'a fait part de ce que vous désiriez pour l'oncle de Monsieur *Mouton*, je ne l'oublierai pas et aurai soin de rappeler son nom et ses qualités, dans un moment heureux, à ceux qui peuvent le récompenser.

Je désire ardemment que Sa Sainteté veuille bien donner à S. E. le Cardinal Légat, une plus grande latitude sur les mariages des Réguliers ¹ ; leur état fait pitié, leur nombre est grand et leur playe trop profonde pour qu'on ne vienne pas à leur secours. La sagesse de Sa Sainteté en décidera.

Je vous fais pour Paris les mêmes offres de services que souvent vous m'avez faites pour Rome. Si je vous suis utile, employez moi. Mes sentimens vous sont connus, ils ne varieront jamais.

Arch. Vat. Epoca napoleonica, Francia II. Autographe.

1. La situation des prêtres séculiers mariés pendant la Révolution avait été réglée par le Bref pontifical, *Etsi apostolici principatus*, du 15 août 1801, mais les religieux demeuraient exclus de cette mesure. Au nom du gouvernement, Bernier avait demandé qu'on accordât aux réguliers des dispenses analogues et remis un long mémoire théologique à ce sujet. Le Bref pontifical, *Inter plura*, du 27 octobre 1802, accorda au Légat Caprara les pouvoirs nécessaires à cet effet.

11. — A Portalis.

Paris, 8 vendémiaire an XI (30 septembre 1802).

Sur la disgrâce du Préfet d'Angers et le discrédit de l'évêque.

Citoien Conseiller d'Etat

Je recois a l'instant une lettre du C^{ien} Mamert Couillion, secrétaire général de la préfecture de Maine et Loire. Je m'empresse de vous la communiquer. Vous y verrez l'état actuel de la ville d'Angers, les causes de ses troubles, celles de la disgrâce du préfet ¹ et de toutes les fausses démarches de l'évêque son frère, qui, en entraînant la perte de l'un, ont conduit l'autre à une sorte d'abjection dont il se relèvera difficilement. Le secrétaire général qui m'écrit est un homme digne d'estime, et de votre confiance. Il regrette le préfet, parce qu'il lui connoissoit de bonnes vües. Aujourd'hui, tous, l'évêque lui-même, rendent justice à mes intentions, et à mes conseils. Il eut été bien plus expédient

1. Le préfet fut relevé de ses fonctions, le 20 septembre, à la demande de Portalis. Girardon qui exerçait avant la nomination du préfet, comme commandant de la subdivision, une autorité sans contrôle, ne se résignait pas à partager celle-ci avec un civil; favorable aux patriotes, il reprochait à Montault de pactiser avec les ennemis de la République. Quant à Bernier, soucieux de garder la haute main sur le pays, il aurait voulu, à défaut de Paris, devenir Archevêque de Tours, avec résidence à Angers, tandis que la préfecture serait confiée sinon au général Hédouville, du moins à l'un de ses candidats. Aucun des deux Montault, ni le préfet ni l'évêque, n'était son homme; ni l'un ni l'autre ne cherchait auprès de lui ses inspirations. Il prit nettement parti contre eux. Dans un rapport officiel, il déclarait le second impropre « à une place que mille faits démontrent ne pas lui convenir »; il l'accusait, en

de les suivre d'abord. Le clergé et la ville d'Angers seroient en paix, le préfet et l'évêque tranquilles, chacun dans son poste. Je vous serai obligé de conserver la lettre que je joins ici, je serai bien aise de la conserver.

Arch. Nat. F¹⁹ 5692.

outre, de ne pas suivre les conseils « des personnes autorisées » (Rapport à Portalis. Non daté. Arch. Nat. F¹⁹ 326). Nul doute qu'il ne souhaitât son remplacement. Portalis estima qu'on pouvait se borner au changement du préfet. « Si l'évêque est bête et faible, écrit-il à Bonaparte, il suffira que le préfet ne soit ni l'un ni l'autre pour faire marcher l'évêque et tout contenir dans l'ordre légitime ». Arch. Nat. AF iv 1044.

II

LE VOYAGE DE PIE VII A PARIS
ET LE SACRE DE NAPOLÉON

12. — Au Maire d'Orléans.

Paris, 10 messidor an XI (29 juin 1804).

Les Orléanais demandent que le sacre de l'Empereur ait lieu dans leur cathédrale. Bernier présentera leur vœu à Sa Majesté, mais il craint que la cérémonie ne soit déjà fixée à Paris de façon définitive.

Je n'ai reçu qu'hier 9 messidor, votre lettre du 4 relative au couronnement de l'Empereur et a la demande que vous faite au nom des habitans pour que cette cérémonie aye lieu a Orléans. Vous ne doutez pas du plaisir que j'aurai de voir ce vœu s'accomplir et les efforts que je ferai pour que Sa Majesté l'exauce. Elle est a Fontainebleau depuis mercredi soir. On l'attend demain matin à St Cloud. Je lui présenterai ce vœu de mes Diocésains, aussitôt après son arrivée. Je n'éprouve qu'une seule crainte, c'est qu'il n'arrive un peu tard. On a déjà discuté dans le Conseil d'Etat de mardi dernier, tenu à St Cloud, la question de savoir si le sacre auroit lieu a Notre Dame ou aux Invalides. Cette question n'est pas encore résolue. D'un côté, les avenues de Notre Dame sont difficiles et incommodes pour un grand cortège ; de l'autre, l'Eglise des Invalides est trop petite pour un grand rassemblement et celui du sacre sera immense. On compte jusqu'à six mille personnes qui devraient être officiellement convoquées. Mais cette discussion suppose qu'on veut faire cette cérémonie à Paris. Je voudrais qu'il fut possible de changer cette détermination. Je m'unis à Monsieur le Prefet et a vous pour le solliciter, et vous informerai de ce qui m'aura été répondu.

13. — A Talleyrand.

Orléans, 19 messidor an XII (8 juillet 1804).

Bernier adresse à Talleyrand le projet d'une note relative au voyage du Pape. Dans quel esprit il a conçu cette note ; quelles réponses il a cru devoir apporter aux objections de Rome et à ses demandes. Les articles organiques et les libertés gallicanes. Les évêques anciens constitutionnels.

Monseigneur,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence un projet de réponse aux objections faites par les cardinaux à Rome, contre le voyage du Pape à Paris ¹.

Le projet de ce voyage a fait tant de bruit, et a produit en France une telle sensation, que je regarderois comme infiniment contraire à l'opinion publique, qu'il n'eût pas lieu ².

J'ai donc dû répondre d'une manière assez flatteuse pour le Saint Siège pour qu'il ne s'y refusât pas, et assez politique de la

1. Ces objections avaient été formulées par le Légat dans une note du 25 juin 1804; cette note est publiée par Theiner, *Histoire des Deux Concordats*, T. II, p. 109-115. Talleyrand avait prié Bernier d'établir pour Caprara un projet de réponse. Remis le 8 juillet, ce projet fut soumis à l'Empereur, à Portalis, discuté au Conseil d'Etat et enfin adopté intégralement, comme l'indique une note marginale ajoutée au texte de Bernier. Arch. Aff. Etr. Rome 936, f° 276. « Ce projet a été adopté, signé et envoyé par le ministre au Légat ».

La note remise par le Légat, le 25 juin, ne présente pas seulement les objections de Rome, elle formule aussi ses conditions relativement à la lettre d'invitation, qui doit être adressée au Pape, aux lois organiques, à l'emploi du Pontifical romain pour la cérémonie du sacre, au serment impérial que le Pape ne peut recevoir dans cette cérémonie, à la soumission des anciens évêques constitutionnels, à l'époque du voyage. Bernier, dans sa lettre à Talleyrand comme dans le projet de note, élude presque toutes ces conditions. On reporte la solution de ces difficultés après l'arrivée du Pape.

2. Napoléon craignait tellement l'effet produit par une réponse négative de Rome qu'il n'avait point voulu « laisser de traces écrites des

part de l'Empereur, pour qu'il ne s'engageât pas au delà des bornes, et qu'on ne pût jamais se *prévaloir* de ce qu'il auroit dit 1.

Ainsi, par exemple, je ne suis point entré dans le détail des lois que le Pape dit être contraires à la religion, puisque lui-même ne les spécifie pas. Je me suis contenté de dire que, quand bien même la chose seroit vraie, c'étoit un motif de plus pour hâter son voyage 2.

propositions faites au Saint Siège, au cas qu'elles ne réussissent point ». (Caprara à Consalvi, 10 mai 1804. Theiner, *Histoire des Deux Concordats*, T. II, p. 65). Les assurances hâtives et présomptueuses de Fesch avaient fait croire à un succès facile et l'on avait répandu, Joséphine la première, le bruit du prochain voyage pontifical. Malgré les instructions formelles de sa cour, le Légat, dans sa note du 25 juin, avait déclaré que la décision de Pie VII était prise, et qu'il viendrait sacrer l'Empereur. Fort de cette déclaration, qu'on peut le soupçonner d'avoir inspirée, l'évêque d'Orléans, dans son projet de note, affectait une complète assurance sur le résultat final, vu « la ferme résolution » qu'a prise le Pape » de se rendre à Paris. Mais, en réalité, si l'on en juge par sa lettre à Talleyrand, l'évêque d'Orléans, ne semblait pas tellement rassuré sur l'issue de la négociation. Voulait-il par l'expression discrète de ses craintes incliner le gouvernement, notamment sur les libertés gallicanes et la soumission des constitutionnels, à des concessions? La façon détachée dont il parle, dans cette lettre non officielle, du « palladium de l'Eglise gallicane » et de « ces messieurs », laisse croire qu'il sacrifierait volontiers « ces maximes outrées », qui provoquent les murmures de Rome et les mécontentements de l'intérieur »; il ne sacrifierait pas moins volontiers les constitutionnels, « dont le bavardage » a renouvelé une querelle terminée par ses soins. Pour déterminer Caprara à donner une réponse affirmative en contradiction complète avec ses instructions, avait-il promis au Légat d'insister en faveur du Pape, de donner toute leur force à ses objections, de mettre en valeur toutes ses demandes? Toutes ces hypothèses sont plausibles; elles expliquent le langage différent, tenu par Bernier dans sa note officielle, et dans sa lettre au Ministre des Affaires extérieures; dans la première, il semble assuré de la venue du Pape, dans la seconde, il envisage la possibilité et les conséquences d'un échec; dans la première, il se dérobe aux exigences de Rome, dans la seconde, il se montre favorable à certaines concessions.

1. On ne peut mieux caractériser que l'auteur la portée de cette note, à la fois évasive et engageante. La note de Bernier suit, point par point, la note de Caprara, répondant successivement aux onze objections qu'elle formule et aux sept conditions qu'elle pose. La lettre à Talleyrand n'observe pas cet ordre avec la même rigueur.

2. Bernier répond à la première objection de Rome : le Pape en venant en France semblerait tolérer, sinon approuver, des lois contraires à l'Eglise.

J'ai insinué que l'état de la religion en France pourroit s'améliorer, parce que cette amélioration progressive entre notoirement dans les vues de Sa Majesté.

J'ai repoussé avec force les idées de ceux qui voudroient déprécier les services rendus par l'Empereur à l'Eglise, j'en ai tracé le rapide tableau, en alléguant, ce qui est vrai, qu'aucun monarque n'en peut offrir de semblable 1.

J'ai prouvé que le serment de l'Empereur n'avoit pas le sens qu'on lui attribuoit.

Monsieur Portalis avoit dit, le 15 nivôse, dans une note adressée au Légat : « Le Concordat est un traité, les Articles organiques sont une loi d'exécution. Il est impossible de confondre des objets qui ne se ressemblent pas ».

J'ai dû suivre les même principes.

J'ai ajouté que la *concession* de la liberté des cultes n'étoit point l'*approbation* de leurs dogmes, et ce principe est de toute vérité.

Enfin, j'ai dit que le serment seroit distingué du sacre, parce que l'un est civil et national, l'autre religieux et d'institution ecclésiastique 2.

Il ne m'a pas été difficile de repousser les soupçons des cours étrangères par des faits évidents et par trop récents pour être niés 3.

J'ai affirmé que ce voyage produiroit des avantages pour la religion, parce que je sais qu'il est dans l'intention de Sa Majesté d'écouter les représentations du Pape, s'il en fait, et d'y déférer, autant que les circonstances le permettent 4.

L'induction tirée du voyage du Pape par rapport aux autres souverains, le prétendu danger de ce voyage, et la stagnation

1. Réponse à la deuxième objection; l'Eglise ne couronne que les Empereurs qui éloignent de leurs Etats tout ce qui peut tourner au détriment de l'Eglise.

2. Réponse à la troisième objection; le serment impérial comporte le maintien du Concordat, des lois du Concordat (Articles organiques), de la liberté des Cultes.

3. Réponse à la quatrième objection : le voyage du Pape provoquerait les soupçons des cours étrangères.

4. Réponse à la neuvième objection : le Pape s'exposerait à la critique, si son voyage n'aboutissait pas à des résultats favorables pour la religion.

qu'elle entraîneroit dans les affaires sont des objections chimériques, que quelques mots suffisent à écarter ¹.

J'ai dû répondre d'une manière évasive sur les Articles organiques ² ; vouloir aborder cette question eût été renoncer au voyage ; toute la cour romaine se fût soulevée. Il vaut bien mieux renvoyer cette affaire à l'époque du séjour du Pape à Paris. Alors, il n'aura pas auprès de lui ceux qui le tourmentent, et, ne jugeant que d'après son propre cœur, il prononcera mieux.

D'ailleurs (je le dis avec franchise), on mêle avec nos libertés beaucoup trop de maximes des anciens parlemens ; on les donne pour le palladium de l'Eglise gallicane, tandis qu'elles ne sont que les prétentions de quelques présidens et avocats jansénistes, ou plutôt indépendants, qui vouloient fronder l'autorité de l'Eglise et du monarque, par des maximes nouvelles. C'est à ces maximes outrées que nous devons et les murmures de Rome, et les mécontentemens de l'intérieur en matière religieuse.

Quant aux constitutionnels ³, tout se borne à quatre évêques : Lecoq, de Besançon, homme de parti dans tous les temps ;

1. Réponse aux cinquième, sixième, dixième et onzième objections : la démarche du Pape créerait un précédent dont les autres souverains pourraient se prévaloir pour se faire sacrer par le Pape ; elle entraînerait la stagnation des affaires religieuses ; désagréments et dangers auxquels le Pape serait exposé pendant le voyage.

2. Réponse à la septième objection : le Pape ne pourrait voir les maximes romaines violées, sous ses yeux, par les articles organiques, et ses représentations ne seraient pas entendues sur ce point.

3. Réponse à la huitième objection : le Pape peut rencontrer des constitutionnels en opposition avec les décisions du Saint Siège. Parmi les évêques, Rome en comptait six, qu'elle estimait persévérer dans leurs erreurs, Le Coz (Besançon), Lacombe (Angoulême), Reymond (Dijon), Saurine (Strasbourg), Belmas (Cambrai), Périer (Avignon). Bernier signale seulement les quatre premiers ; il s'est toujours montré favorable à Belmas (L. Mahieu, *Mgr Belmas*, T. I, p. 135), et Périer avait fait preuve, dans son diocèse d'Avignon, d'une modération supérieure à celle de ses collègues. Bernier maintient naturellement la réalité de leur première réconciliation, c'était la position prise par Rome qui les considérait comme relaps ; c'était aussi la position du Légat. Il est assez curieux de comparer la formule dont se sert Caprara au sujet de cette réconciliation, et de leur démenti, dans sa note du 25 juin, et la formule de Bernier, dans cette lettre à Talleyrand : « Ils ont d'abord consenti, écrit Caprara dans sa note du 25 juin, à renoncer à la Constitution civile du Clergé, et se sont démentis ensuite, tant par des faits que par des écrits, dans lesquels ils ont soutenu les mêmes principes

Lacombe, d'Angoulême, tête souverainement exaltée ; Saurine, de Strasbourg, assez brave homme, mais un peu trop vif, et Rémond, de Dijon, qui vraiment ne garde ni les convenances, ni les mesures de son état.

Ces messieurs étoient réunis au Saint-Siège, je m'étois sacrifié pour eux dans cette réunion ; tout étoit fini. Il leur a pris fantaisie de démentir ce qu'ils avoient fait, et d'examiner la question des torts qu'ils avoient, ou n'avoient pas eus ; ils eussent beaucoup mieux fait de se taire. Leur bavardage a renouvelé la querelle, et voilà l'origine du mécontentement du Pape. Cette question ne peut être encore décidée qu'à Paris, ainsi que celle du cérémonial¹.

Il ne reste donc plus qu'à décider que la manière dont le Saint Père sera invité. Sa Majesté choisira entre l'envoi de deux évêques, comme députés, porteurs de sa lettre, ou la remise de cette lettre au cardinal Fesch, pour la présenter au Pape en consistoire.

Dans tous les cas, il est important que cette affaire se termine à Rome, soit par le cardinal Fesch, soit par les deux évêques députés, et qu'elle ne se traite pas à Paris, sans quoi l'envoi des courriers et la multiplicité des objections rendraient la chose interminable.

Je prie Votre Excellence d'agréer ces réflexions comme un nouveau témoignage de mon zèle et de me permettre d'y ajouter l'hommage de mon respect.

Arch. Aff. Etr. Rome 936, f^{os} 276-277.

qu'ils avaient désavoués ». Ce qui n'est pas exact ; les constitutionnels n'ont pas démenti avoir renoncé à la Constitution civile ; ils la considéraient comme périmée depuis la nouvelle loi des Cultes ; leur démenti portait sur la rétractation qu'on leur attribuait, et sur le décret qu'ils auraient accepté, pour l'absolution de leurs censures. La formule de Bernier, dans sa lettre à Talleyrand, est plus vague. « Il leur a pris fantaisie de démentir ce qu'ils avoient fait et d'examiner la question des torts qu'ils avoient ou n'avaient pas eus ».

1. Pour les Articles organiques, la soumission des Constitutionnels, le cérémonial du sacre, le serment impérial, tout se réglerait après l'arrivée du Pape à Paris.

14. — A Talleyrand.

Paris, 30 thermidor an XII (18 août 1804).

Rome satisfaite de la note française du 18 juillet. Le voyage du Pape est décidé. Consistoire prochain. La lettre d'invitation à envoyer au Pape. Les cardinaux qui doivent accompagner le Pape.

Monseigneur 1,

Le courrier, parti d'ici le 20 juillet, est arrivé le 30 à Rome. Il a remis ses dépêches ; on en a été très content. J'ai vu la réponse. On ne fait pas une seule objection contre la note de Votre Excellence 2. Tout se prépare pour le grand voyage ; on ne doute plus qu'il n'ait lieu. Les cardinaux vont s'assembler ; on leur proposera, et tous diront Amen ! parce que toute proposition, faite en Consistoire, est une chose préalablement admise en petits comités. Ainsi voilà, sur cet objet, le succès assuré.

1. Il existe de cette lettre deux textes différents, le premier autographe, le second copié par le chanoine Clavelot, signés tous deux par Bernier ; le premier se trouve à la Bibliothèque d'Orléans, Ms 943-945, le second aux Arch. Aff. Etr. Rome 936, f^{os} 343-344. Le texte d'Orléans édité par Th. Cochard, *Un Pape dans l'Orléanais*, p. 6, est le texte primitif. Bernier ne l'a pas envoyé ; il lui a fait subir les retouches suivantes :

1° Il a supprimé le post-scriptum relatif à la dispense d'âge obtenue pour le mariage d'Auguste de Talleyrand « A l'instant mon secrétaire arrive du ministère du grand juge et m'annonce que la dispense est arrivée. Je fais en conséquence les préparatifs de mon départ ». Cette affaire privée est devenue l'objet d'une seconde lettre, c'est la lettre suivante (lettre 15), jointe à la lettre officielle, qui se restreint aux nouvelles reçues de Rome par la Légation.

2° Dans le troisième paragraphe, réduit à une seule ligne, il a supprimé entièrement ce qui avait trait à une maladresse du « bon cardinal » Fesch. Voir page 40, note 3.

2. Cette affirmation est absolument contraire à la vérité. La note rédigée par Bernier, datée du 18 juillet, avait été expédiée le 20. Aucun des cardinaux consultés ne la jugea suffisante ; elle souleva les plus vives critiques. Voir dans Rinieri, *Napoleone e Pio VII*, T. I, p. 60-70, l'analyse des *vota* des cardinaux.

« Mais le Cardinal-légat désire que, pour abrégér les temps, éviter des délais et accélérer le départ, vous vouliez bien adresser la lettre d'invitation au cardinal Fesch ¹, qui la remettrait à Sa Sainteté, aussitôt après le Consistoire, qui statuera sur le départ, sans qu'il soit besoin d'attendre l'arrivée d'un second courrier à Paris, et le départ d'un troisième, pour porter à Rome la lettre, dont il s'agit, vu que le temps, qui s'écoulera jusqu'au 18 brumaire est bien court ². Vous en déciderez dans votre sagesse. Le tout dépend de Sa Majesté et de Votre Excellence.

« Le Pape a déjà calculé le temps de ses préparatifs et celui de son voyage ³.

« Le cardinal Consalvi n'accompagnera pas le Pape à Paris. Il en prévient le cardinal et le prie de ne pas insister. Il dit qu'il est nécessaire, à Rome, pour la paix de cette capitale et la décision du grand nombre d'affaires, qui y sont pendantes ⁴. Le légat désirerait, d'après cette résolution, que, puisque des cardinaux

1. Le Pape avait demandé que la lettre d'invitation ne lui fût pas envoyée par un simple courrier, mais par deux évêques français (Note de Caprara, 25 juin 1804, Theiner, *Histoire des Deux Concordats*, T. II, p. 133). La note de Bernier avait promis qu'elle serait remise au Pape « par les mains de M. le Cardinal Fesch ou par celles de deux évêques députés, s'il est possible de les enlever sans inconvénients au soin de leurs vastes diocèses, dans une saison qu'ils consacrent ordinairement à les visiter ». (Ibid, p. 133). En fait, la lettre d'invitation fut portée à Rome par l'aide de camp de l'Empereur, le général Caffarelli, frère de l'évêque de Saint-Brieuc. Le Saint Siège se plaignit de cette incorrection.

2. La date symbolique du 18 brumaire avait d'abord été adoptée pour le sacre. On avait déjà voulu publier le Concordat à pareil jour en 1801.

3. Ce troisième paragraphe était ainsi libellé dans le texte primitif : « Le Pape a déjà calculé le temps de ses préparatifs et celui de son voyage; il espérait se rendre à Paris dans l'espace de 30 jours, à dater de son départ; et voilà que le Cardinal Fesch a dit qu'il en faudrait plus de 50 : la réflexion n'était pas rassurante. Le bon cardinal aurait pu l'épargner au Pape. Heureusement elle n'a pas changé le projet. »

4. La vraie raison était autre. Pie VII prévoyant le pire, avait pris ses dispositions. Par un chirographe du 28 octobre (Theiner, *Histoire des Deux Concordats*, T. II, 91, pièce justificative XIV), il avait donné à Consalvi les pouvoirs les plus étendus pour toutes les affaires temporelles et spirituelles, avec faculté de se faire remplacer dans sa charge par le Cardinal Doria. Le Pape avait même signé une abdication pour le cas où l'on attenterait à sa liberté. (Artaud. *Histoire de Pie VII*, T. II, p. 194) et prévu la convocation d'un conclave.

doivent accompagner le Pape, on témoignât le désir de voir de ce nombre M. Caselli, qui va aujourd'hui très bien, surtout depuis qu'il est évêque français à Parme et cardinal français par sa position, et Mgr di Pietro, cardinal, ci-devant secrétaire de la Congrégation qui a admis le Concordat : il est grand travailleur et plein de bonnes vues ; il a l'oreille du Pape pour tout ce qui s'appelle décisions ecclésiastiques. Le cardinal légat le logerait chez lui et répond de ses sentimens. Le reste des cardinaux est à peu près indifférent, à l'exception de trois : le cardinal Antonelli, exagéré et très entêté ; le cardinal Litta, si contraire au Concordat qu'il fit une scène au Pape à cette occasion, et le cardinal Roverella, ennemi déclaré du légat et de la France, auteur de l'intrigue ourdie, il y a peu de temps, contre le cardinal Consalvi par la faction Ruffo ; il ne peut être question de Ruffo, ni du cardinal Mauri.

« J'ai cru devoir vous donner tous ces détails pour le succès de la chose, et afin que le séjour du Pape ici soit paisible, et qu'aucune tête exagérée ne lui inspire des sentimens contraires aux vues du gouvernement.

15. — A Talleyrand.

Paris, 30 thermidor an XII (18 août 1804).

Sur le courrier arrivé de Rome, la venue certaine du Pape et le prochain mariage d'Auguste de Talleyrand.

Excellence,

Je vous adresse tous les détails que vous pouvez désirer sur les dépêches arrivées de Rome jeudi soir. Je les ai toutes lues, même ce qui étoit en chiffres, et je vous affirme que tout est bien fini¹. Vous pouvez compter absolument sur le voyage de Sa Sainteté à Paris.

Je vais en faire un qui me sera doublement agréable, et parce que j'aurai la satisfaction de vous voir, et celle de bénir un mariage² auquel vous avez pris un intérêt si vif et si généreux. Enfin tout est signé. La dispense d'âge est arrivée. Le Decret Impérial est du 25. On l'envoie aujourd'hui à Orléans pour être enregistré au tribunal de première instance et recevoir ensuite son exécution. Je fais en conséquence tous les préparatifs pour mon départ. J'espère, Monseigneur, que vos affaires ne vous rappelleront pas assez tôt à Paris pour que cette cérémonie se fasse sans vous.

Recevez, Excellence, l'hommage de mon profond respect.

Arch. Aff. Etr. Rome 936, f° 340 (Lettre autographe).

1. Rome n'avait pas encore répondu à la note du 18 juillet, où le gouvernement français réfutait les objections opposées au voyage pontifical, et se dérobaît à tout engagement précis.

2. Il s'agit du mariage d'Auguste-Louis de Talleyrand Périgord, neveu du ministre, avec Caroline d'Argy, à la Ferté Saint Aubin.

16. — A Talleyrand.

Orléans, 22 fructidor an XII (9 septembre 1804).

Le Légat désire se rendre auprès de l'Empereur. Les frais de voyage du Pape.

Monseigneur

J'ai l'honneur de prévenir Votre Excellence que le Cardinal Legat desire se rendre près de Sa Majesté imperiale¹, pour prendre ses ordres relativement au Sacre et au voyage de Sa Sainteté. Il doit vous en écrire. Il m'a communiqué sa lettre, pour la lui rendre en français². Je vous supplie, si cela est possible, de lui procurer cette satisfaction à laquelle il paroît attacher un grand prix³. Il desire aussi que, si Sa Majesté veut bien se charger des frais de Voyage du Saint Père, les fonds soient comptés à un agent du gouvernement qui suivra le Pape et qui avanceroit les sommes sur les memoires du *Majordome* de Sa Sainteté ou de l'intendant qu'elle auroit choisi. Ce projet, de sa part, à pour but deconomiser les frais du voyage et d'empêcher toute espèce de spéculation sur les fonds accordés⁴.

Je sou mets, comme Son Eminence, ces reflexions à votre de-

1. L'Empereur se trouvait alors dans les Pays Rhénans.

2. Bernier avait immédiatement renvoyé au Légat la traduction demandée. Arch. Nat. F¹⁹ 1906.

3. La proposition du Légat ne fut pas acceptée. Talleyrand invoqua l'incertitude où l'on se trouvait vis à vis de l'itinéraire que suivrait Sa Majesté.

4. Le Légat offrait de faire le voyage à ses frais. « Les bienfaits que j'ai reçus de Sa Majesté comme Archevêque de Milan, écrit-il en post-scriptum, me mettent dans le cas de pouvoir effectuer sans gêne le voyage que je lui propose ». Ce qui permet à Bernier de poser le problème financier relatif au voyage pontifical.

cision en vous priant à nouveau de faire pour le bon cardinal ce qu'il desire. Il vous aime et feroit tout pour la France.

Nos jeunes epoux se portent à merveille ¹. Je viens de passer quelques heures de delassement et de plaisir à la Ferté.

Arch. Aff. Etr. Rome 536, f° 402. (Lettre autographe).

1. M. et M^{me} Auguste de Talleyrand. Voir lettre 15.

17. — A Talleyrand.

Orléans, 30 fructidor an XII (17 septembre 1804).

Le Pape est résolu à sacrer l'Empereur. La lettre d'invitation à lui envoyer. Annonce d'une note de Caprara relative au couronnement civil.

Excellence

Je viens de recevoir une lettre du Cardinal Légat, qui m'annonce enfin l'arrivée d'un courrier de Rome et la résolution prise par le Pape de se rendre à Paris. Ainsi cette affaire est enfin conclue et je crois qu'elle produira sur l'immense majorité des françois catholiques le plus grand et le plus heureux effet. Il ne s'agit plus que d'envoyer à Sa Sainteté la lettre officielle d'invitation ¹. Le Cardinal Légat doit vous écrire et vous prier d'accélérer l'envoi de cette lettre soit par deux évêques, soit par l'intermédiaire du Cardinal Fesch.

Le Légat doit aussi vous donner une note sur les faux-bruits répandus à Rome ². On prétend que pendant le séjour du Pape

1. Caprara, dans sa note du 25 juin, avait demandé au nom du Saint Siège que cette lettre d'invitation « ne soit pas transmise par un simple courrier, mais par deux évêques françois, députés à cet effet ». Cité par Theiner, *Histoire des Deux Concordats*, T. II, p. 113.

2. Rome avait demandé qu'il n'y eût qu'un couronnement, celui du sacre. Ayant reçu satisfaction sur l'article du serment et sur la soumission des anciens évêques constitutionnels, le Saint Siège accepta que la question des deux couronnements fût traitée à Paris, entre Caprara et le gouvernement françois. Theiner, *Ibid*, p. 170. Le Légat chargea Bernier de lui rédiger une note à ce sujet et Bernier prépare l'arrivée de cette note par une lettre personnelle. La minute de la note rédigée par Bernier se retrouve aux Archives Nationales, F¹⁹ 1912. Cette note comprenait deux parties relatives, la première, à la lettre d'invitation, la seconde, au couronnement civil, distinct du couronnement religieux et du sacre. Caprara expédia cette note le 17 septembre, en lui faisant

à Paris, il y aura un couronnement civil, indépendamment de la cérémonie du sacre, et que ce couronnement est de nature à modifier (sic) Sa Sainteté. S. E. le Cardinal Fesch a déclaré n'avoir aucune instruction à ce sujet, ce qui n'a fait que redoubler les inquiétudes ¹. Enfin, on a pris le parti d'ordonner au Légat de s'en informer, et vous recevrez peut-être sa lettre avec celle-ci. Il ne vous sera pas difficile de dissiper cette inquiétude mal fondée. Je ne crois pas qu'il ait jamais été question d'un autre couronnement que de celui du sacre.

J'ai cru devoir vous prévenir de tous ces détails, afin que tous les doutes soient levés, et qu'on écarte tout ce qui rendrait ce voyage moins imposant. Le Pape paroît décidé à le faire de la meilleure grâce possible, et avec l'envie la plus prononcée de répondre aux désirs de l'Empereur.

Arch. Aff. Etr. Rome 536, f° 422.

subir les modifications suivantes : il supprima tout ce qui concernait la lettre d'invitation au Pape, cette demande se trouvant alors sans objet, par suite de la mission confiée au général Caffarelli, qui remit, au nom de l'Empereur, cette lettre d'invitation; il ajouta, de son crû, une phrase peu française, afin d'indiquer une « *combinazione* »; tous les doutes, « au cas que devrait avoir lieu ce dit couronnement civil, disparaîtraient et cesseroient (sic) de peiner Sa Sainteté, si ce dit couronnement se feroit quelques jours avant son arrivée à Paris ». Fesch, prétextant le manque d'instructions avait obtenu de Rome que cette question du couronnement fût traitée à Paris par le Légat.

1. Bernier souligne volontiers les maladresses de Fesch. Dans le cas présent, on peut se demander s'il s'agit d'une maladresse ou d'une habileté, et si le Cardinal n'invoque pas ce manque d'instructions pour attirer à Paris le règlement de l'affaire.

18. — A Messieurs les Curé et Fabriciens de Montargis.

Paris, 6 novembre 1804.

Bernier leur annonce le prochain passage du Pape à Montargis. Dispositions à prendre pour la réception du Souverain Pontife.

Messieurs,

Je suis chargé, par ordre de Sa Majesté, en date du 9 Brumaire courant, de recevoir Sa Sainteté à Montargis, le jour de son arrivée dans cette ville, qui, d'après son itinéraire, doit avoir lieu le 30 novembre prochain.

Je crois devoir vous prévenir, à l'avance, de ce qui sera nécessaire pour cet objet.

Si, ce qui n'est pas ordinaire, Sa Sainteté descend à l'entrée de la ville, nous la recevrons processionnellement à cette entrée, sinon, cette réception n'aura lieu qu'à l'entrée de l'Eglise.

Je serai en chape et en étole, que je porterai avec moi ; il faudra deux chapes pour mes deux assistans, une pour le grand-chantre de l'église cathédrale d'Orléans, et deux pour les choristes, un bénitier, un encensoir, et les chandeliers des deux acolythes, le tout propre et décent.

Les autels devront être préparés et ornés, comme dans les plus grandes solennités ; il faudra même, s'il est possible, garnir le sanctuaire de tapis, et préparer au milieu du sanctuaire, en face de l'autel, sur un plan plus élevé que celui du sanctuaire, un siège et un prie-Dieu, pour Sa Sainteté, avec deux coussins, l'un pour les genoux, l'autre, pour s'appuyer sur ce prie-Dieu.

Le cérémonial veut que ce prie-Dieu soit couvert d'un tapis rouge, autant qu'il est possible, et que les deux coussins soient de la même couleur.

On place des deux côtés de Sa Sainteté, sur le plan du sanctuaire seulement, six fauteuils, à raison de trois de chaque côté.

avec chacun un coussin pour se mettre à genoux, mais sans prier Dieu. Ces six fauteuils sont destinés aux six cardinaux italiens, qui accompagneront Sa Sainteté.

Le nombre des cardinaux était fixé d'abord à quatre ; j'apprends aujourd'hui, par voie sûre, qu'il en vient deux de plus ¹ ; il serait peut-être même prudent de préparer encore deux fauteuils de plus, pour le cas seulement où les cardinaux Fesch et Cambacérès resteraient à Montargis, pour accompagner Sa Sainteté jusqu'à Fontainebleau.

Le St Sacrement sera exposé quelque temps avant l'arrivée de Sa Sainteté ; il faudra décorer le grand autel du plus grand nombre de cierges qu'il vous sera possible, et de la manière la plus décente.

Il sera aussi nécessaire d'avoir deux dalmatiques propres, pour l'Archidiacre de Montargis, et le sous-diacre qui m'accompagneront.

Je me placerai au côté de l'Epître, avec le coussin dont se servent ordinairement les Evêques, ayant un fauteuil derrière moi, à ma droite et à ma gauche mes deux assistants, l'Archidiacre et le sous-diacre, ainsi que les ecclésiastiques qui portent la crosse, la mitre et le bougeoir. Ces ecclésiastiques seront pris dans le clergé présent.

Je donnerai à la fin de la cérémonie la bénédiction du St Sacrement, après que Sa Sainteté elle-même l'aura encensé.

Sa Sainteté sera reçue, sous le dais, à la porte de l'Eglise ; je vous invite à rendre ce dais propre et décent, et à faire tout ce qui dépendra de vous, pour que l'Eglise de Montargis paraisse ce jour là, digne du Dieu qui l'habite et du Pontife qui la visitera.

Une députation nombreuse du chapitre et du clergé d'Orléans ² assistera à cette fête, et en augmentera la solennité. Je

1. Ce sont les cardinaux Borgia, Di Pietro, Caselli, Braschi, Bayanne, Antonelli. Le Cardinal Borgia devait mourir à Lyon.

2. Cette délégation était composée des vicaires généraux Mérault, Métivier, de Blanbisson, des chanoines Corbin, Desparrins, Demadières, Clavelot, Blandin, Coquelle, Geffrier, Ladureau, Jucqueau, Delasalle, du curé de S^t Paterne, Charles, du curé de Saint Donatien, Soret, des vicaires de S^t Paterne, Limosin et Bernet, du vicaire de Saint Paul, Pilté, etc... Cochard, *Un Pape dans l'Orléanais*, p. 12.

donnerai le 29, le matin, à ceux qui seront disposés pour cet objet, le sacrement de Confirmation, afin de rendre mon séjour à Montargis, doublement utile à la Religion.

J'ai cru devoir, Messieurs, vous faire part de tous ces objets, pour exciter votre sollicitude, et vous avertir à temps de ce qu'il convenait de faire dans une occasion si mémorable. Je compte entièrement sur votre zèle ; j'attends tout de vos efforts. Je suis persuadé qu'ils surpasseront ce que le cérémonial exige, et qu'aidés par vos concitoyens, vous présenterez à Sa Sainteté, l'Eglise de Montargis, comme digne de son estime et de ses regards.

Je vous prie de me dire de quelle grandeur peut être votre Eglise 1, si elle est précédée, ou entourée d'une place, et quel nombre de personnes elle peut à peu près contenir. Vous réserverez de chaque côté, dans le chœur et la nef, des places pour les autorités constituées, qui pourraient s'y rendre, de manière néanmoins, que le clergé conserve ses places dans le chœur, et que les cérémonies religieuses ne soient pas gênées. Le sanctuaire ne sera occupé que par Sa Sainteté et sa suite, et par moi, comme Evêque diocésain, avec ceux qui m'accompagneront.

Recevez, Messieurs, l'assurance de mon sincère attachement pour vous.

Archives de la Paroisse de Montargis.

1. Depuis sa prise de possession, Bernier n'avait pas encore paru dans la région de Montargis.

19. — A Messieurs les Fabriciens de Montargis.

Paris, 19 novembre 1804.

Bernier annonce l'arrivée du Pape pour le 22, l'itinéraire ayant été modifié.

Messieurs,

Par un courrier arrivé la nuit dernière de Savoie, j'apprends que Sa Sainteté sera à Montargis jeudi prochain. Je pars en conséquence demain mardi, pour aller coucher à Nemours, et arriver mercredi, de très bonne heure, à Montargis. Je vous prie, en conséquence, de faire les préparatifs nécessaires, pour la réception de Sa Sainteté, qui, selon toutes les apparences, couchera à Montargis¹, parce qu'il est inutile d'accélérer sa marche, et de la fatiguer, vu qu'elle doit coucher le lendemain à Fontainebleau, et y demeurer plusieurs jours avec l'Empereur.

Cette accélération dans le voyage de Sa Sainteté m'empêchera d'administrer le sacrement de Confirmation, comme je l'avais cru d'abord, mais j'espère que votre Eglise n'en sera pas moins dans un état décent. Je vous supplie de faire part de suite de cette nouvelle, à Monsieur Tonnelier², doyen du canton de

1. Le nouvel itinéraire reculait jusqu'à Nemours l'étape, prévue pour Montargis. Mais Bernier tenait absolument à ce que le Souverain Pontife couchât dans cette dernière ville et il s'employait en haut lieu à faire rétablir, sur ce point, le projet primitif. Outre la satisfaction personnelle qu'il trouvait à recevoir le Pape dans son diocèse, il voulait profiter de l'occasion pour amorcer directement, avec Pie VII, des négociations relatives au sacre et lui soumettre le cérémonial composé par ses soins.

2. Curé de Châtillon-sur-Loing, avant la Révolution, Tonnelier avait prêté le serment constitutionnel. Retracted en 1794, il était devenu le chef des réfractaires dans le Gâtinais. En 1802, il rédigea pour Bernier, un état du clergé pour les paroisses du Loiret qui avaient dépendu de Sens. Rousselet, curé de Montargis, était mort le 14 novembre précédent.

Montargis, et à Messieurs les prêtres de cette ville ; M. Tonnelier doit représenter le curé.

J'ai appris que M. Aubépin père ¹ avait la bonté de me loger ; la poste part, je n'ai pas le temps de lui écrire, oserais-je vous prier de l'avertir de mon départ, et de l'assurer de ma reconnaissance.

J'abuse peut-être, en cela de votre complaisance, mais l'estime que vous lui portez, vous engagera volontiers, à devenir mes organes auprès de lui ; je ne puis en choisir de meilleurs.

Archives de la Paroisse de Montargis.

1. M. Aubépin père était l'un des marguilliers de Montargis.

20. — A Caprara.

Montargis, 22 novembre 1804.

Bernier voudrait que le Souverain Pontife s'arrête à Montargis, au lieu de faire étape à Nemours. Avantages de cet itinéraire. Il prie Caprara de lui faire connaître les intentions de l'Empereur à ce sujet.

Eminence,

Un courrier qui vient de passer ici ce soir ¹, et qui se rend à Fontainebleau, vient de nous annoncer que Sa Sainteté n'arrivait ici que samedi prochain 24 du courant. Il ajoute que, suivant l'itinéraire, Sa Sainteté devoit toujours se rendre, ce même jour, à Nemours ; mais qu'il croyoit phisiquement impossible qu'elle pût faire cette route dans un jour, que les chemins étaient affreux depuis Cosne jusqu'ici. Je prévois donc, ou que Sa Sainteté sera forcée de rester ici, à coucher, ou de n'arriver qu'après minuit à Nemours. Je vois avec peine qu'on force ainsi sa marche, et qu'on l'oblige à faire un jour 27 lieues, par de mauvais chemins, pour n'en faire le lendemain que quatre, par le plus beau chemin de la France. Ne seroit-il pas plus naturel qu'elle en fit 18, samedi, en couchant à Montargis, et treize le lendemain, pour se rendre à Fontainebleau, où elle pourra arriver, sans peine et sans fatigues, sur les deux à trois heures, après midi.

Remarquez encore, que c'est dans l'intervalle d'un samedi à un dimanche, et qu'il sera fort gênant, pour Sa Sainteté d'entendre la messe, si, comme tout l'annonce, elle arrive après minuit, à Nemours. Les logemens étaient retenus ici, d'après le premier projet de voyage ; ils sont encore à la disposition de Sa Sainteté, et beaucoup plus décents qu'à Nemours, où la cérémonie qu'on veut faire, pour le passage du pont, que Sa Sainteté doit fran-

1. A Montargis, où Bernier était arrivé le 21 novembre.

chir la première, n'aura nulle grâce, et ne servira qu'à la retarder, et à la fatiguer davantage, si elle a lieu après minuit.

Toutes ces raisons me paroissent plus claires que le jour ; aussi Monsieur Portalis m'avoit-il dit, que je pouvois en toute sûreté, inviter Sa Sainteté à rester à Montargis. Mais, comme j'ignore s'il avoit pris sur cet objet les ordres de l'Empereur, et qu'il ne m'a rien dit à cet égard que verbalement, je n'ose rien prendre sur moi. Il y a cependant un moyen de terminer cette question ; je prierois votre Eminence de voir de suite, s'il étoit possible, Monsieur Deviry ou Monsieur de Talleyrand, s'il est à Fontainebleau, et de leur demander, ce que je puis faire sur cet objet, sans déplaire à Sa Majesté. Votre Eminence, ou ces Messieurs voudront bien me l'insinuer, et j'agirai en conséquence.

Je vous observerai enfin, que Sa Sainteté ne se décidoit à se rendre à Nemours, que parce qu'elle contoit se rendre de là à Paris, dans le même jour¹ — le billet laissé ici par le courrier à la poste, ce soir, le porte encore expressément. Or tout ceci est dérangé, et ce qui eut fait faire 19 lieues au Pape en partant de Nemours, ne lui en laisse plus que quatre. Pesez ceci, Eminence, je m'en rapporte à vous. Je vous supplie seulement, quelque chose que vous ayez à me dire, de m'écrire demain, un petit mot par la poste qui vient de Paris à Montargis par Fontainebleau, et qui passera assez tard, à Fontainebleau, pour que vous puissiez lui confier votre réponse, qui me parviendra samedi, à 9 h. du matin.

J'ai reçu vos deux derniers paquets, je ferai, ici, tout ce que vous désirez ; je vous renvoie la lettre originale de l'Archevêque de Toulouse², et vous offre mon profond respect.

Arch. Aff. Etr. Rome 337, f^{os} 124-125.

1. Le Pape s'arrêta à Fontainebleau et on s'arrangea pour qu'il entre à Paris, de nuit.

2. Claude Primat, évêque constitutionnel du Nord, puis du Rhône-et-Loire. Après avoir imité, un moment, l'attitude de ses collègues constitutionnels, il s'était mis en règle, avant le voyage du Pape ; il avait reçu une nouvelle absolution du Légat. (*Arch. Vat. Nunz. Fr.* 584, f^{os} 169-170). Il ne fut donc pas question de lui, lors de la seconde réconciliation, après le sacre.

21. — Au Cardinal Fesch.

Paris, 30 novembre 1804.

Excuses de Bernier retenu à la chambre par un accident. Sur la conduite de Reymond, évêque de Dijon.

Emminence

Un accident funeste qui m'est arrivé à la suite de mon voyage à Montargis, m'a fait garder la chambre, et m'a privé du plaisir de vous présenter mes hommages. Je vous prie d'agréer mes excuses. J'espère pouvoir incessamment me dédomager de cette privation qui m'est bien sensible.

Mais en attendant je crois devoir vous transmettre un échantillon de la conduite de l'Evêque de Dijon, qui vient de m'être

1. Le 29 novembre, s'était tenu chez Portalis une première conférence pour obtenir la soumission des six évêques constitutionnels : Le Coz, Lacombe, Reymond, Saurine, Belmas, Périer. Le Pape avait fait de leur soumission une des principales conditions de son voyage à Paris. Voir à ce sujet la note remise par Caprara, le 25 juin 1803, publiée par Theiner, *Histoire des Deux Concordats*, T. II, p. 114. A cette conférence assistaient avec Fesch et Portalis les six évêques intéressés, et l'évêque de Vannes, Pancemont. Pancemont avait été mêlé avec Bernier à la réconciliation des constitutionnels, le 16 avril 1802. Il avait été délégué par Caprara, ainsi que l'évêque d'Orléans, pour recevoir leur rétractation orale, cette rétractation orale, avec remise d'un décret d'absolution, devant compléter la lettre de soumission au Pape, jugée insuffisante par les théologiens de la Légation. Or, Bernier, sous prétexte que le temps lui manquait pour convoquer Pancemont, avait reçu seul cette rétractation orale; Pancemont avait dû se borner à signer, sur la foi de l'évêque d'Orléans, l'attestation de celui-ci. Bernier n'assista pas à la conférence du 29 novembre; un heureux accident de voiture le retenait à la chambre. De toute évidence, il ne voulait pas s'occuper de cette seconde réconciliation.

remis. C'est une institution canonique donnée par lui, sur un dix de carreau, dans un cabaret. Il ne pourra nier la chose. Cette pièce deshonorante pour l'épiscopat est tout entière écrite de sa main. Votre Eminence verra quel usage elle en peut faire. Je lui demande seulement de *ne pas me nommer*, et je confie le tout au zèle qu'elle témoigne pour la gloire du clergé français.

Recevez, Eminence l'hommage de mon respect.

Arch. Archevêché de Lyon. (Liasse. Voyage du Pape à Paris.)
Autographe.

2. Ancien évêque constitutionnel de Grenoble, nommé par le Premier Consul, évêque de Dijon, Reymond était l'un des constitutionnels soi-disant réconciliés par Bernier, le 16 avril 1802. Dans une lettre à Lemaitre, datée de ce jour, il affirme n'avoir fait aucune rétractation, ni demandé aucune absolution. (Boulay. *Documents pour servir à l'Histoire du Concordat*, T. V, p. 528-529). Son attitude dans son nouveau diocèse correspondait à cette affirmation; aussi la Légation avait-elle constitué contre lui tout un dossier. (Arch. Nat. AF iv 1889, liasse II). Sa soumission comme celles des autres évêques constitutionnels, pourvus de sièges concordataires, avait été exigée par Pie VII. Reymond se montra, avec Le Coz, l'un des plus irréductibles et ne signa la formule demandée par le Pape que le 21 décembre, après avoir fait toutes les difficultés possibles. Voir à ce sujet : A. Latreille. *Napoléon et le Saint Siège*, pp. 352 à 359.

III

LES AFFAIRES RELIGIEUSES
D'ALLEMAGNE

22. — Au Premier Consul.

23 vendémiaire an XI (15 octobre 1802).

Bernier prévient le Premier Consul des réclamations que le Pape élèvera dans le prochain consistoire contre la sécularisation des biens ecclésiastiques en Allemagne.

Général Premier Consul

Le Cardinal Legat m'a prié de vous faire part des nouvelles qu'il vient de recevoir de Rome. Il en pourroit faire l'objet d'une correspondance officielle, il a préféré de vous en instruire par une autre voie.

Le Pape a tenu une Congrégation pour l'affaire des sécularisations en Allemagne ¹. L'avis des Cardinaux a été qu'il ne pouvoit pas s'empêcher de réclamer contre les sécularisations, et que telle avoit toujours été la conduite de ses prédécesseurs en pareil cas. Il a été convenu ensuite que ces réclamations ne se feraient pas par des Brefs, dont l'effet pourroit être dangereux pour la paix, mais uniquement par une allocution du Pape dans le premier Consistoire, qui suivra l'acceptation du plan d'indemnités. Le Pape déplorera dans cette allocution les pertes éprouvées par l'Eglise en Allemagne, et là se borneront les représentations, qu'il ne fait, que pour se conformer à ce que l'on regarde comme une obligation de décence dans sa position.

Le Cardinal a désiré, que vous fussiez instruit de cette con-

1. En vertu du traité de Lunéville, les princes allemands, dépossédés par l'annexion à la France de la Rive gauche du Rhin, recevaient un dédommagement sur les biens ecclésiastiques d'Allemagne, qui devaient être sécularisés.

duite du Pape, absolument conforme à celle que tint Innocent XIII pour la paix de Vestphalie. Tout se réduit au cérémonial d'une doléance, qui ne nuit à l'exécution d'aucune des sécularisations projetées.

Recevez Citoyen Premier Consul, l'hommage de mon profond respect.

Arch. Nat. F¹⁹ 1903. (Lettre autographe).

23. — Au Premier Consul.

Paris, 12 thermidor an XI (31 juillet 1803).

Dans un Bref, relatif aux affaires religieuses d'Allemagne, le Pape demande la médiation du Premier Consul, pour la conclusion d'un Concordat germanique. Bernier soumet à Bonaparte le Bref pontifical que le Cardinal Caprara se propose de lui adresser.

Avantages que présente la publication de ce Bref pour la politique extérieure et intérieure de la France.

Citoyen Premier Consul

Vous aviez paru desirer recevoir, vers le commencement d'août, un Bref de Sa Sainteté. Elle a cru devoir choisir, pour matière de ce Bref, l'état de la religion en Allemagne. Elle vient de l'adresser à son Eminence. Je vous en envoie la traduction fidèle. Je la soumetts à votre jugement. Si l'objet et l'esprit¹ de ce Bref vous conviennent, Son Eminence vous la présentera à Votre retour et vous pourrez la faire publier, quand vous le ju-

1. L'objet de ce Bref, daté du 4 juin 1803, qui sollicitait la médiation du Premier Consul dans les affaires religieuses d'Allemagne, ne pouvait qu'agréer à Bonaparte, toujours prêt à intervenir outre Rhin; mais il y avait lieu de se demander, si la lettre pontificale serait acceptée dans sa teneur, en raison des protestations que le Pape y élevait contre « les pertes immenses que viennent de subir les Eglises d'Allemagne dans ces derniers temps, par l'enlèvement de la presque totalité de leurs possessions temporelles, malgré nos justes représentations ». Sans doute, la protestation était discrète, nuancée, introduite par des effusions de reconnaissance, suivie de l'acceptation résignée des pertes subies; il semble toutefois que Caprara et Bernier aient craint que, même sous cette forme, elle ne mécontentât le Premier Consul. Résolu à entamer une négociation sur les affaires d'Allemagne, pour leur « assurer la stabilité dont elles ont besoin, « Pie VII réclamait l'intervention puissante » de Bonaparte, « pour que la Religion catholique n'éprouve aucune perte nouvelle dans ces vastes régions, que tout y demeure dans l'ancien état de choses et que, si les biens temporels sont sacrifiés, d'une manière si funeste pour l'Eglise, l'ordre spirituel soit au moins conservé ».

gerez convenable. Je crois que sa publicité ne peut produire qu'un excellent effet ¹. Le Pape vous y représente comme le rénovateur de la religion comme son appui et son protecteur, non seulement en France, mais en Allemagne et dans tout ce qui interesse le Saint-Siège. Il reclame votre médiation pour le Concordat Germanique, qui intéresse la France, il paroît que *l'électeur archichancelier* ² veut s'attribuer, dans ces contrées, une grande autorité. Il importe, au contraire, à la France que le Pape conserve la sienne, parce qu'elle influera plus sur le Pape, que sur un électeur, qui sera trop souvent la créature de l'Empereur. Vous pourrez intervenir dans ces débats et les régler en médiateur arbitre. Vous rendrez par la service à la religion, à l'Allemagne, à la France et à Rome tout à la fois.

D'un autre côté, il est bon que nos ennemis même, les frondeurs de l'intérieur, les eveques non demissionnaires du dehors, entendent les justes éloges, que vous donne le chef de l'Eglise ³. Vous n'en avez pas besoin, pour votre gloire. Mais la malignité en est confondue. Il est plus clair que le jour que le Concordat Français est une operation aussi heureuse, que légitime, puisque, quand il s'agit d'en conclure un autre, mêmes dans l'Empire, ce sont vos lumieres, c'est votre secours, c'est votre mediation, que le Saint-Siège invoque.

Arch. Nat. F¹⁹ 1903. (Lettre autographe).

1. Ce conseil de Bernier fut suivi. Le 25 janvier 1804, le Premier Consul fit distribuer des copies de ce bref aux membres de la Diète germanique.

2. Archevêque de Mayence, Archichancelier d'Empire, Charles de Dalberg se remuait beaucoup en faveur d'un concordat germanique. Après le traité de Lunéville, comme après les traités de Westphalie, disait-il, l'ancien système hiérarchique se trouvant détruit, un nouvel ordre de choses devenait nécessaire. Dans ses « *Observations sur l'Eglise d'Allemagne* » (Arch. Vat. Nunz. Fr. 597, f^{os} 53-55), Dalberg indiquait les quatre points principaux sur lesquels devait porter ce concordat; liberté de conscience, nouvelle circonscription des diocèses, droits du chef de l'Eglise, dotations pour le clergé et pour le culte.

3. « C'est vous dont le zèle éclairé, la bienveillance et la protection, nous ont aidé à rétablir en France la religion catholique et à lui rendre cet état de paix et de sécurité dont elle jouit maintenant. C'est à vous, après Dieu, que nous devons rapporter tout ce qui a été fait, ordonné, et exécuté, en France, pour la gloire et le bien de cette même religion ».

24. — A Talleyrand.

Paris, 21 nivôse an XIII (12 janvier 1805).

Sur la translation du siège et du chapitre de Mayence à Ratisbonne.

Chargé par Talleyrand de négocier cette affaire, Bernier s'en est entretenu directement avec le Pape. Comment il a délimité la question: il ne s'agit pas du Concordat germanique, mais de la situation particulière de Dalberg; il s'agit d'un titre archiépiscopal définitif.

Difficultés opposées par le Pape à la translation du chapitre de Mayence et à son union avec le chapitre de Ratisbonne: la noblesse des chanoines, la forme d'élection en usage à Mayence, qui doit être sauvegardée.

L'étendue du diocèse de Ratisbonne, de la juridiction métropolitaine de Dalberg.

Le Pape, satisfait des explications de Bernier, retire l'affaire aux cardinaux; il avoue que, vis-à-vis de l'Autriche, il s'est engagé à ne point conclure, à Paris, le Concordat germanique.

Excellence,

Je viens de voir Sa Sainteté, et d'avoir avec elle une longue conversation sur l'affaire dont vous m'avez parlé ce matin ¹. Il

1. Il s'agit de la translation du siège du chapitre de Mayence à Ratisbonne; archevêque de cette ville, et Archichancelier d'Empire, Dalberg avait été dépossédé par le traité de Lunéville, comme les princes allemands de la Rive gauche du Rhin. Comme eux aussi, il avait, par le recès de 1803, reçu en terres ecclésiastiques, compensation sur la rive droite. Le siège de Mayence, auquel était attachée la dignité d'Archichancelier, avait été transféré à Ratisbonne; mais Dalberg n'avait pas encore reçu pour ce siège son institution canonique. De plus, l'élection de l'Archevêque de Mayence, Archichancelier, relevait du chapitre de Mayence; il fallait également transférer ce chapitre à Ratisbonne et l'unir au chapitre de cette ville.

Dalberg avait voulu profiter du sacre pour régler, au moyen d'un concordat, les affaires religieuses d'Allemagne et sa situation personnelle; mais il s'était heurté à l'opposition des cardinaux et aux engagements pris par Pie VII vis à vis de l'Autriche; le Pape avait promis à

paraît qu'on s'étoit mal entendu, ou mal expliqué dans les Conférences 1. Sa Sainteté croyait qu'il s'agissoit de terminer, ici, le Concordat germanique en entier. Je l'ai rassuré sur cet objet, et lui ait dit, qu'il s'agissait uniquement de constituer l'Etat *ecclésiastique* de l'Archi-Chancelier, tel que la Diète elle-même l'avoit voulu.

Le Pape croyoit encore, que Son Altesse électorale se contenteroit du titre *provisoire* d'Archevêque de Ratisbonne. J'ai répondu, qu'un pareil titre étoit inoui dans l'Eglise, qu'un Evêque étoit, ou seulement *Administrateur*, ou titulaire absolu de son Evêché ; que la qualité d'administrateur ne convenoit ni à la dignité de l'électeur, ni aux intérêts de la France, ni à ceux de l'Empire Germanique.

Ces réflexions nous ont conduits aux vrais points de la difficulté, savoir :

1°) la translation du Siège de Mayence à Ratisbonne ; cet article n'a été que faiblement combattu, et je puis vous assurer qu'il passera.

2°) la translation du Chapitre de Mayence à Ratisbonne et sa fusion avec celui de Ratisbonne, pour ne former qu'un seul Chapitre, avec pouvoir d'élire l'Archevêque. Nulle difficulté quant à la première partie, c'est-à-dire quant à la translation du chapitre de Mayence à Ratisbonne. Mais, quant à la seconde, Sa Sainteté a observé que les membres du chapitre actuel de Ratisbonne n'étoient point d'une assez grande noblesse, pour former un chapitre électoral ; qu'il y en avoit même plusieurs, qui n'étoient pas nobles, que vouloir leur donner le droit de concourir à l'élection de l'Archi-Chancelier de l'Empire, ce seroit blesser les statuts et les règles observés dans l'Empire Germanique, et l'exposer à voir rejeter la bulle de translation.

Le Pape a encore observé que le reste de la Diète portoit,

Vienne de n'entreprendre à Paris aucune négociation relative au concordat germanique. Dalberg rebuté avait sollicité l'appui de Napoléon et celui de Talleyrand. Talleyrand avait chargé Bernier de reprendre l'affaire. Celui-ci s'étoit, pour mieux réussir, adressé directement au Pape, par dessus la tête des cardinaux.

1. Ces conférences avaient été tenues, le 31 décembre 1804 et le 2 janvier 1805, entre le Pape, les cardinaux et Dalberg : Dalberg n'avait rien obtenu.

que l'Electeur archi-chancelier seroit élu dans la même forme, qu'il l'étoit à Mayence. Or, à Mayence, il n'étoit élu que par des Chanoines appartenans à la Noblesse immédiate, et faisant preuve d'un nombre de Quartiers de noblesse, que les chanoines de Ratisbonne ne pourroient jamais exhiber. Cette difficulté m'a paru la plus spécieuse de toutes. J'ai cependant répondu, que le même *recès* de l'Empire, qui avoit voulu que le Siège Archiépiscope de Mayence fût transféré à Ratisbonne, avoit équivallemment consenti que le chapitre de Ratisbonne devint partie concourante à l'Election des Archichanceliers, puisqu'il est d'usage reçu dans toute la catholicité, qu'on ne transfère point un Siège d'une ville épiscopale à l'autre, sans unir et confondre ensemble, et le chapitre, qui reçoit le nouvel Evêque, et celui qu'il amène avec lui, sauf à réduire ensuite les chanoines à tel nombre que l'on veut. Mais cette réduction ne s'opère que par la mort successive des chanoines qui excèdent ce nombre. J'ai ajouté, que le *recès* de la Diette exigeoit à la vérité les mêmes formes d'élection, qui étoient en usage à Mayence ; mais, que ces formes ne tomboient pas sur la qualité des personnes, qu'elles constituoient uniquement le mode d'élection, et que l'on avoit déterminé ce mode, pour que l'élection ne se fit pas dans les formes usitées pour le Prince Evêque de Ratisbonne. D'où j'ai conclu, que puisque la Diette avoit bien exprimé cette préférence pour les formes usitées à Mayence, elle auroit aussi bien pu prononcer l'exclusion du chapitre de Ratisbonne, si telle eut été son intention, et cependant elle ne l'a pas fait, on pourra d'ailleurs, ai-je encore ajouté, fixer de concert avec l'Empire, quelles seront dans la suite les preuves de noblesse à fournir par ceux qui seront nommés membres de ce Chapitre ; mais il est indispensable de se contenter dans ce moment de ce qui est, et de faire un seul chapitre des deux existans.

Le Pape a demandé quelle seroit alors l'étendue du nouveau diocèse de Ratisbonne ? J'ai répondu, que ce Diocèse comprendroit : 1° la partie du Diocèse de Mayence, qui est sur la rive droite du Rhin ; 2° la partie du Diocèse de Ratisbonne qui forme le Domaine temporel de l'Electeur, et que, quant aux autres parties de ce dernier Diocèse, l'Electeur se contenteroit de les administrer, par l'autorité du St Siège, jusqu'au moment où les

limites de ce même Diocèse, seroient fixées de concert avec la Bavière et les états voisins intéressés. On ne m'a fait sur cet objet aucune difficulté.

Le St Père en est venu ensuite à l'extension de la juridiction archiépiscopale de l'Electeur. Je lui ai déclaré *que je savois officiellement* que l'Empereur désiroit, que cette juridiction s'étendit sur tous les sièges épiscopaux situés en Allemagne, hors des Etats soumis à l'Autriche, et au Roi de Prusse.

J'ai ajouté, qu'il y avoit un moyen facile d'effectuer cette extension sans blesser personne, et que ce moyen consistoit à soumettre dès à présent à la juridiction de l'Archevêque de Ratisbonne, les anciens suffragans qu'il avoit en Allemagne, comme Archevêque de Mayence, et à déclarer que les autres Evêchés lui demeureroient également soumis comme Métropolitain, dès qu'on auroit fixé les limites de ces mêmes Diocèses, de concert avec les Princes intéressés ; par ce moyen, lui ai-je dit, votre Sainteté aura fixé l'état du siège de Ratisbonne, et ses prérogatives, comme la Diette elle-même l'a voulu, sans blesser les intérêts des Princes, qui seront libres d'établir, et de circonscrire, de concert avec vous, les Evêchés de leurs Etats, comme ils l'entendront.

Ces explications, et surtout, cette manière de séparer les droits des Princes, de ceux de Son Altesse Electorale, ont été très goûtées par le Pape. Il m'a prié de les lui mettre par écrit le plus tôt possible, et m'a promis que, de suite, il retireroit les papiers des mains des trois Cardinaux examinateurs ¹, et me donneroit une réponse définitive. Il a fini par me serrer entre ses bras, et me remercier de l'explication que nous venions d'avoir, en m'assurant qu'il feroit tout pour plaire à Sa Majesté. Ainsi, il n'a plus été question ni de l'absence du sceau, ni d'une foule d'autres difficultés de ce genre.

Il m'a seulement avoué *confidentiellement* que, pressé par l'Empereur d'Autriche, peu de jours avant son départ de Rome, de ne rien statuer à Paris sur le Concordat germanique, il s'étoit vu obligé de le lui promettre, et que, de là, provenoit son embar-

1. Il s'agit des cardinaux Antonelli, di Pietro, Caselli; Antonelli était particulièrement défavorable.

ras. Je lui ai répondu, qu'il seroit facile de lever ses scrupules en lui prouvant : 1° qu'on ne lui demandoit rien, que ce que l'Empereur et la Diette avoient eux-même accepté, et légalement reconnu sous la médiation de la France ; 2° que rien de ce qu'on lui demandait n'avoit rapport au Concordat germanique, mais uniquement à l'état de l'ancien Archevêque de Mayence, et que, sous ce rapport, la France avoit droit que la chose se décidât chez elle, puisqu'elle n'étoit, d'une part, que la suite des dispositions du Concordat, et de l'autre, de son acte de médiation envers l'Allemagne. Eh bien ! a-t-il dit alors, développez-moi ces preuves par écrit, comme vous venez de le faire, et vous me rendrez un véritable service.

Tel a été, Monseigneur, le résultat de notre conversation, d'après laquelle je crois pouvoir vous répondre, que tout va se terminer. J'ai promis au St Père de lui donner par écrit ce qu'il me demandoit, si vous le trouviez bon. Ce sera le moyen d'ôter cette affaire des mains des Cardinaux et de la terminer sans délai.

Pardon, mille fois, de la prolixité de ma lettre, mais j'ai cru devoir entrer dans tous les détails, afin que vous connussiez parfaitement, ce qui a pu nuire au succès de cette affaire, vû surtout les dispositions du Cardinal Antonelli.

Arch. Aff. Etr. Rome 937, f°° 200-203.

25. — Mémoire au Pape sur la translation du siège et chapitre de Mayence à Ratisbonne.

15 janvier 1805.

Le gouvernement français demande :

1° *Que le siège archiépiscopal et primatial de Mayence soit transféré à Ratisbonne. Exigée par la suppression du siège de Mayence, demandée par l'Empire, acceptée par les Princes, cette translation peut et doit même se décider à Paris.*

2° *Que l'ancien chapitre de Mayence soit transféré à Ratisbonne, et uni au chapitre de cette ville pour former le chapitre métropolitain et primatial, chargé d'élire l'Archevêque Electeur, dans la forme usitée à Mayence. Cette solution sauvegarde les droits des deux chapitres intéressés et s'accorde avec le recès d'Empire.*

3° *Que la juridiction épiscopale de l'Archevêque de Mayence soit définie.*

4° *Que sa juridiction métropolitaine soit étendue à tous les diocèses d'Allemagne, qui ne sont pas soumis à l'Autriche ni à la Prusse.*

Toutes ces demandes se rapportent à des points déjà décidés par la Diète, et ne relèvent pas du Concordat germanique, qui porte seulement sur des articles, qui n'ont pas été encore réglés.

Le titre de Primat doit être maintenu.

Très Saint Père,

Votre Sainteté désire que je lui fasse l'exposé des demandes du Gouvernement françois, relativement a la translation du Siège de Mayence à Ratisbonne, et celui des motifs sur lesquels ces demandes sont appuyées 1. Je me conformerai d'autant plus volontiers a ce vœu, qu'il se trouve parfaitement d'accord avec les vues de Sa Majesté impériale. Elle désire par dessus tout, que cette affaire soit terminée, qu'elle le soit ici, et dans le plus court

1. Cette note avait été demandée par le Pape à Bernier dans l'entretien du 12 janvier 1805, relaté par la lettre précédente.

délai possible. Différée depuis longtemps, elle souffre de ces retards. L'Etat du seul Prince titré, et possessionné dans l'Empire, n'est pas encore assuré ; un titre éteint en France, et aboli de Droit, (celui de Mayence), existe encore par le fait. Sa Majesté croit qu'il est indispensable de mettre un terme a ces incertitudes, a cette contradiction entre le droit et le fait, et, pour parvenir a ce but, voici ce qu'elle propose à Votre Sainteté, par mon Organe.

Premièrement : « que le siège Archiepiscopal et Primatial, précédemment établi à Mayence, soit transféré a Ratisbonne.

Cette proposition ne peut souffrir aucune difficulté, elle est une suite nécessaire de ce qu'a fait votre Sainteté. Elle a détruit par la bulle de circonscription des évêchés françois ¹, le Siège Archi-épiscopal de Mayence. Il faut que ce titre, ou n'existe plus, ou soit transféré hors de la France, et prenne une autre dénomination.

L'Empire Germanique a demandé depuis deux ans, que ce titre fut transféré à Ratisbonne. Ce siège est vacant de plein droit, par la mort de son dernier titulaire. Qui pourroit donc empêcher cette translation ?

Seroit-ce la crainte de choquer les Princes de l'Empire ? Mais tous ont admis, et sollicité cette translation par l'Organe de leurs Députés à la Diète. Le *Recès* de ce corps, concernant les sécularisations, renferme expressément cet article.

Dira-t-on qu'il ne convient pas de décider une pareille question à Paris ? Mais, elle intéresse autant l'Empereur des François, que celui d'Allemagne. Si elle appartient a ce dernier, comme chef de l'Empire, n'appartient-elle pas aussi a l'Empereur des François, 1° comme possesseur de Mayence, qui ne peut plus être le Siège d'un Electeur, 2° comme Médiateur dans les affaires de l'Empire 2, 3° enfin, comme ayant été invité, par un

1. Il s'agit de la bulle « *Qui Christi Domini vices* », qui supprimait les anciens archevêchés et évêchés de France et des pays annexés, pour ériger, à leur place, les nouveaux sièges de la nouvelle organisation. Partie de Rome le 2 décembre 1801, elle fut publiée en vertu de l'arrêté du 29 germinal an X (19 avril 1802).

2. L'Article VII du traité de Lunéville, en établissant le principe de la sécularisation, stipulait que l'indemnisation des princes dépossédés se ferait sous la médiation de la France et de la Russie.

bref de votre Sainteté, a accorder sa protection et ses bons offices a l'Eglise d'Allemagne ?

Qui pourroit d'ailleurs mieux connoître les intentions de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, que son Ambassadeur près la Cour de France ? Or cet Ambassadeur a protesté à Son Altesse électorale l'Archi-Chancelier, « que, d'après les instructions qu'il « avoit reçues de l'Empereur Son Maître, rien ne s'opposait a ce « que cette translation eut lieu, ni a ce qu'elle fut canonique-
« ment effectuée par votre Sainteté, pendant son séjour a Pa-
« ris ». Nul obstacle ne peut donc plus légitimer les retards.

La proposition de ne donner au Prince Electeur que le titre *provisoire* d'Archevêque de Ratisbonne ne peut être acceptée. Cette qualité *provisoire* est inouïe dans l'Eglise ; elle n'offre qu'un titre incertain et précaire ; elle annonce par elle-même la mutabilité. Or ici, il n'en faut pas. Tout doit être marqué au coin de la permanence, pour inspirer de la confiance à tous. réprimer l'ambition, et fermer la porte a de nouveaux troubles, a de nouvelles prétentions.

Sa Majesté l'Empereur des François, ainsi que son Altesse Electorale ne pourroient également admettre le renvoy de cette translation à Monseigneur *De Genga*, Nonce de Sa Sainteté. Ce parti étoit nécessaire pour la France, parce qu'il falloit au même instant publier et organiser : ici, au contraire, les vûes de la Diete sont connues depuis deux ans, et les retards n'ont fait que nuire a leur exécution. Il n'est donc plus ni prudent, ni possible de les prolonger par un nouvel ajournement, sans s'exposer a de nouveaux inconvéniens.

Il convient d'ailleurs, Très Saint Père, que le plus distingué des Prélats d'Allemagne, le plus influent par ses talens, et par son titre, le seul, qui possède encore une Souveraineté dans cet Empire, reçoive, sans intermédiaire, de votre Sainteté même, son institution et qu'elle mette par ce dernier trait le sceau aux actes de religion, de bienfaisance et de vertus, qui rendront a jamais célèbre son voyage en France.

Secondement, Sa Majesté impériale demande « que l'ancien « Chapitre de Mayence, éteint, quant aux titres, avec l'Archevê-
« ché, soit transféré a Ratisbonne et uni au chapitre cathédral
« de cette dernière ville, pour ne former ensemble, qu'un seul

« et même chapitre métropolitain, chargé d'élire les successeurs
« de l'Archevêque Electeur, suivant les formes ci-devant éta-
« blies a Mayence pour cette Election. »

Cette demande se réduit a trois points : le premier consiste dans la translation de l'ancien chapitre de Mayence a Ratisbonne. Cette translation est une conséquence du Droit commun. Il est d'usage dans toute l'Eglise, que le Chapitre suive le Siège, et que là, où le Siège est transféré, le Chapitre le soit également, à moins qu'il ne s'agisse, comme en France, non de transférer ce qui est, mais de créer de nouveau, ce qui, par le fait, n'existoit plus. Or, le cas présent n'a aucun rapport avec ce malheureux état.

Il s'agit en second lieu, de réunir le chapitre de Ratisbonne, a celui de Mayence, ainsi transféré, et de ne former des deux, qu'un seul Chapitre métropolitain ; cette disposition tient encore a l'usage constant et universel de l'Eglise. C'est un principe reçu, que l'Eglise, a laquelle on transfère, acquiert, au lieu de perdre, que ses prérogatives augmentent, au lieu de diminuer. C'est elle qui reçoit dans son sein, il ne convient pas qu'elle le fasse a son détriment ; il est au contraire de toute justice qu'elle soit favorisée.

De là nous concluons, en troisième lieu, que le droit d'élire les successeurs de Son Altesse électorale, doit appartenir a ce Chapitre Métropolitain et Primatial ainsi constitué. Cette conséquence suit des deux propositions établies cy-dessus, et des dispositions du *Recès* de la Diète germanique. Ce Recès et l'usage ont consacré le droit qu'a le Chapitre Electoral, d'élire son Archevêque, qui est en même temps Souverain. Il ne s'agit plus que de revêtir des formes canoniques cette décision civile fondée sur un usage ancien. Or, quel obstacle pourroit s'opposer a cette espèce d'approbation, ou de légitimation ? L'ancien Chapitre de Mayence jouissoit pleinement de ce droit d'élection : Votre Sainteté ne fera donc que confirmer, pour lui, ce qui existoit déjà.

Quant au chapitre de Ratisbonne, il éliroit aussi son Prince Evêque, et quoique le rang de cet ancien Prince fut inférieur à a celui de Son Altesse, cette infériorité ne doit pas nuire a ce qu'on demande, pour ce Chapitre. Car, en acquérant par la

translation le titre de Chapitre Métropolitain, il doit, en cette qualité acquérir de nouveaux droits. Ce seroit prendre a son égard une mesure désagréable et molestante que de l'exclure du droit d'élire son archevêque, tandis que l'ancien Chapitre de Mayence reçu dans son Eglise y exerceroit seul cette prérogative.

Sa Majesté croit d'ailleurs et avec raison que cette identité de droits entre les deux chapitres réunis en un seul, est l'unique moyen d'assurer la paix, de garantir, dès a présent, l'élection future des successeurs de Son Altesse régnante¹, d'étouffer les rivalités et les haines, les divisions et les brigues, d'empêcher que dans les Elections le schisme n'éclate, et que le mécontentement ne nuise a l'exécution des mesures, que l'on veut prendre.

Qui pourroit en effet se plaindre de cette identité de droits entre les deux chapitres ? Seroit-ce l'Empire ? Mais il a voulu et décidé que le nouveau Chapitre métropolitain éliroit son Archevêque. Or, ce chapitre doit, suivant l'usage de l'Eglise, être composé du chapitre transféré, et de celui auquel on transfère. Il est donc juste, que les deux chapitres, ainsi confondus en un, exercent le même droit.

Seroit-ce l'ancien Chapitre de Ratisbonne ? Mais il acquiert par cette mesure ; il ne se plaindra pas qu'elle soit adoptée. Seroit-ce enfin l'ancien Chapitre de Mayence ? Mais on lui laisse tous ses droits ; rien n'est changé, ni diminué pour lui. Il porte avec lui ses Statuts et ses formes d'élection. Le Chapitre de Ra-

1. Il fallait surtout, empêcher que l'Autriche n'imposât son candidat. Vienne voulait en effet obtenir pour un archiduc l'archevêché de Ratisbonne et le titre d'Electeur Archichancelier; on fit à Dalberg des propositions en ce sens; on lui offrit même, s'il acceptait un archiduc comme coadjuteur, un subside annuel de 100.000 écus et la Grande Maîtrise de l'Ordre Teutonique. Voir à ce sujet : H. Bastgen, *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, p. 111. Pour prévenir toute intervention autrichienne, au cas où il viendrait à mourir avant que la translation du Chapitre de Mayence ne fût réglée, Dalberg avait, par testament, pris les dispositions voulues pour l'élection de son successeur : le chapitre de Mayence retiré à Aschaffembourg éliroit l'Archevêque Primat, Archichancelier; celui-ci administrerait la ville de Ratisbonne, Aschaffembourg, Witzlau; le chapitre de Ratisbonne administrerait la Principauté de Ratisbonne. Dalberg avait communiqué au représentant de la France, Bacher, ces dispositions testamentaires. (Arch. Aff. Etr. Allemagne, 726, f° 358).

tisbonne est obligé de les suivre, et les Chanoines de Mayence, dans la concurrence avec leurs nouveaux collègues, conservent toujours la supériorité, dans les élections, parce qu'ils sont beaucoup plus nombreux.

Troisièmement, Sa Majesté désire « que la juridiction de l'Electeur Archevêque de Ratisbonne, soit fixée et déterminée de la manière suivante :

1° « Comme Archevêque Diocésain de Ratisbonne, il aura dès a présent, et pour toujours, la juridiction épiscopale et ordinaire, sur la partie du Diocèse de Mayence, qui lui appartient déjà de plein droit, et qui est située sur la rive droite du Rhin. 2° Il exercera la même juridiction sur la partie du diocèse de Ratisbonne, qui lui est échüe, comme principauté temporelle. Nul n'a droit de lui enlever cette partie. Il en est le Souverain incommutable. Il est de toute justice qu'il y exerce sa double autorité. 3° « Quant aux autres parties de ce même Diocèse de Ratisbonne, il les administrera spirituellement, ainsi qu'il le fait maintenant, en vertu des pouvoirs émanés de votre Sainteté, jusqu'au moment où les limites de cette partie du Diocèse, seront définitivement fixés par le St Siège, de concert avec les princes intéressés. »

Cette dernière clause, aussi sage, que politique, conserve les droits de tous. Elle laisse a chaque Prince voisin, la faculté de réclamer, et le droit d'être entendu ; elle prouve jusqu'à l'évidence, que Sa Majesté Impériale ne demande rien a sa Sainteté, qui puisse blesser ou les droits de l'Empire germanique, ou les prétentions des Princes, qui font partie de ce corps antique et vénérable. Aussi Son Excellence l'Ambassadeur de Sa Majesté Impériale, l'Empereur d'Allemagne, a-t-elle déclaré « que cet article ainsi conçu, ne souffroit, ni ne pouvoit éprouver aucune difficulté de sa part. »

Il ne reste donc plus a déterminer que l'étendue de la juridiction archiépiscopale et primatiale de son Altesse électorale, sur les autres Diocèses.

Sa Majesté désire : 1°) « que cette juridiction soit conservée, et s'étende, dès ce moment, et pour toujours, sur les Evêchés situés en Allemagne, qui étoient précédemment les suffragans du Prince Electeur, comme Archevêque de Mayence. » Cette

clause est de toute justice. Les Suffragans suivent de droit commun le Siège dont ils dépendent, à moins qu'il ne s'éloigne d'eux, d'une manière incommode et gênante. Or, ici, rien de semblable n'a lieu. Les communications entre le Métropolitain et ses Suffragans, seront pour l'avenir aussi libres, aussi faciles, et aussi habituelles qu'elles l'étoient par le passé: Tout doit donc rester à cette égard, in *statu quo*.

Sa Majesté demande 2^o) « que les autres Evêchés d'Allemagne, qui ne sont pas temporellement soumis à la domination de l'Autriche et de la Prusse, soient déclarés, par la bulle à intervenir, soumis à la juridiction archiépiscopale et primatiale du Prince Electeur de Ratisbonne, pour le temps seulement, où leurs limites seront définitivement fixées, par le Saint-Siège, de concert avec l'Empire. »

Cette demande est encore expressément consignée dans le *conclusum* de la diète ; elle est souscrite, avouée, et reconnue par tous les Princes. L'Empereur lui-même y a solennellement adhéré. Son Ambassadeur près la Cour Impériale de France consent à ce qu'elle soit admise ; elle est utile à la religion, efficace et salutaire pour la conservation de l'unité ; rien ne peut donc détourner votre Sainteté de lui donner son approbation.

Elle est d'ailleurs accompagnée d'une clause, qui laisse aux Princes Souverains d'Allemagne toute la latitude qu'ils peuvent désirer. L'exercice de la juridiction spirituelle du Prince Electeur ne commencera, pour les Evêchés de leurs Etats, que quand votre Sainteté en aura fixée les limites de concert avec eux. Ils auront tout le temps d'être entendus, de réclamer leurs droits, de faire valoir leurs prétentions et leurs projets. Telle est la sagesse et la modération des demandes faites par Sa Majesté, et son Altesse Electorale, qu'en réclamant l'exécution de ce que la Diète a décidé, ils ne veulent ni traiter, ni toucher aucunes des matières, qui peuvent être l'objet du Concordat Germanique.

Cette dernière réflexion me conduit naturellement à la solution de la difficulté, que l'on pourroit faire, que toutes les demandes cy-dessus tiennent au concordat germanique, et ne peuvent être traitées qu'en Allemagne. Ce seroit étrangement se méprendre, que de confondre ainsi, ce qui est essentiellement distinct. Le concordat germanique ne peut avoir pour objet, que

des points et des articles, qui n'ont pas encore été décidés. Tous les objets sur lesquels la Diète a statué, ne peuvent plus faire partie de ce Concordat ; ce seroit remettre en discussion ce que l'Empire a légalement voulu.

Or, dans le cas présent, Sa Majesté ne présente a l'approbation de votre Sainteté, que des points décidés par la Diète, savoir : la translation du Siège électoral a Ratisbonne, l'établissement d'un chapitre métropolitain dans cette ville, avec le droit électif, l'extension de la juridiction de Son Altesse sur les Evêchés non soumis à l'Autriche, et a la Prusse, et sa qualité d'Archevêque Primat. Or, il n'est aucun de ces points, que la Diète n'ait admis, et que l'Empereur d'Allemagne n'ait sanctionné. Il n'en est donc aucun qui puisse servir de matière au Concordat germanique, ni, encore moins, aux discussions, qui doivent le précéder.

Cette qualité de Primat donnée a Son Altesse n'a rien, qui doive allarmer. Ce titre honorifique convient a l'élévation, et a la dignité de son rang. Mais il n'ajoute rien a ses prérogatives, comme Archevêque ; il en jouissoit a Mayence, il doit donc le conserver, parce qu'il ne peut déchoir par sa translation a un autre Siège.

L'objection tirée de ce que l'Archevêque de Salsbourg porte ce titre de Primat n'est ici d'aucun poids. Ce titre est pour lui, ce qu'il étoit en France, pour dix sièges, c'est-à-dire, sans exercice, et sans autorité. L'Empire connoissoit le titre de cet Archevêque et ses droits, quand il a prononcé, et néanmoins, il a émis son vœu, pour qu'un pareil titre fut donné a l'Archevêque de Ratisbonne.

Rien ne peut donc s'opposer, très Saint Père, a ce que votre Sainteté accepte et ratifie les demandes qui lui sont adressées par Sa Majesté l'Empereur des François. Je les réitère en son nom, et au nom de son Altesse Electorale, avec la ferme et intime confiance qu'elles seront agréées, que de nouveaux délais ne s'opposeront plus a leur admission, et qu'enfin après deux ans d'incertitude, Son Altesse électorale aura un siège, un titre, une juridiction et des suffragans. Il répugne au caractère bienfaisant et paternel de votre Sainteté, de laisser plus longtemps cette affaire en souffrance. Le bien de la paix, l'intérêt du St

Siège, celui de l'Eglise d'Allemagne, la Justice et la Saine Politique sollicitent également sa prompte décision. L'Empire vous la devra, et ce nouveau bienfait signalera jusqu'au fond de l'Allemagne votre heureux séjour à Paris.

Arch. Vaticanes. Epoca Napoleonica, Francia, Liasse II.

26. — Au Pape.

Paris, 17 janvier 1805.

L'union des deux chapitres de Mayence et de Ratisbonne peut être prononcée par le Pape à Paris.

Très Saint Père

Votre Sainteté a daigné me faire observer hier, qu'il pourroit résulter de grands inconvéniens de la réunion des deux Chapitres de Mayence et de Ratisbonne, en un seul, si cette réunion étoit prononcée par elle à Paris; qu'alors différens Princes intéressés en faveur de l'un, ou de l'autre de ces deux chapitres, prendraient dans cette affaire un parti quelconque, et que cette division d'intérêts pourroit, ou altérer la paix, ou nuire au succès que l'on attend de votre décision.

J'ai fait part de ces réflexions, et des conséquences, qui en résultoient à son Excellence le Ministre des Relations extérieures. Il m'a chargé de faire connaître à votre Sainteté, que le gouvernement françois verroit avec plaisir, que Son Altesse Electorale fut chargée au nom du Saint Siège de l'Organisation, et de la formation du Chapitre Métropolitain de Ratisbonne, que cette mesure remédioit à tous les inconvéniens, que l'on a pu prévoir, et qu'elle avoit le précieux avantage, de ne blesser personne, et de ménager les intérêts de tous en les confiant à la sagesse et à la prudence déjà si connues de son Altesse Electorale.

Qu'en conséquence, le gouvernement françois proposoit à votre Sainteté de statuer :

1° qu'il y aura un Chapitre Métropolitain à Ratisbonne.

2° que ce chapitre aura le droit d'élire les successeurs de son Altesse aujourd'hui régnante, suivant la forme établie pour l'ancien chapitre de Mayence.

3° que la composition et formation de ce chapitre sont confiées et déléguées a son Altesse Electorale.

Cette proposition ainsi exprimée ne peut plus éprouver aucune difficulté ; elle est non seulement conforme au Recès de la Diète germanique, mais encore aux intentions de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, manifestées a Son Altesse, par l'organe de Son Excellence le Comte de Cobentzell.

De son côté Son Altesse Electorale me charge de prévenir votre Sainteté qu'elle adhère en tout a cette proposition, et qu'elle remplira avec autant de zèle que de fidélité, pour le bien de l'Eglise et de la paix les fonctions, qui lui seront confiées.

Rien ne doit donc, Très Saint-Père, retarder désormais une décision si longtemps désirée, si vivement attendue, si nécessaire a la tranquillité de l'Allemagne. Aucun des articles qui doivent en faire partie, ne peut être omis, tous, sans exception, sont agréés, voulus, et ratifiés d'avance, par la Diète Germanique, par l'Empereur d'Allemagne, et par toutes les parties intéressées.

Cette décision devient d'autant plus urgente, que les affaires de la Diète, et le maintien de la paix, rappellent son Altesse a son Poste ; elle ne peut différer de s'y rendre, ni s'éloigner de Paris, après la démarche éclatante, qu'elle vient de faire, sans emporter avec elle une preuve de sa sollicitude, pour le bien de l'Empire, et de la bienveillance de Votre Sainteté, pour l'Eglise d'Allemagne.

Daignez donc, Très Saint Père, combler les vœux de Son Altesse, remplir les désirs de Sa Majesté, ceux de l'Allemagne, de l'Empire et de l'Eglise, en rendant, au plutôt, cette décision solennelle, que tant de sollicitations et de motifs pressans appellent et nécessitent.

27. — A Talleyrand.

Paris, 17 janvier 1805.

Bernier adresse à Talleyrand copie de son mémoire au Pape. Une seconde note a été remise sur l'organisation du chapitre de Ratisbonne.

Monseigneur

J'ai l'honneur de vous adresser une copie du mémoire que j'ai remis à Sa Sainteté, pour l'affaire de Ratisbonne, mardi dernier. Elle en a paru très contente. Je désire que Votre Excellence le juge aussi favorablement. J'ai pris à tâche de n'oublier aucune des objections que l'on pouvoit faire et d'y faire des réponses assez claires pour qu'on ne put pas alléguer un malentendu. J'ai remis le lendemain une seconde note pour demander que Son Altesse Electorale fut autorisée à organiser son chapitre. Cette note étoit fort courte et ne comprenoit que quelques lignes. C'est elle qui a levé les dernières difficultés. J'irai de nouveau demain chez Sa Sainteté pour savoir si la bulle s'avance et en presser la confection. Le rédacteur m'aura sans cesse sur ses pas, jusqu'au moment où je pourrai vous la porter.

Arch. Aff. Etr. Rome 937, f° 232.

28. — Au Cardinal Antonelli.

Paris, 25 janvier 1805.

Bernier lui communique ses observations sur le projet d'acte consistorial. Aucune mention n'y est faite de la primatie de l'Archevêque de Mayence; reconnue dès le x^e siècle, sanctionnée par le Conclusum du Recès d'Empire, cette primatie ne présente rien d'alarmant pour le Saint-Siège. Aucune mention n'y est faite non plus de l'article concernant la juridiction de l'Archevêque de Ratisbonne sur tous les diocèses d'Allemagne. Diverses corrections qui doivent être faites au projet.

Eminence,

Je viens de lire avec la plus grande attention le projet d'acte consistorial, que vous avez daigné me transmettre. Je suis chargé d'adresser sur le champ à votre Eminence les observations suivantes.

On n'a pu voir sans étonnement qu'il ne fut en aucune manière question, dans cet acte, de la Primatie de l'Archevêque Electeur de Ratisbonne. Cet article est aussi essentiel qu'aucun de ceux, qui viennent d'être admis. Il fait partie du Paragraphe 23^m du *Conclusum* de l'Empire du 24 février 1803. Ce *conclusum* a été sanctionné par l'Empereur d'Allemagne, le 27 avril de la même année ; il est devenu, par cela même, loi de l'Empire. La France, comme puissance médiatrice, en garantit l'exécution. Elle ne peut donc consentir à ce qu'il soit omis. Son Altesse elle-même ne pourroit se désister de cette demande; quelque peu jalouse qu'elle soit d'acquérir des droits, il ne dépend pas d'Elle de stipuler contre une loi de l'Empire et de consentir à ne pas être ce que les puissances prépondérantes de l'Europe, et le corps Germanique entier a désiré qu'elle fut.

Sa Sainteté ne se refusera point à seconder ce vœu. Elle sait combien il importe de se rendre aux désirs des Souverains, quand ils n'ont rien qui blesse la Religion, ou les droits du Saint Siège. Or, la dignité de Primat, conférée à Son Altesse, n'offre rien dans ce genre, qui puisse allarmer ¹. Combien d'archevêques ont porté, jusqu'ici, ce titre glorieux, sans qu'il en résultât d'autre effet, qu'une unité plus parfaite, et une illustration plus grande pour leurs sièges. Pourquoi, et sur quel fondement pourroit on soupçonner qu'il en sera autrement de la Primatie donnée à l'Archevêque de Ratisbonne ?

Disons plus, Monseigneur ; n'est-ce pas à la Primatie de Mayence, que, depuis le dixième siècle, est due la dignité Electorale ? Qu'on lise l'ouvrage de *Johannis*, tome premier de l'histoire de Mayence ; le tome trois des annales bénédictines, page 618 ; le *Gallia christiana*, tome 5, page 457, et on verra que *Willegise*, Archevêque de Mayence n'est devenu, en 975, Prince Electeur, que par suite de la concession que lui fit le Pape Benoit VII de la Primatie, dans toute l'Allemagne. Pourquoi donc refuseroit-on aujourd'hui à son successeur cette ancienne dignité, que tout l'Empire, que deux empereurs, que son rang même semblent solliciter pour lui.

Un autre article dont l'omission a été aussi sensible, qu'elle paroît importante, c'est celui qui concerne l'extension de la juridiction métropolitaine de l'Archevêque de Ratisbonne, sur tous les diocèses d'Allemagne excepté ceux qui sont soumis à la Mai-

1. Le Saint Siège se refusait à reconnaître ce titre de Primat, et d'étendre à toute l'Allemagne la juridiction de Dalberg. Rome, en effet, ne croyait pas à la stabilité du nouveau système, instauré en Allemagne, et se défiait, non sans raison, de l'Archichancelier ; mais elle craignait, par dessus tout, de réaliser à ses dépens l'unification des Eglises d'Allemagne et de préparer leur autonomie ; une dépêche de Consalvi au nonce Severoli, en date du 18 juin 1803, est très caractéristique à ce sujet. « Il est de la plus grande importance, écrit le Secrétaire d'Etat, que, dans la future circonscription des diocèses, on empêche absolument pour toute la Germanie ou pour une partie de la Germanie, la formation d'un centre d'union, soit qu'il s'agisse d'un Primat avec les droits inhérents à la Primatie, soit seulement d'un archevêque pour toute ou presque toute l'Eglise Germanique. Ce centre d'union pourrait avec le temps causer aux Souverains Pontifes de continuelles difficultés et entraîner les plus funestes conséquences pour les droits du Saint Siège ». (Arch. Vat. Cif. Nunz. Vol. II).

son impériale d'Autriche, ou a la Prusse. Cet article est encore expressément contenu dans le *Conclusum*, et je me réfère, sur cet objet, a ce que j'ai déjà déclaré, au nom de Sa Majesté, et de Son Altesse, dans ma lettre a Sa Sainteté, le 15 du présent mois. Il est impossible, que le gouvernement français n'insiste pas sur une disposition, qu'il a provoquée, lui même, comme Puissance Médiatrice, et qu'il consente a l'omission d'un article solennellement adopté, par tout ce que l'Europe a de plus puissant, dans l'ordre temporel.

Permettez maintenant, Eminence, qu'après ces deux observations majeures je vienne successivement a celles, qu'offre le projet.

1° Il suit de la première observation, que j'ai faite cy dessus, qu'au titre de l'acte : *Erectio*, etc... in *Ecclesiam Metropolitanam*, il faut ajouter *et Primatiale*, et que cette addition doit avoir lieu dans tous les endroits de l'Acte, où les titres de l'Eglise de Ratisbonne seront référés. Son Altesse ne demande pas, qu'on définisse les droits de Primatie, mais qu'on énonce le titre 1. S'il venoit a être omis, ce seroit alors le cas où l'Allemagne pourroit se plaindre, qu'en terminant cette affaire a Paris, on n'a pas exécuté, ce qu'elle avoit voté.

2° Il est dit que le siège de Mayence a été établi par Saint Boniface. Il est cependant beaucoup plus ancien. Mayence compte quarante et un évêques, avant St Boniface, successeur de *Gewileb*.

3° Le nom de Son Altesse n'est pas écrit tel qu'il est, ce nom est *De Dalberg* et non *D'Alberg*.

4° Le vrai nom du dernier évêque de Ratisbonne est *Schroffenberg*.

5° Page trois, après ces mots *Nuper archiepiscopo*, il semble qu'on doit ajouter *Moguntino*. C'est probablement un oubli du copiste.

6° Page 4^{me}, en parlant des prérogatives du Siège de Mayence, on ajoute pour condition qu'elles ayant été reconnues par le St Siège : *Quasque Apostolica Sedes in iisdem agnoscebat*. On

1. Rome craignait justement que le titre une fois reconnu, Dalberg n'élevât des prétentions et ne revendiquât des droits effectifs.

craint, et avec fondement, que cette clause ne déplaie a l'Empire. Mayence n'étoit point un siège ordinaire. Il avoit des prérogatives qu'il tenoit des Empereurs, et pour lesquelles la reconnaissance du St Siège n'étoit pas nécessaire. Cette clause est d'ailleurs inutile. Le mot *pacifice* placé auparavant, dit tout ; car dès qu'un siège jouit paisiblement d'un droit, il y a, pour ce droit, le consentement tacite, ou exprès du siège Apostolique. Il paroît donc indispensable d'omettre cette clause, qui d'ailleurs ouvreroit la porte a mille discussions.

7° Page 5. Il est de toute nécessité que pour remplir le vœu de l'Empire, on désigne les suffragans de l'Archevêché de Ratisbonne, dans les termes suivans, ou autres équivalens, au choix de votre Eminence. *Volumus insuper ut omnes episcopales Germaniae sedes, extra fines Austriae et Russiae sitae, Metropolitico juri Ratisbonensis archiepiscopi in posterum subditae sint ; ita tamen ut non assignentur ei nominatim in suffraganeas, nisi post peractam a nobis earum circumscriptionem et determinationem.*

Interim vero pro suffraganeis eidem Archiepiscopo assignamus easdem episcopales sedes, ad dexteram Rheni ripam sitas, quae antea eius metropolitico juri subiciebantur, exceptis tamen iis, quae Prussiae dominio parent ; de quibus aliter statuere opportunum judicavimus. La Prusse ayant défendu aux anciens suffragans de Mayence, qui lui sont soumis, de recourir a leur Archevêque, ce seroit se brouiller avec elle, que de ne pas admettre cette dernière clause, et de les donner pour suffragans a Ratisbonne. Il seroit d'ailleurs contraire au *conclusum* de l'Empire de soumettre, même provisoirement, a l'Archevêché de Ratisbonne, des Evêchés situés en Prusse, et Sa Majesté Impériale veut que l'Empire n'ait jamais a se plaindre de ce qui va se faire maintenant a Paris.

8° La clause inserée a la suite de cet article et qui commence par ces mots *cum eâ tamen lege* etc... ne peut être admise elle seroit offensante pour les Archevêques de Ratisbonne, elle supposeroit qu'on avoit a craindre des refus de leur part en matière juste, ce qui ne se présume jamais.

Cette clause d'ailleurs donne d'un coté, et se reserve d'oter de l'autre, elle implique (contradiction ?) dans les termes, puis-

qu'un consentement forcé n'en est plus un. Elle est inouïe dans l'Eglise, car jamais on n'a dit a aucun Evêque : « Je vous accorde telle juridiction, mais a condition que si je vous la redemande, vous serez tenu de la rendre et forcé a vous en démettre ». Ce seroit lui donner le titre le plus précaire, que l'on ait jamais vu.

Enfin, cette clause est contraire au droit commun. Car, l'Archevêque de Mayence conserve sa juridiction sur ses anciens suffragans, comme sur la partie de son ancien évêché située sur la rive droite du Rhin. Or, on lui rend celle-ci sans condition, pourquoi donc apposer a celle-la une condition tout a la fois mortifiante et insolite.

9° En parlant des droits délégués a Son Altesse, pour former son chapitre on se sert du mot *injungimus*. Je supplie Votre Eminence de le faire rayer. Une injonction ne se fait que quand il y a présomption de désobéissance, ou soupçon légitime. Dans tout autre cas on employe des termes plus doux. Les mots *commendamus*, ou *deferimus* conviennent mieux a la personne d'un Prince et au cas present.

10° Je demanderai la même chose pour le mot *mandamus* employé a l'égard du Chapitre de Mayence, page 7. Il semble pour les mêmes raisons, et par égard pour l'Empire, dont ce Chapitre est une partie notable, qu'on doit le remplacer par le mot *statuimus*, beaucoup plus théorique.

11° On désire qu'avant la clause, insérée pour la formation du chapitre de Ratisbonne, page 6, *auditis quorum interest*, on ajoute, *servatis servandis et auditis*, etc. ; la raison de cette addition est que l'Empereur d'Allemagne devant etre consulté pour la formation du chapitre, il sera censé compris dans la clause *Servatis servandis*, tandis qu'il ne le seroit pas dans la seconde, qui ne peut concerner que des parties interressées, d'un ordre secondaire.

12° Si ce que l'on dit a la fin de l'acte consistorial, en parlant des clauses a insérer dans la bulle *est de stile*, on peut le conserver, mais si l'on devoit se servir dans la suite de cette réserve, pour inserer dans la bulle a intervenir, des clauses déroatoires. a celles du présent acte, il seroit impossible d'admettre cette réserve, Votre Eminence en conçoit les motifs. Ce seroit tout a la fois édifier, et détruire.

Telles sont, Monseigneur, les réflexions que la lecture de l'acte a présentées, et que j'ai reçu l'ordre exprès de transmettre a Votre Eminence. Daignez y avoir égard, elles sont toutes fondées sur le vœu de l'Empire, sur son *conclusum*, sur les désirs, et les volontés connües de Sa Majesté l'Empereur des François, sur la décence, l'amour de la paix, et les égards que l'on doit aux grandes puissances. Tant de motifs réunis feront sur votre Eminence d'autant plus d'impression, qu'elle désire plus vivement la paix de l'Eglise, et la cessation des maux qui l'ont affligée.

Arch. Vat. Epoca Napoleonica, Francia, II.

29. — Au Pape.

Paris, 25 janvier 1805.

Sur deux articles essentiels omis dans le projet d'acte consistorial : la primatie de l'Archevêque de Ratisbonne, l'extension de sa juridiction à tous les diocèses d'Allemagne.

Très Saint Père

J'ai pris lecture du projet d'acte consistorial relatif à l'érection du Siège de Ratisbonne, que Son Eminence Monseigneur le Cardinal Antonelli, m'a communiqué de la part de Votre Sainteté. Oserois-je me permettre, sur ce projet, des réflexions que j'ai détaillées d'une manière plus étendue dans une note remise aujourd'hui même, à Son Eminence le cardinal Antonelli ?

Deux articles essentiels sont oubliés dans ce projet :

Premièrement, il n'y est pas fait mention de la Primatie, qui doit être attribuée au Siège de Ratisbonne. Dire que cette Métropole jouira des mêmes privilèges, dont jouissoit celle de Mayence, ce n'est point donner à Son Altesse, d'une manière claire et précise, le titre de Primat. C'est éviter la question, au lieu de la résoudre. Cependant, très Saint Père, elle importe essentiellement à la décision que Votre Sainteté va rendre.

L'Empire et les puissances médiatrices ont décidé, dans le *Conclusum* du 24 février 1803, paragraphe 25, que l'archevêque de Ratisbonne seroit Métropolitain, et Primat de Germanie. Cette décision est devenue loi de l'Empire, depuis le 27 avril de la même année, jour de sa sanction. Je sais qu'elle n'oblige pas le St Siège, mais par amour de la paix, par affection pour les grandes puissances, qui ont pris cette mesure, par considération pour le Prince Electeur, qui en est l'objet, ne convient-il pas que

Votre Sainteté accède au vœu de toute l'Allemagne, que l'Ambassadeur de Sa Majesté, Son Excellence le Comte de Cobenzel, ne démentira pas, puisqu'hier encore, il étoit d'accord sur cet objet, d'après l'assurance, que m'en a donné Son Altesse Electorale ? N'est-il pas à craindre, que le refus de cette dignité ne nuise, en grande partie, au bien que Votre Sainteté veut opérer ? Que peut avoir d'effrayans ce titre honorifique ? L'Archevêque de Salzbourg le porte depuis longtemps ; s'en est-il servi pour troubler l'Allemagne, ou pour élever des prétentions contre le St Siège ? Pourroit-on soupçonner, qu'il en fut autrement de l'archevêque de Ratisbonne, quand ce même titre lui sera conféré ? Daignez donc ordonner, très Saint Père, que cette omission soit réparée, et qu'en parlant des anciennes prérogatives de Mayence, transférées au Siège de Ratisbonne, on ajoute, *cum Primatûs prerogativis quibus antea gaudebat*, etc...

La seconde omission n'est pas moins essentielle : elle porte sur l'étendue de la juridiction Métropolitaine de l'archevêque de Ratisbonne. Le *Conclusum* de la diète, paragraphe 25, a décidé que cette juridiction s'étendrait sur tous les suffragans de la Métropole de Mayence, de Trêves, et de Cologne, situés en Allemagne, et sur la partie de la Métropole de Salsbourg réunie à l'Electorat Palatin de Bavière. On n'excepte de cette disposition que les Evêchés situés en Prusse et en Autriche. Or, rien de tout cela n'est inséré dans le projet d'acte consistorial, et, par là même, la moitié des demandes, que Son Excellence le Ministre des Relations extérieures m'avoit chargé de faire, se trouve écartée. La constitution et l'établissement du Siège de Mayence restent imparfaits, et le vœu de l'Empire n'est nullement rempli.

En vain dira-t-on que cette fixation de la juridiction Métropolitaine de Ratisbonne aura lieu à l'époque du Nouveau Concordat. Cet ajournement ne peut être admis. Ce qui est décidé par l'Empire, ce qui fait aujourd'hui loi, pour lui, ne sera plus l'objet du concordat. Or, telles sont les prérogatives du Siège de Ratisbonne : elles sont temporellement fixées, elles ne peuvent plus redevenir un objet de discussion. Daignez donc, très Saint Père, ordonner, que pour le bien de la Religion, et de la paix, et pour mettre un terme aux explications qu'entraîne cette affaire, la juridiction Métropolitaine de l'archevêque de Ratisbonne sera

fixée par l'acte consistorial de la manière indiquée cy dessus. Le gouvernement françois l'attend de votre affection paternelle pour lui, et il le désire d'autant plus vivement, qu'il a, comme Médiateur, adopté et appuyé en Allemagne, ce que je propose ici, en son nom, et que cette affaire majeure devant se terminer a Paris, il ne veut pas que l'Empire lui reproche de n'avoir rempli qu'à moitié, le vœu qu'il avoit exprimé.

Il est encore plusieurs choses de l'acte consistorial, sur lesquelles j'ai prié Son Eminence le Cardinal Antonelli de jeter les yeux, pour y faire des changements nécessaires, et cette Eminence m'a promis d'y avoir égard.

Arch. Vat. Epoca Napoleonica, Francia, II (lettre autographe).

30. — A Talleyrand.

Paris, 5 pluviôse an XIII (25 janvier 1805).

Bernier a reçu le projet d'Acte consistorial, concernant l'érection du siège de Ratisbonne en métropole. Difficultés relatives à la Primatie et à l'extension de la juridiction de Dalberg. Bernier a remis une note à ce sujet. Antonelli et Cobenzl.

Excellence.

Enfin, après des corrections aussi fréquentes, que longues, le projet de l'Acte consistorial concernant l'érection du siège de Ratisbonne en Métropole, m'a été envoyé par le Cardinal Antonelli. Je le fais copier en ce moment, et ce soir, ou demain matin au plus tard, il vous sera remis avec une note qui l'accompagne, et que j'ai remise il y a quelques minutes, au Cardinal Antonelli, avec lequel j'ai eu une conférence très longue, et très animée. J'ai objecté à cette Eminence qu'elle avoit omis deux articles essentiels, savoir : la qualité du Primat, et l'extension de la juridiction métropolitaine de l'Electeur, sur tous les Evêchés d'Allemagne, qui ne sont pas de la Prusse et de l'Autriche.

Sur le premier article, Son Eminence a répondu que Rome n'érigeoit jamais de Primatie, qu'elle laissoit les Archevêques prendre ce titre, quand ils étoient en possession de le faire, et qu'à cet égard l'Electeur avoit toute la latitude, parce qu'il usoit du Droit de Primatie à Mayence, et qu'on lui conservoit les mêmes prérogatives ; ce qui se réduisoit à peu près à dire, qu'il le prenne, nous n'y mettons aucune opposition.

Malgré ces raisons, j'ai insisté, en disant que ce titre de Primat, étoit consigné dans le *conclusum* de l'Empire, Paragraphe 25, et qu'il falloit, pour éviter toute contestation, qu'il fut aussi

admis par le Pape. Il a été convenu que ce soir le Cardinal Antonelli prendroit, sur cet objet, les ordres ultérieurs du Pape.

Sur le second article, qui concerne l'extension de la juridiction de Son Altesse, sur les Evêchés d'Allemagne, non soumis à l'Autriche et à la Prusse, il a fallu disputer longtemps ; on est allé jusqu'à me nier, que cet article fut dans le *conclusum*. Je l'avais en poche, je l'ai exhibé, il a fallu céder, et cette prérogative, que Son Altesse avoit fort à cœur, a été de suite accordée.

Le reste du projet est entièrement conforme aux vues de Sa Majesté, et aux vôtres, à cela près d'un anacronisme, de quelques incorrections de style, et de quelques formules romaines qui sont encore plus anciennes, que le Cardinal-rédacteur. J'en ai demandé la suppression, et on me l'a promise.

Une anecdote est venue égayer cette discussion ; on m'a objecté sur la Primatie, que S. Exc. Monsieur le Comte de Cobenzel, ne vouloit pas qu'on l'accordât. J'ai répondu que telle avoit pu être son intention mercredi, sur un faux exposé qu'on lui avoit fait, mais que je savois qu'aujourd'hui, détrompé, il pensoit autrement, et qu'on pouvoit s'en assurer, en le lui demandant. Il s'est trouvé, que c'étoit le Cardinal Antonelli, lui-même, qui étoit allé le prier de s'opposer à la Primatie, en lui faisant peur de ce titre pour l'Autriche, et qui, aujourd'hui, m'objectoit son refus, ignorant que dans une Conférence chez Son Altesse électorale, Monsieur de Cobenzel avoit fait part des objections du Cardinal, et du rôle qu'il avoit joué. Ceci, vous prouve, Monseigneur, combien on a fait jouer de rapports, pour empêcher le succès de cette affaire, qui, malgré tous ces obstacles, finira, comme on l'a désiré. Si le titre de Primat est accordé, tout le paragraphe 25 du *conclusum* sera rempli *littéralement*. La France ne verra plus, ni deux Archevêques, ni deux Chapitres de Mayence, et l'Electeur Archichancelier aura dans l'Empire une influence ecclésiastique aussi utile à la France qu'à la Religion.

31. — A Talleyrand.

Paris, 6 pluviôse an XIII (26 janvier 1805).

Bernier adresse à Talleyrand le projet d'Acte consistorial avec les changements qui lui paraissent nécessaires. Deux points accessoires restent à régler : la primatie et l'extension de la juridiction métropolitaine de Dalberg. Bernier a vu le Pape à ce sujet ; il espère bien de ses dispositions.

Monseigneur,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence les copies du projet d'acte consistorial, et de la réponse que j'ai faite au Cardinal Antonelli, qui me l'avoit communiqué de la part du Pape, ainsi que je vous l'ai annoncé par ma lettre d'hier.

J'ai cru devoir insister dans cette réponse sur la *primatie*, parce que telles étoient vos instructions, qu'il ne faut pas d'ailleurs faire des choses à moitié, et que le titre de Primat est donné à son Altesse dans les *conclusum* de l'empire.

Vous m'avez annoncé, en outre que Sa Majesté impériale avoit désiré que l'archichancelier fut revêtu de ce titre, cetoit une raison de plus pour moi, pour en solliciter vivement la concession.

Les mêmes motifs m'ont fait encore insister pour que la juridiction métropolitaine de Son Altesse fut telle qu'on la lui assigne dans le *conclusum* ; il faut que Son Altesse ait une grande influence, puisque par ses dispositions personnelles, par sa position et celle de ses successeurs, cette influence doit tourner entièrement à l'avantage de la France.

Tout l'essentiel est terminé. Ces deux derniers points ne sont qu'accessoires. J'espère que je les obtiendrai. J'ai vu le Pape,

j'ai été fort content de ses dispositions sur ces deux objets ; il va donner ses ordres au Cardinal Antonelli et demain nous terminerons à midi, avec cette Eminence, la rédaction finale. Vous verrez par les reflexions que j'ai faites, avec quelle singularité on rédige à Rome les projets, en se réservant toujours une clause échappatoire, pour changer, dans la suite, suivant les circonstances.

J'ai souligné, dans l'acte consistorial, tout ce qui paraît devoir être changé.

Arch. Aff. Etr. Allemagne, 728, f° 167 (lettre autographe).

32. — A Talleyrand.

Paris, 8 pluviôse an XIII (28 janvier 1805).

Sauf une clause, qui réserve au Saint-Siège le droit de statuer sur la division des provinces ecclésiastiques d'Allemagne, quand on fera une nouvelle circonscription des diocèses dans ce pays, tout est réglé touchant la translation du siège de Mayence à Ratisbonne, l'organisation du chapitre métropolitain, la Primatie, la juridiction archiépiscopale de Dalberg sur tous les évêchés d'Allemagne, non soumis à l'Autriche et à la Prusse. Satisfaction de Dalberg.

Monseigneur,

Au moment où je recevois la lettre de Votre Excellence, je venois de terminer à la satisfaction de Son Altesse électorale, l'affaire importante, qui la concerne, à une clause près, qui ne signifie rien, et que je suis assuré de faire changer.

Voici tous les articles consentis et souscrits par le Pape, et dont je tiens en main la rédaction.

1°) Le Siège archiépiscopal de Mayence est transféré à Ratisbonne, avec tous les droits et prérogatives dont il jouissoit en Allemagne.

2°) Le Chapitre de Mayence est également transféré et Son Altesse électorale demeure chargée de former, constituer et établir le Chapitre métropolitain de Ratisbonne, comme elle l'entendra. Ce qui donne à la France (par le moyen de l'Electeur) toute l'influence qu'elle peut désirer, dans la formation de ce chapitre.

3°) Ce chapitre, ainsi constitué, élira les successeurs de Son Altesse.

4°) L'Archevêque de Ratisbonne aura pour Diocèse ce qui reste, au delà du Rhin, de l'Archevêché de Mayence et la partie du diocèse de Ratisbonne, qui forme son Etat. Il gouvernera à titre d'administration, jusqu'à la nouvelle Circonscription des Diocèses, la partie de l'ancien diocèse de Ratisbonne qui est soumise à d'autres Princes de l'Empire.

5°) Il portera le titre de *Primat* de Germanie. Ce titre sera exprimé dans l'Acte consistorial, par l'ancienne dénomination de *Prééminence*. Sa Sainteté déclare dans une note, que m'a remise le Cardinal Antonelli, que dans ce mot de *Prééminence*, est renfermée la *Primatie* 1.

6°) La juridiction de Son Altesse, comme Métropolitain, s'étendra sur tous les Sièges situés en Allemagne, qui dépendoient des Métropoles de *Mayence*, de *Trèves*, de *Cologne* et de *Salzbourg*, excepté ceux qui sont soumis à la Prusse et à l'Autriche. Son Altesse demandera seulement, pour la forme, et ainsi qu'il se pratique toujours, le consentement des deux Archevêques de Salzbourg et de Trèves, ce dernier n'est plus qu'Evêque d'Augsbourg, mais il conserve la partie de la Métropole de Trèves qui est au delà du Rhin, et le vrai moyen de la faire cesser étoit de réunir tout à Ratisbonne 2. Par cette même mesure,

1. En réalité, Bernier n'avait pu obtenir pour Dalberg la reconnaissance officielle de son titre de Primat; mais il masque sa défaite en se couvrant du mot de *prééminence* et en s'autorisant d'une note remise par Antonelli pour renfermer la primatie dans ce mot. En réalité la note d'Antonelli ne déclare nullement « que dans ce mot de *Prééminence* est renfermée la *Primatie* ». On lit simplement dans cette note du 27 janvier : « Il Card. Antonelli ha fatta la relazione a sua Santità del Congresso che ha tenuto questa mattina con V. S. Illma.

Sul primo articolo della primatia, spera il S. Padre, che coll'aggiunta che si è fatta di *titulis, honoribus, praeeminentiis*, come dal foglio che la si trasmetti possa tuto rimaner accomodato. » Note d'Antonelli à Bernier, 27 janvier 1804. (Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. II).

2. Antonelli, dans la même note du 27 janvier, avait fait remarquer que l'extension à toute l'Allemagne, hormis les diocèses soumis à l'Autriche et à la Prusse, de la juridiction métropolitaine de Dalberg, supposait le consentement des Archevêques de Mayence, Trèves, Cologne, Salzbourg, dont on supprimait par là même la juridiction; l'archevêque de Cologne étant mort, le chapitre de cette ville devait être consulté, le siège vacant. Ce consentement des précédents titulaires avait été de-

l'ancien Chapitre de Cologne, qui s'intituloit encore, *Chapitre Métropolitain de Cologne* va perdre ce titre, et voir tous ses droits en Allemagne réunis au Siège de Ratisbonne. Ainsi, au lieu d'une Métropole, dont on vouloit éteindre le titre, parce que le Siège étoit devenu françois, vous en éteignez trois, Mayence, Trèves et Cologne, et tout va se confondre à Ratisbonne, dont l'Archevêque acquiert, par cette mesure, toute l'influence, et toute l'illustration, que vous désirez. Son Altesse est extrêmement contente de cet heureux succès, qui n'est dû qu'à Sa Majesté et à vous, et qui va doubler sa reconnaissance pour elle, et pour vous. Il ne me reste plus qu'à savoir si ce plan peut vous convenir. Je n'ai donné aucune parole à Sa Sainteté, ni au Cardinal Antonelli. Je veux d'ailleurs qu'ils changent la clause dont j'ai parlé cy-dessus, et qui consiste à réserver au Saint-Siège le droit de statuer, ce qu'il appartiendra, sur la division des provinces ecclésiastiques, quand on fera une nouvelle circonscription de Diocèses en Allemagne. Cette clause est ridicule, et paroîtroit afficher le soupçon et la défiance.

Toutes les autres clauses, contre lesquelles ma note au Cardinal Antonelli étoit dirigée, ont été réformées ou supprimées, comme je l'avois indiqué. Cette dernière avoit été insérée dans la seconde édition de l'Acte consistorial, dont je fais faire actuellement une copie pour vous. Il faudra qu'elle en disparaisse, ou tout au moins qu'elle soit modifiée.

Je désire bien que tout cela s'accorde avec vos vues. Quand à ce qui concerne Son Altesse Electorale, tout, à la clause près, est de son goût ; aussi dit-elle, *qu'elle a gagné la bataille avec canon, drapeaux et bagages*.

Je remercie Votre Excellence, de ce qu'elle a daigné me dire

mandé lors de la circonscription des diocèses de France et de Piémont ; ainsi l'exigeaient le droit et les convenances. Le Pape, pour donner une nouvelle preuve de sa condescendance, avait adopté le parti proposé par Bernier : on donnerait à la juridiction métropolitaine de Dalberg l'extension demandée par l'Empereur, mais l'Acte consistorial y mettrait comme *condition* le consentement préalable des archevêques intéressés. Bernier présente cette condition comme une question de pure forme. Tel n'est pas le sens de la note d'Antonelli. (Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. II).

d'agréable et de flatteur dans sa lettre 1. Je la prie de croire que je n'aurai jamais rien plus à cœur que de seconder ses intentions et ses vues.

Arch. Aff. Etr. Allemagne 728, f^{os} 168-169.

1. Un brouillon autographe d'une lettre de Talleyrand à Bernier se trouve aux Arch. Aff. Etr. Rome 937, f^o 287, sous la date du 15 pluviôse an XIII (4 février 1805) « J'ai informé Sa Majesté, écrit Talleyrand, du résultat de cette négociation et j'ai été charmé de pouvoir lui dire, que le même zèle patient et habile, la manière douce de concilier les esprits, d'écarter les objections frivoles, et de résoudre les difficultés graves, qui avaient été si utiles au service de l'Etat lorsque Sa Majesté vous appela à la négociation du Concordat français, vous ont également et heureusement servi à terminer la contestation actuelle entre le S^t Siège et Monsieur l'Electeur Archichancelier. »

33. — A Talleyrand.

Paris, 9 pluviôse an XII (29 janvier 1805).

L'accord est entièrement conclu. Son importance pour l'Archichancelier et pour la politique française en Allemagne. Le prochain consistoire du 1^{er} février.

Monseigneur,

Je m'empresse de vous annoncer que la dernière difficulté qui nous arrêtoit dans la rédaction de l'acte consistorial est entièrement levée. La clause¹ qui déplaisoit est totalement changée. Sa Sainteté vient à l'instant même de donner son assentiment à tout ; le paragraphe 25 du *conclusum* de l'Empire est entièrement rempli. La France ne connoîtra plus ces doubles² Evêchés de Mayence, de Trêves et de Cologne, qui paroisoient encore exister malgré le Concordat. L'Electeur-Archichancelier devenu Archevêque et Primat de Ratisbonne, étend sa juridiction métropolitaine sur tout ce qui n'est pas soumis à l'Autriche et à la Prusse, il acquiert une prépondérance dans l'Ordre ecclésiastique en Allemagne qu'aucuns de ses prédécesseurs n'avoient eu, depuis Saint Boniface, dans le VIII^e siècle. Maître de constituer son Chapitre et de lui donner des statuts, il peut s'entendre avec la France, pour exclure à jamais de l'Electon, ceux qui porteroient ombrage à cette Puissance. En un mot.

1. Cette clause réservait au Saint Siège le droit de statuer sur la division des provinces ecclésiastiques d'Allemagne, quand on ferait une nouvelle circonscription des diocèses dans ce pays.

2. Les anciens évêques de ces diocèses continuaient en effet à porter leur titre et à exercer leur juridiction sur la partie de leur diocèse située sur la rive droite du Rhin, tandis que la partie située sur la rive gauche relevait des évêchés établis par la circonscription française de 1802.

Sa Majesté devient, par cet arrangement, maîtresse de régler de concert avec l'Archichancelier actuel, tout ce qui peut assurer dans la suite l'influence de la France, sur cette partie de l'Allemagne¹.

Sa Sainteté m'a annoncé en même temps que son intention était de proclamer cette décision dans le consistoire qui aura lieu vendredi prochain premier février (douze pluviose). Je serai satisfait si ce travail, qui n'a pas laissé que d'être difficile et pénible, a pu mériter votre suffrage. Le témoignage que vous lui rendez fera toute ma joie.

Je ne puis que me louer infiniment des bontés de Son Altesse Electorale pour moi. Elle a daigné me témoigner la satisfaction la plus vive, et les sentimens les plus précieux pour moi. J'en conserverai une éternelle reconnoissance.

Arch. Aff. Etr. Allemagne 728, f° 214.

1. On ne peut mieux définir la portée politique de cette négociation religieuse ni le rôle de Dalberg.

34. — A Talleyrand.

Paris, 11 pluviôse an XIII (31 janvier 1805).

Bernier lui adresse l'acte consistorial avec indications des dernières corrections.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous adresser une copie exacte de l'Acte consistorial, qui sera promulgué solennellement demain, par Sa Sainteté. J'ai souligné les corrections les plus importantes, qu'on y a faites, depuis ma dernière note. Votre Excellence distinguera facilement ces articles de deux autres, qui sont également soulignés, parce qu'ils contiennent des citations de la bulle relative au Concordat français.

J'espérois avoir le plaisir de vous offrir aujourd'hui moi-même cet acte, j'ai eu la douleur de ne pas vous rencontrer, et ce soir, il m'a été impossible de sortir.

Je ne puis assez vous le répéter ; je suis infiniment reconnoissant de la confiance, que Votre Excellence m'a témoignée dans cette occasion. Vous me trouverez ainsi toujours à vos ordres, et je mettrai autant de zèle que de fermeté à exécuter ce que vous m'aurez prescrit.

Arch. Aff. Etr. Allemagne 728, f° 219.

Paris, 14 ventôse an XIII (5 mars 1805).

Bernier lui adresse copie d'une lettre où M. de Kolborn propose à Bernier, au nom de Dalberg, le titre et les fonctions de Légat en Allemagne. Bernier adresse à Talleyrand la lettre où M. de Kolborn lui transmet cette proposition. Les précédents. Avantages d'un titre moins éclatant.

Monseigneur,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence, copie d'une lettre que je viens de recevoir ce matin de Monsieur Colborn¹, Conseiller intime de S. A. E. l'Archi-Chancelier de l'Empire germanique ; il me fait, au nom de ce Prince, une demande infiniment honorable pour moi, mais à laquelle je ne puis répondre, sans votre aveu, et sans vos conseils.

La possibilité de cette demande ne pourroit souffrir de difficultés, si l'Empereur l'agréait, puisque dès le 15^{ème} siècle, le Cardinal Archevêque d'Arles, quoi qu'il fut françois, et qu'il eut présidé le Concile de Basle, après la déposition d'Eugène IV, fut néanmoins nommé par son successeur Nicolas V, Légat en Allemagne ; une foule d'autres exemples prouveroient la même chose.

Mais ce qui est possible, ne paroît pas toujours expédient. C'est à vous de juger ce qu'il faut penser de cette ouverture à laquelle j'étois loin de m'attendre. Je ferai la réponse que Votre Excellence voudra bien m'indiquer.

1. Cette lettre, datée du 20 février 1805, fut expédiée par M. de Kolborn, après le retour de Dalberg à Ratisbonne; Artaud, dans son *Histoire du Pape Pie VII*, T. II, p. 112, nous rapporte qu'on soupçonnait fort Bernier d'en avoir donné le projet.

Je ne me permettrai qu'une seule réflexion, c'est que dans le cas où ce projet ne déplairait pas, je serois absolument d'avis, que l'Agent français eut un caractère moins éclatant, que celui de Légat ¹ ; il ne convient de déployer ce dernier caractère, que quand tout est d'accord. Il flatteroit alors Monseigneur de Genga, et gêneroit moins la Cour romaine, dont le Chef est très conciliant, et les agens très difficultueux, et très défiants. Je vous prie de regarder cette réflexion, comme confiée à votre bonté personnelle pour moi, et non le résultat d'un désir quelconque, de faire, ou de vouloir autre chose, que ce que vous m'ordonnerez.

Je me suis présenté plusieurs fois, la semaine dernière, pour offrir mes respectueux hommages à Votre Excellence et toujours inutilement. Craignant d'être aussi malheureux aujourd'hui, je prends le parti de vous écrire, étant pressé de répondre à Son Altesse électorale, à qui je dois d'ailleurs mille témoignages de reconnaissance, pour ses bontés.

Arch. Aff. Etr., Rome 937, fol. 339 et 340.

1. Le postscriptum de la lettre envoyée par M. de Kolborn précise le rôle que Bernier se réserve et répond d'avance aux objections de Rome; car Dalberg, ayant déjà demandé comme Légat Mgr Della Genga, paraissait se déjuger en proposant l'évêque d'Orléans. La confection du Concordat serait confiée à « l'agent français » Bernier, son application à Della Genga. « P. S. — Le vœu de Son Altesse électorale de voir notre Concordat entre vos mains, Monseigneur, est l'effet de la connaissance, qu'elle a faite de votre personne; auparavant, elle avait déclaré, même à Rome, celui, de voir nommer pour Légat le Prélat de Genga. Cette opposition n'est point contraire à l'idée que je viens de vous proposer, et par laquelle la confection du Concordat serait votre ouvrage, et son exécution celui de Monseigneur Genga, qui résideroit ensuite chez nous, comme Monseigneur Caprara réside à Paris. » (*Arch. Aff. Etr. Rome 937, f°s 316-17*).

36. — **Projet de note à remettre à Son Eminence le Cardinal
Légat, par Son Excellence Monseigneur le Ministre
des Relations Extérieures.**

Paris, 23 ventôse an XIII (14 mars 1805).

Pour témoigner au Pape, qui est venu le sacrer, sa reconnaissance, l'Empereur est tout disposé à intervenir dans les affaires religieuses d'Allemagne, comme le Saint-Siège le lui a demandé. Il propose donc, pour amener dans ce pays une heureuse solution des difficultés pendantes, le concours de Bernier. Honoré de la confiance de l'Empereur, de celle de Dalberg, de celle du Pape, l'Evêque d'Orléans réaliserait « l'unité d'action » nécessaire au succès des négociations.

Monsieur le Cardinal,

Sa Majesté impériale a vu avec la satisfaction la plus vive, la démarche éclatante, qu'a fait Sa Sainteté, en se rendant à Paris, pour la solennité de son Sacre et de son Couronnement. Cette marque de dévouement, pour son auguste personne, de la part du Père commun des fidèles, lui sera toujours présente, et Sa Majesté saisira, avec empressement, toutes les occasions, qui pourront se présenter, pour témoigner à Sa Sainteté sa reconnaissance et son amour filial.

Sa Majesté impériale a, surtout, à cœur de seconder les religieux efforts du Saint-Père, pour la gloire et la prospérité de l'Eglise catholique. Elle sait qu'il reste encore beaucoup à faire dans l'Eglise d'Allemagne, pour la réorganiser, en quelque sorte, à la suite des commotions violentes, que le sort des armes lui a fait éprouver. Déjà le Saint-Père a réclamé, pour cet important objet, l'intervention de Sa Majesté. L'Electeur Archi-Chancelier de l'Empire lui a exprimé les mêmes sentiments, et les mêmes désirs. Il est dans les intentions de Sa Majesté de répondre à des

vœux si naturels, et si conformes à ses vues, pour le bien général de l'Eglise et de l'Europe. Elle saisira avec plaisir, par déférence, et par attachement à la personne de Sa Sainteté, cette nouvelle occasion de lui prouver, combien elle attache de prix à la démarche qu'elle a faite, en venant en France.

Sa Majesté est instruite que S. A. L'Archichancelier de l'Empire verroit avec plaisir que M. l'Evêque d'Orléans fut chargé de lever, par la voie des négociations, les difficultés, qui s'opposent à la conclusion des affaires ecclésiastiques d'Allemagne ; elle juge également cet Evêque digne de toute sa confiance, et désire vivement que Sa Sainteté veuille bien lui accorder la sienne, parce que le succès de cette affaire majeure dépend essentiellement de l'unité des vues, et d'un accord parfait dans les démarches, et dans les efforts que l'on fera pour la terminer.

Je vous invite, Monsieur le Cardinal, à faire part de ces intentions bienveillantes de Sa Majesté, au Souverain Pontife, et à me faire connoître ensuite, si, comme j'ai lieu de l'espérer, ce témoignage réciproque de confiance, et cette unité d'action est agréé par Sa Sainteté. Sa Majesté verra avec plaisir, dans cette conduite de la part du Saint-Père une nouvelle preuve de ses sentiments paternels et affectueux pour elle.

37. — A Monsieur...

Paris, 23 ventôse an XIII (14 mars 1805).

Bernier expose le plan à suivre pour lui obtenir la Légation d'Allemagne. Une note de Talleyrand déterminerait une démarche du Légat auprès du Pape. Sous quel jour le Légat présenterait l'affaire.

Monsieur 1,

Je dois à Son Excellence un compte exact de l'usage que j'ai fait de la lettre qu'elle a bien voulu m'écrire, à l'occasion des affaires d'Allemagne². Je ne puis choisir un meilleur organe que vous. Vous suppléerez à mon insuffisance, et lui rendrez mes idées d'une manière plus précise.

J'ai cru devoir confier au Cardinal Légat le secret de cette affaire, pour marcher d'accord avec lui. J'étois sûr de ses bonnes dispositions. Il a pris la chose avec chaleur et ne doute pas du succès, en suivant la marche que je vais indiquer.

Son avis n'est point, que je parle moi-même de cette affaire au Pape ; ce seroit jouer le rôle de solliciteur, et appeler la dé-

1. Le document ne porte aucune indication sur le destinataire de cette lettre; il faut chercher celui-ci parmi les collaborateurs de Talleyrand, de préférence, semble-t-il, parmi ceux qui ne sont pas de premier plan. Il serait peu vraisemblable, vu la nature de cette communication, que Bernier se fût adressé à d'Hauterive ou à Roux, chef et sous-chef de la seconde division; il s'agirait plutôt semble-t-il de Durand, « le fidèle Durand », si lié à Dalberg et qu'on a pu appeler « le grand notaire des sécularisations » (Dard, *Napoléon et Talleyrand*, p. 96).

2. Bernier ayant communiqué à Talleyrand la lettre où M. de Kolborn lui proposait au nom de Dalberg la Légation pontificale d'Allemagne, le ministre avait donné son approbation à ce projet, après avoir consulté l'Empereur. On trouve le brouillon autographe de cette lettre d'approbation aux Arch. Aff. Etr. Rome 938, f° 59, Mars 1805.

fiance ; il ne croit pas non plus, qu'il doive en parler lui-même, en alléguant les lettres que j'ai reçues ¹, parce que ce seroit jouer uniquement le rôle de procureur de celui pour lequel il parleroit. Il lui faut donc une impulsion officielle, qui n'émane pas de moi, et qui ne soit pas adressée à moi, mais à lui. Il propose en conséquence le projet de Note cy-joint, que lui adresseroit son Excellence², et dans laquelle elle lui diroit, que Sa Majesté, voulant témoigner au Pape sa satisfaction à l'occasion du voyage qu'il vient de faire en France, et prévoyant les difficultés qu'éprouvera le Concordat germanique, désire les applanir par son intervention ; qu'elle est instruite que l'Archi-Chancelier verroit avec plaisir que l'Evêque d'Orléans fut chargé de lever ces difficultés, par la voie des négociations ; qu'elle juge également cet Evêque digne de sa confiance, pour cet important objet et qu'elle désire vivement que Sa Sainteté lui accorde la sienne.

Muni de cette note, le Cardinal Légat s'engage à aller trouver le Pape, à lui en raconter le contenu *historiquement*, et comme une bonne nouvelle à laquelle il demande d'être autorisé, par le Pape, à répondre. Sa Sainteté ne pourra s'empêcher, dit Son Eminence, de payer l'Empereur de réciprocité, et alors le Légat fera à Son Excellence une réponse officielle, qu'il espère être satisfaisante, et qui doit consister, surtout, à dire, que Sa Sainteté accorde à l'Evêque d'Orléans, toute sa confiance, pour les négociations, dont il s'agit. Il ne restera plus après ce premier pas, qu'à déterminer sous quel titre l'Evêque d'Orléans sera revêtu de cette confiance, et cette détermination sera prise d'un commun accord, entre le Cardinal *Consalvi* et le Cardinal Légat, qui n'y voit plus aucune difficulté, dès que le Pape aura prononcé le premier mot, et l'aura autorisé, à l'écrire au Ministre.

Vous voyez que cette marche a l'air un peu timide et lente, mais c'est celle qu'il faut prendre, pour amener le Pape au point que l'on désire. Il faut que le Cardinal parle, sans que j'aie l'air d'être instruit ; il faut qu'il le fasse au nom du Ministre, pour qu'il soit autorisé à répondre par écrit ; il faut qu'il le fasse d'une manière historique et joyeuse, pour n'inspirer aucun soup-

1. Celle de Kolborn et celle de Talleyrand.

2. Ce projet de note avait été rédigé par Bernier.

çon, et favoriser l'impulsion qu'il veut donner ; il faut enfin qu'il se garde bien d'annoncer d'abord tout ce que l'on désire, ce seroit donner à l'affaire une tournure majeure, le Pape se méfieroit de ses Lumières, il consulteroit les Cardinaux, or vous savez combien quelques-uns d'entr'eux nous aiment ; il me semble, déjà, entendre crier à l'*abus*, le bon Cardinal Antonelli. Tout cela n'aura point lieu en suivant cette marche. Le Légat espère emporter la chose de suite, et le premier pas fait, il se croit sûr du reste.

Je vous abandonne donc entièrement cette affaire, je la confie à la bonté du Ministre, et à votre obligeance. Corrigez, retranchez, ajoutez au projet de Note comme vous l'entendrez, supprimez le même entièrement. Si vous croyez la chose, ou inconvénante ou impossible, je m'en rapporte entièrement à vous. Je vous prie d'excuser, auprès de Son Excellence, mes importunités. Vous ne devez, l'un et l'autre, les attribuer qu'à votre bienveillance pour moi ; elle seule m'enhardit, et m'inspire la plus vive reconnoissance pour vous.

Arch. Aff. Etr. Rome 937, f^{os} 364-365.

IV

CONTROVERSES ET POLÉMIQUES

18 frimaire an XI (9 décembre 1802).

Réponse à une lettre de Le Coz, Archevêque de Besançon, qui critique les rescrits du Cardinal Légat, autorisant les prêtres civilement mariés pendant la Révolution à recevoir le sacrement de mariage. Ces rescrits ne sont pas en contradiction avec la loi de l'Etat. Le Coz soulève des difficultés de forme, pour masquer son opposition de principe à la mesure sage, prise par l'Eglise et le Gouvernement. Les contradictions de l'Archevêque de Besançon.

Citoyen Conseiller d'Etat

J'ai lu attentivement la lettre que l'Archevêque de Besançon¹ vous a écrite le dix-huit brumaire. Les principes qu'elle contient, sont ceux des Evêques de Strasbourg et de Dijon² ; il est important que vous soyez prévenu des suites funestes qu'ils pourroient avoir. Ils ne tendent à rien moins, qu'à contrarier directement, l'enseignement de l'Eglise et les intentions bien connues du gouvernement.

C'est par l'ordre exprès du Premier Consul, que j'ai demandé, dans les négociations relatives au Concordat, la faveur que

1. Evêque d'Ille-et-Vilaine, le plus en vue après Grégoire des évêques constitutionnels, Claude Lecoz resta jusqu'au bout très attaché aux principes constitutionnels et gallicans, qu'il défendait et appliquait avec une intrépide ardeur. Il refusa, le 16 avril 1802, toute rétractation, démentit énergiquement tout ce que Bernier avait prétendu à ce sujet, ne se soumit au Pape qu'en 1804, le dernier de tous.

2. Jean-Pierre Saurine, évêque constitutionnel des Landes puis, évêque concordataire de Strasbourg, et Henri Reymond, évêque constitutionnel de l'Isère, puis, évêque concordataire de Dijon, avaient également démenti leur rétractation. Ils partageaient sur le mariage et sur la réconciliation des prêtres, mariés pendant la Révolution, la doctrine de Lecoz.

l'Eglise accorde aux prêtres qui se sont mariés, pendant la Révolution. On vouloit, même, faire de cette indulgence, un article du Concordat¹. Comment des évêques peuvent-ils donc la contrarier sciemment, aujourd'hui ? « Ils craignent, dit Monsieur Lecoq que leur diocèse n'en soit scandalisé ; ils veulent, ajoute-t-il, que la triste manie *de se laïciser, cesse à leurs prêtres*, et que les loix saintes reprennent leur empire ». Que penser de ces expressions ?

N'est-ce pas critiquer ouvertement, non la forme des rescripts donnés par le Légat, mais le fond même, de l'opération, et les intentions bienveillantes, du Premier Consul.

Monsieur Lecoq voudroit que le Légat bénit ces mariages à Paris dans sa chapelle. Vos vues, dit-il, seroient alors remplies, et moi je garderois un profond silence. Ces vues, qu'il vous attribue, déplaisent donc bien à Monsieur Lecoq, puisque non seulement il veut se décharger de leur exécution, mais encore, cacher leur accomplissement, sous le voile du profond silence. Si ces vues sont bonnes, pourquoi, sur un simple défaut de forme, refuser de les remplir ? Si elles sont mauvaises, pourquoi vouloir que le Légat se charge de leur exécution dans le secret ?

Mais est-il bien vrai, que les rescripts du Légat pèchent par leur forme, et soient en opposition avec les lois de l'Etat ?

Le Légat dit que le mariage des prêtres, dont il s'agit, est nul aux yeux de l'Eglise. Cette proposition est de toute vérité ; elle n'est opposée à aucune loi existante, elle n'attaque point le contrat ; elle dit seulement, qu'un contrat de mariage, fait par un prêtre, ne peut être manière compétente et valide, du sacrement

1. Le gouvernement avait inséré dans le deuxième, le quatrième et le cinquième projet de concordat une clause, en vertu de laquelle les prêtres mariés seraient réduits à la communion laïque. Rome ne se prêta pas à « faire de ce cas de conscience la matière d'un contrat ou d'une convention » (Bernier au Premier Consul, 11 juillet 1801. Boulay. *Documents*, T. III, p. 186) et proposa de régler la question par un bref, qui donnerait à un Légat les pouvoirs nécessaires. Ce fut le bref *Etsi Apostolici principatus*, adressé, le 15 août 1801, à Mgr Spina (p. p. T. Theiner. *Histoire des deux Concordats*, Paris 1869, 2 vol. in-8°. T. II, p. 74 à 77). Les facultés du Légat comportaient le pouvoir nécessaire pour la régularisation de ces mariages, selon la teneur du bref *Etsi Apostolici Principatus* (ibid. pp. 76-90).

de mariage, à raison de l'empêchement de l'ordre dont l'Eglise n'a pas dispensé. Tout cela ne prouve pas et ne suppose pas, que ce même contrat ne soit civilement valide. Mais l'Eglise qui doit juger, si telle matière d'un sacrement est suffisante ou non, conserve toujours le droit de ne pas conférer ce sacrement, si elle trouve dans la matière qui lui est présentée, un défaut essentiel¹.

1. La théologie de Lecoq, de Saurine, de Reymond se trouvait en parfait accord avec la doctrine de Portalis sur la nature du sacrement de mariage, et en opposition complète avec la théologie catholique. « Le sacrement de mariage, déclarait Portalis, distingué du mariage même, n'est, selon les auteurs les plus exacts, que le *rite institué par Jésus-Christ pour bénir l'union conjugale*. Ce rite consiste, d'après la tradition de l'Eglise, dans la bénédiction nuptiale que le prêtre donne aux époux ». Portalis. *Discours, rapports et travaux* (Paris 1845, in-8). *Sur la validité du mariage des protestants en France*, p. 451. Le mariage consiste dans le contrat civil, qui doit précéder la bénédiction et ne l'exige pas pour sa validité. Contrat civil, le mariage, « en soi, est un objet temporel »; la puissance civile est seule en droit de veiller sur sa validité; seule, elle peut établir des empêchements dirimants. « C'est d'après ces principes, exposait Portalis, que l'engagement dans les ordres sacrés, les vœux monastiques et la disparité de culte qui, dans l'ancienne jurisprudence, étaient des empêchements dirimants ne le sont plus. Ils ne l'étaient devenus que par les lois civiles, qui prohibaient les mariages mixtes, et qui avaient sanctionné par le pouvoir coactif les règlements ecclésiastiques, relatifs au célibat des prêtres séculiers et réguliers. Ils ont cessé de l'être, depuis que la liberté de conscience est devenue elle-même une loi d'Etat. » *Exposé des motifs du projet de loi sur le mariage*. Ibid., p. 180.

De ces principes qu'ils professaient eux-mêmes, Lecoq et ses collègues concluaient : 1° que la bénédiction nuptiale n'était pas indispensable, bien qu'on dût conseiller de la recevoir; 2° que sa formule ne correspondait pas à la réalité, d'où la modification que lui fit subir Reymond « *Vos, matrimonio junctos, benedico*, etc...; 3° que le mariage civil des prêtres était valide, quoique illicite.

Bernier répond à la critique de Lecoq par une distinction. Quand le Légat affirme que le mariage des prêtres est invalide aux yeux de l'Eglise, il n'attaque pas la validité du contrat civil, mais il nie la validité du sacrement. L'Eglise n'établit pas d'empêchement dirimant pour un contrat civil, mais elle détermine, comme c'est son droit, la matière compétente et valide du sacrement.

Cette réponse, plus diplomatique que théologique, joue sur les mots, et ne formule pas avec une netteté suffisante la distinction nécessaire. Car, théologiquement, le sacrement est constitué essentiellement par le contrat valablement conclu, c'est-à-dire, sans empêchement dirimant, et, quand l'Eglise « détermine la matière compétente et valide du sacre-

Il n'y a donc rien dans les expressions du Légat, qui puisse blesser les loix ; ni choquer Monsieur Lecoq.

Cet archevêque allègue l'arrêt de 1758, sur l'indissolubilité du mariage. Je ne vois pas quel rapport cet arrêt peut avoir, avec la matière présente. Loin de dissoudre le mariage, le Cardinal le confirme et le sanctionne, en permettant qu'il soit solennellement béni, il ne déclare de nullité existante, que dans la matière du sacrement, et non dans le contrat civil. Il lève cette nullité par sa dispense. La matière du sacrement devient alors digne de l'Eglise, et il permet en son nom, qu'on lui applique la bénédiction ¹. Je ne vois pas dans tout cela, ni un mariage dissout, ni des loix violées, ni des consciences blessées. Toutes ces déclamations, tombent sur des chimères ; on voit clairement, qu'elles ne sont imaginées, par Monsieur Lecoq, que pour se dispenser d'exécuter ce qui lui déplait ; il couvre sa répugnance personnelle du voile respectable des loix.

Doit-on s'étonner encore que le rescript exprime la clause de dispense *in utroque foro* ? Ne faut-il pas pour ces sortes de

ment », elle détermine bel et bien les conditions requises pour la validité du contrat. Il aurait fallu, pour être exact, distinguer le contrat civil entraînant des effets civils, et le contrat religieux, qui constitue, seul, pour la conscience chrétienne, le mariage, et s'identifie avec le sacrement. Mais, Bernier, de toute évidence, évite de formuler cette distinction, qui heurterait les principes de Portalis.

1. Bernier reprend la même position que plus haut ; pour réfuter cette objection de Lecoq, il cherche des termes équivoques, susceptibles d'être interprétés dans le sens de Portalis ou dans le sens de la théologie catholique ; il évite de dire que le mariage civil n'est pas un mariage au point de vue religieux, ce qui eût paru une hérésie au Directeur des cultes ; il évite également de dire que le mariage religieux est un contrat, ce que Portalis eût considéré comme une usurpation ; il semble identifier le sacrement avec la bénédiction, mais réintroduit la vraie nature contractuelle du mariage catholique, en parlant de « matière du sacrement ». De là, le flottement et les imprécisions de son langage, plus habile qu'exact. En réalité, le Légat ne confirme pas et ne sanctionne pas le mariage civil, contracté par les prêtres, en permettant qu'il soit solennellement béni ; il permet, par dispense de l'empêchement d'ordre, qu'un prêtre, ayant conclu un contrat civil, qui aux yeux de la théologie ne présente nullement les caractères d'un mariage, conclue un contrat religieux, absolument distinct du premier, et dans sa nature, et dans ses effets, reçoive par là même le sacrement de mariage et se trouve, au point de vue ecclésiastique, dans une situation matrimoniale régulière.

mariages, l'absolution sacramentelle des censures, encourues pour avoir violé la loi du célibat ecclésiastique, et la dispense extérieure de l'empêchement de l'ordre, pour appliquer valablement la forme du sacrement à la matière. Il faut donc réellement dispenser *in utroque foro*.

Il est faux que la clause de la légitimation des enfans, exprimée dans les rescripts qui émanent de la Pénitencerie romaine, soit contraire à nos libertés. Aucun n'est expédié sans cette clause, et jamais on ne s'est avisé de la censurer et de la rejeter. Ce que les libertés deffendent, c'est la légitimation civile, dont l'effet seroit, de donner à un père, un bâtard, pour héritier ; il est incontestable que l'Eglise n'a pas ce droit, elle ne juge point de ces sortes de matières. Aussi les Parlemens se sont-ils toujours élevés avec force contre cet abus. Mais ce n'est point de cette légitimation, dont il s'agit ici. Le rescript que nous discutons est de la Pénitencerie du Légat. Le propre de tous ces rescripts, est de n'avoir aucune suite dans l'ordre civil. Ils sont uniquement donnés pour tranquilliser les consciences. Tous les jours, de semblables brefs étoient expédiés de Rome, avant la Révolution ; ils étoient reçus et exécutés en France, sans éclat, sans murmures et sans réclamation. Cependant vos magistrats étoient assez zélés et assez clairvoyants, pour n'avoir pas souffert une clause, qui eut contrarié les libertés françaises. Ils savaient tous, que la clause, dont il s'agit, n'avoit pour but, que de rendre les enfans issus de ces sortes de mariages, aptes à recevoir les ordres, à la réception desquels, l'Eglise n'admet que ceux qui justifient être issus d'un mariage qu'elle a, elle-même, béni. Je ne vois rien dans ces principes, qui puisse blesser la délicatesse. L'Eglise a lieu de présumer qu'un enfant dont le père et la mère n'ont pas fait bénir leur mariage, n'a pas été élevé par eux dans des principes bien chrétiens ; elle refuse de l'admettre aux ordres sans dispense ou sans une légitimation spirituelle qui en tienne lieu. Peut-on lui faire un crime de cette conduite ?

Peut-on lui reprocher encore, comme le fait Monsieur Lecoq, l'indulgence dont elle use aujourd'hui, envers les prêtres mariés ? Est-il décent, est-il tolérable, qu'un archevêque se permette de dire qu'une conduite pareille, sollicitée par le Gouver-

nement, entraînera, parmi nous, la scandaleuse dégénération du clergé ? Qui respectera les décisions du Pape et les vues du Premier Consul, si les chefs de l'Eglise de France, sont les premiers à les censurer ? Ou Monsieur Lecoq a-t-il lu, que cette conduite étoit sans exemple ? Qu'il ouvre le 4^{ème} volume des conciles d'Angleterre, qu'il lise l'histoire du Pontificat de Jules trois et de Paul IV il en retrouvera mille exemples. Ce n'est que par une erreur, à peine concevable, qu'il peut avancer qu'une pareille conduite perdit le clergé d'Angleterre ; c'est tout à la fois se contredire, et avancer un fait, évidemment démenti par l'histoire.

Son assertion n'est pas mieux fondée, quand il prétend, que le Pape ne peut exercer, par ces sortes de rescripts, une juridiction immédiate en France. Il l'a exercée de tout temps cette juridiction, de l'aveu tacite ou exprès, de la puissance temporelle. Il l'exerce encore, en ce moment, à la réquisition de cette même puissance. On ne peut donc, sous ce rapport, en attaquer les actes.

Que dirais-je encore des expressions injurieuses, que se permet Monsieur Lecoq, contre les ecclésiastiques mariés ? Il les accuse de ne pas même croire aux sacrements ; quelle preuve en a-t-il, quand eux mêmes s'humilient et demandent qu'on les leur confère ? Il veut qu'ils réparent au moins par la pénitence d'une année, les scandales horribles, qu'ils ont donnés. Est-ce bien là, le véritable esprit ecclésiastique, dans les circonstances actuelles ? Que de maux ne produiroit pas ce rigorisme affecté ? Quels ennemis ne susciteroit-il pas au rétablissement de la religion ?

Ce que dit ce même archevêque, de l'esprit des habitans de Besançon, est absolument faux. Il se contredit lui-même ouvertement ; car il dit d'un côté, qu'on lui feroit un crime irrémissible, de bénir ces mariages, et, quatre lignes plus bas, il ajoute, que les mêmes hommes qui le blameroient, courent aujourd'hui chez ces prêtres mariés, et leur font publiquement des démonstrations d'amitié. Comment allier ensemble, deux assertions si opposées ?

Voici ce me semble, ce qu'on en peut évidemment conclure : Monsieur Lecoq désapprouve hautement la mesure sage et prudente, que le Gouvernement et l'Eglise ont prise en faveur des

prêtres mariés. Mais, comme il seroit peu décent, et dangereux peut-être, de déclarer ce système d'opposition, au gouvernement même, il prétend se servir des clauses du rescript pour en éluder l'exécution, et se dispenser de faire, ce que le gouvernement exige de lui. Voilà le fond de sa conduite et le vrai motif de son opposition.

Il est bien facile de la lever en ordonnant à Monsieur Lecoq de faire bénir le mariage, en faisant uniquement mention de la dispense, sans en relater les causes, ou même, en insérant dans l'ordre qu'il donnera pour cet objet, que la dispense aura son plein effet, sans rien préjuger sur les clauses, qui y sont exprimées.

Il est un fait certain, c'est que cette dispense est expédiée dans les formes ordinaires, qu'elle a été relue et considérée attentivement, par des hommes qui connoissoient tout à la fois les usages de Rome et nos libertés, et qui n'y ont rien trouvé qui ne soit conforme aux premiers et parfaitement d'accord avec les secondes.

Mais ce qu'il importe de peser murement, ce sont les conséquences qui résultent de la doctrine de Monsieur Lecoq. Il soutient ce double principe que le mariage est indissoluble, et que tout mariage contracté civilement, même avec un empêchement canonique dirimant, est valide ; d'où il suit évidemment qu'il n'y a plus aujourd'hui de nullité canonique dans ces mariages, et que, par conséquent, toutes les instructions données jusqu'à ce jour, pour favoriser, au moins une partie des divorces, en déclarant nul le premier mariage, sont en pure perte ; il n'y a plus aucun moyen de tranquilliser la conscience d'un françois divorcé, quand bien même son premier mariage, seroit canoniquement nul.

Ce n'est point là sans doute, ce que le gouvernement a prétendu ; une telle marche est en opposition formelle, avec les instructions, qu'il nous invite à suivre. Elle est inouïe dans l'Eglise, désespérante dans la société, et contraire à tous les principes reconnus jusqu'à ce jour.

Il est tellement vrai, que Monsieur Lecoq ne suit cette marche que par esprit de contradiction, qu'il vient, dernièrement encore, d'adopter d'autres maximes à l'égard d'un prêtre marié

de son diocèse. Voici le fait. Le prêtre s'étoit adressé à lui, avec dispense du Légat, pour faire bénir son mariage. Monsieur Lecoq l'avoit refusé. Le Légat sur ce refus, autorisa le Curé, dont ce prêtre étoit le paroissien, à passer outre. Quand Monsieur Lecoq a eu connoissance de cette autorisation, il a donné l'ordre à ce curé de ne donner la bénédiction nuptiale au prêtre marié, qu'après la *publication de ses trois bancs au prône de la messe paroissiale* ». Croirait-on que l'archevêque qui a donné cet ordre, soit le même qui ne veut pas qu'on parle du mariage des prêtres et qui désire que tout ce qui concerne cet objet ou ne se fasse pas, ou n'ait lieu que dans le plus grand secret ? Quelles singularités dans la conduite du même homme ? Comment veut-on qu'avec ces disparates, il obtienne la confiance de ses diocésains ?

Je conclus de tous ces raisonnements, qu'il importe essentiellement de rectifier par une instruction ferme et précise, la conduite de Monsieur Lecoq, et d'empêcher la propagation de sa doctrine sur le mariage, si l'on veut, que les instructions qui nous ont été données, le 10 prairial, soient exécutées.

39. — A Portalis.

Orléans, 12 thermidor an XII (31 juillet 1804).

Réponse à une dénonciation du Procureur de Blois contre les Carmélites, les Visitandines et les Ursulines de cette ville. Ces anciennes religieuses ne se réunissent que pour mettre en commun leurs faibles ressources et vivre dans des conditions moins pénibles; elles ne reçoivent pas de novices, elles ne font pas de vœux solennels. Au lieu de poursuivre de pauvres filles soumises au gouvernement, le Procureur Giot ferait mieux d'exécuter les ordres de l'Empereur, en arrêtant les dissidents, rebelles envers l'Eglise et l'Etat.

Excellence

Je m'empresse de répondre au deux lettres du Procureur Général Impérial près la cour de justice criminelle de Blois, relatives aux associations religieuses, dites des *Ursulines*, de *Carmélites* et de *Ste Marie* ¹.

Aucune des associations susdites n'existe à Blois dans son ancien état. De vieilles religieuses, les unes infirmes, les autres aveugles, se sont réunies avec des religieuses d'un âge moins avancé, pour consommer en commun leur pension, et s'aider mutuellement à vivre du travail de leurs mains. Un pareil projet n'a rien de répréhensible aux yeux d'un gouvernement sage et bienfaisant.

Deux ou trois personnes ont voulu partager le sort de ces religieuses ; elles étoient libres de vivre avec elles, de partager

1. Les 28 et 30 messidor an XII (17 et 19 juillet 1804), le Procureur Impérial de Blois, Giot, avait dénoncé à Portalis ces trois associations religieuses; non autorisées, elles étoient susceptibles des mesures de haute police, prévues par le décret impérial du 3 messidor an XII, sur les congrégations.

leurs travaux et de les aider de leurs ressources, en se conformant aux lois établies.

Aucune de ces personnes n'a fait de vœux solennels ; ils ont été défendus dans tout mon diocèse depuis mon entrée.

Si de pareils vœux avoient été faits, ils seroient nuls de plein droit, puisque leur validité dépend de l'approbation de l'Ordinaire. Je sévirois contre les prêtres qui recevraient de pareils vœux, malgré ma défense appuyée sur les lois existantes.

Il peut se faire qu'il y ait eu quelques cérémonies, faites pour la réunion de ces personnes aux anciennes religieuses, mais je garantis qu'il n'y a pas eu de vœux solennels.

Le Procureur impérial l'avoue lui-même, car il ne parle que d'un *voile blanc* et tout le monde sait que, dans les anciennes communautés, ce voile étoit reçu sans aucun engagement.

Ces anciennes religieuses n'ont point de novices. Monsieur le Procureur Général se contredit lui-même en l'affirmant, car il annonce que celle qu'il donne pour *postulante* est actuellement à Mer, pour affaires de famille. Or, il est de fait que, suivant les règles, aucune postulante ne pouvoit sortir pendant son noviciat. Ces vieilles religieuses reconnoissent pour supérieur légitime moi, comme évêque, et Monsieur Gallois, comme curé, preuve certaine qu'elles ne sont plus ce qu'elles étoient autrefois, puisque les Carmélites n'obéissent qu'à des Visiteurs, nommés par le Saint Siège, et n'étoient pas soumises à l'évêque diocésain.

Il n'existe que quatre associations de Carmélites en France, qui reconnoissent l'autorité des évêques, conformément au Concordat, savoir, celle de la rue d'Enfer à Paris, les religieuses des deux anciennes communautés de mon diocèse, et celles de Tours. Toutes les autres se prétendent exemptes, et n'obéissent qu'à leurs Visiteurs. Par quelle fatalité se fait-il donc que les plus obéissantes soient poursuivies les premières ? Cette position n'est pas encourageante.

Que sera-ce, si je vous découvre la petite omission faite par Monsieur le Procureur Impérial ? Il ne vous désigne que trois

1. Bernier joue sur les mots. Fouché n'en fut pas dupe qui lui fit demander le 16 thermidor (4 août) par Réal, si les religieuses ne faisaient point d'autres vœux que les vœux solennels. (Arch. Nat. F7 8063).

réunions de religieuses à Blois, et, cependant, il en existe une quatrième, qui ne me reconnoît pas. Elle est composée d'Ursulines *dissidentes*, qui reconnoissent Monsieur de *Thémines*, le prêtre *Habert*, son agent, et méprisent également le Concordat et l'ordre actuel. Elles vivent ensemble, comme les autres, et cependant Monsieur le Procureur *n'en dit rien* ¹.

Il y a plus, on chansonne le gouvernement à Blois, on cherche à le ridiculiser à Vendôme, on fait, dans cette dernière ville, des sépultures publiques, avec l'appareil religieux des cierges et de la croix, sans prêtre et sans commissaire de police, après avoir signifié au curé qu'on ne veut ni de son ministère, ni de ses cloches, ni de son Concordat. Quatre prêtres insermentés et fanatiques essayent de bouleverser toute cette ville et son arrondissement. Leur patriarche *Thoinier* publie des circulaires, ordonne des prières publiques pour l'extinction du Concordat actuel et la formation d'un nouveau Concordat, par les anciens évêques réunis. Je vous envoie même les répons et l'oraison, qu'ils récitent pour cet objet. Les propos les plus infâmes se tiennent, à l'instigation de ce même *dissident*. Vous en jugerez par la lettre ci-jointe, et tout cela se passe sous les yeux de Monsieur le Procureur Impérial qui, au lieu de tourner de ce côté toute sa sollicitude, s'appesantit entièrement sur de misérables religieuses, qui ne demandent qu'à consommer dans l'oubli leurs dernières années et leurs dernières ressources. Cette idée est pénible, je me garderai bien d'en tirer aucune conséquence. Voilà les faits, je les garantis sur ma conscience ².

Maintenant, Excellence, après avoir rempli ce devoir que la

1. En mars 1803, quatre Ursulines, inspirées par le prêtre Habert, ancien secrétaire de M. de Thémines, évêque non démissionnaire de Blois, quittèrent leur communauté, pour se retirer dans une maison où elles formèrent une communauté dissidente. Le préfet Corbigny, par opposition contre M. Gallois, curé de St Louis de Blois et vicaire général de Bernier, les avait soutenues.

2. Thoinier, Beaunier, Compoint et Bonneau, avaient constitué dans le Vendômois une église dissidente, qui se rattachait à M. de Thémines, et refusait de reconnaître le concordat. Décrétés d'arrestation, ils demeuraient insaisissables. Le 25 juin 1804, avait eu lieu, à Vendôme, l'enterrement clandestin du sieur Adam, sans aucune assistance du curé concordataire, Hersant. De toute évidence, les dissidents avaient des complices et des protecteurs dans l'administration et la police.

sincérité m'impose, il me reste à vous conjurer de laisser ces bonnes religieuses s'éteindre tranquillement, sur les promesses solennelles que je vous fais par la présente, qu'elles ne formeront aucune novice, que dans le cas où elles viendroient à y être autorisées par le gouvernement. Je crois avoir assez prouvé mon dévouement à Sa Majesté Impériale pour qu'on puisse croire à mes paroles. Je suis d'ailleurs à la tête de mon diocèse pour répondre de ce qui se passera.

Je vous renvoie les deux lettres du Procureur Impérial. Je ne fais qu'une réflexion sur son rapport. Votre Excellence peut se rappeler qu'il lui annonçait, il y a quinze jours, la mort de Monsieur Adam, *prêtre dissident* à Vendôme. Monsieur Adam n'est point mort ; il est encore plein de vie.

Le même Procureur lui annonçoit, deux jours après, que ce n'étoit pas ce prêtre dissident, mais un laïque de ce nom qui étoit mort. Le prêtre Adam n'est point dissident, et s'il l'eût été, Monsieur le Procureur Impérial étoit en faute, car Sa Majesté Impériale lui a donné, devant moi, l'ordre de les arrêter.

Enfin, Monsieur le Procureur Impérial cherche, dans la même lettre, à excuser les dissidents de Vendôme sur l'enterrement qu'ils avoient fait, sans appel du curé ni du commissaire de police, en disant qu'ils prétendoient ne pas être les auteurs d'un pareil éclat. Une réflexion se présente ici naturellement ; par quelle voie Monsieur le Procureur Impérial a-t-il pu connoître la pensée des dissidents, sans pouvoir remonter à l'endroit où ils sont ? Cependant, depuis deux mois et demi, les dissidents sont sous les liens d'un mandat d'arrêt, lancé par ordre exprès de l'Empereur et on les excuse !... et on sait quels motifs ils allèguent pour se rendre excusables !... et le magistrat qui tient ces motifs d'une bonne source ne sait pas où sont ceux qui les allèguent !... Il fait beaucoup de bruit contre des religieuses qui ne font rien et laisse tranquilles des hommes qui troublent tout ! Peut-on concevoir qu'il réserve ses excuses pour des hommes en rébellion ouverte contre le gouvernement, et ses poursuites con-

1. Le sieur Adam, clandestinement enterré, étoit un ancien marchand gantier. Giot l'avait confondu avec un chanoine de Blois, de même nom.

tre de vieilles femmes, qui prient pour la prospérité de l'Empire ?

Mais, je m'arrête, les conclusions à tirer d'une pareille conduite seroient trop fortes pour que je puisse me permettre de les indiquer.

A côté de ce qu'on a pu dire des religieuses de Blois, je placerai ce qu'elles m'ont écrit quand je leur ai annoncé qu'elles pouvoient rester réunies, jusqu'à ce que vous ayez mis leur demande sous les yeux de Sa Majesté. Vous verrez par leurs lettres combien leur soumission est parfaite, et combien peu elles méritent qu'on cherche à les troubler. Quelle différence entre leurs sentimens et ceux des personnes, qu'on trouvait encore excusables malgré leurs délits !

Arch. Nat. F⁷ 6337.

6. Bernier joignait, à sa lettre une lettre où Marie Julie Chiquot, « ancienne carmélite », le priait d'assurer Sa Majesté » que nous avons été et sommes soumises à son gouvernement » et que, « si nous sommes réunies, nous n'avons d'autre intention que de remplir nos saints devoirs... afin que les prières continuelles que nous offrons au Seigneur pour la paix de l'Eglise et de l'Etat, pour la conservation de l'Empereur, ayant plus de force, attirent les plus précieuses grâces sur lui et son gouvernement. »

40. — A Portalis.

Orléans, 5 août 1806.

Bernier condamne les mesures violentes, proposées par le préfet Corbigny contre les dissidents. Seul, l'éloignement de Thoinier et de Beaunier peut mettre fin à la dissidence. Les responsables.

Excellence

Je me hate de répondre à votre lettre d'hier relative aux dissidens de Vendôme. Je n'ai pu lire, sans frémir, le projet que Monsieur le Préfet vous propose¹ ; le mettre à exécution, ce seroit rendre à jamais odieux, dans ce pays, le gouvernement et la religion, ce seroit produire cent fois plus de mal, qu'il n'en existe.

Monsieur le Préfet est, sans doute, trompé, quand il propose de pareilles mesures, il ne remonte pas à la source, et cela néanmoins lui était facile.

Cette misérable dissidence sur laquelle j'avois cru, et je crois encore que le temps fera plus que tout le reste, se compose de quelques dévotes que Monsieur Thoinier confessoit, et qui ont suivi les erremens de leur directeur, d'un certain nombre d'individus qui épousent la querelle de M. Thoinier, non par religion, mais par haine contre Sa Majesté et le gouvernement, et, enfin, de quelques jacobins, conduits par un nommé Hésine, qui partagent avec les autres leur aversion pour le gouvernement².

Ces deux dernières sections du parti ne tiennent point à la religion, elles veulent uniquement *contredire* ; elles feront ce

1. Corbigny proposait des mesures radicales, soit des dragonnades, avec occupation par des troupes, spécialement envoyées, des maisons habitées par les dissidents, soit l'arrestation massive de tous les partisans de la secte. Bernier voulait simplement qu'on éloignât les deux chefs, Thoinier et Beaunier.

2. Ancien maître de mathématiques au collège de Pontlevoy, jacobin et terroriste ardent, Hésine avait pris une part active à la Révolution dans le Blésois, comme procureur du district de Pithiviers, puis comme agent national du district de Blois, secrétaire de mairie de la municipalité de Vendôme sous le Directoire, il avait été destitué, en 1787, pour avoir participé au mouvement babouviste. On trouve sur lui de nombreux détails dans les *Mémoires* de Dufort de Cheverny, T. II.

qu'elles font aujourd'hui, persuadées que les mesures que l'on prendra, ne les atteindront pas.

Ces mesures tomberont donc, en dernière analyse sur des dévotés et dévots trompés par un directeur fanatique, et qui, si ce directeur étoit éloigné, reprendroient, peu à peu, le cours ordinaire de leurs exercices religieux, sous la direction des prêtres soumis au Concordat. Il n'y a donc comme vous le voyez, aucun motif pour déployer l'excessive rigueur que l'on vous propose.

Quant aux deux prêtres *Thoinier et Bosnier*, je vous l'ai déjà dit, il n'y a aucune espérance de les faire changer ; ils sont l'un et l'autre fanatisés au dernier point. Ils prétendent avoir des révélations, ils prophétisent, ils excommunient. *M. Thoinier* a un *Christ* qui lui parle, une *Vierge* qui l'avertit, par le mouvement de ses yeux. Son père et son frère sont morts fous ; il paroît que c'est une maladie de famille, et qu'il en est vivement attaqué ; il y a des traits uniques de fanatisme de sa part qu'il serait trop long de vous rapporter. *Bosnier* est un peu plus délié.

Comme je vous dois la vérité toute entière, il me reste à vous parler de ce qui a retardé jusqu'ici leur éloignement. Ils se sont crus soutenus et ils le sont. Quand, la première fois, on donna l'ordre de les arrêter, on suspendit l'exécution de cet ordre jusqu'au lendemain, six heures du matin, pour leur donner le temps de s'évader et, pendant toute la nuit, ils se promenèrent dans les rues de Vendôme pour enlever leurs effets. Il en a été de même de tous les autres ordres subséquents.

La raison en est fort simple. *M. Chaton*, Commandant de la Gendarmerie, est intimement lié avec le Maire de Vendôme. Il ne fait rien, sans que celui-ci le sache. Or, ce maire de Vendôme est le proche parent et l'ami de *M. Thoinier*, son épouse tient à la dissidence, et est dirigée par *M. Thoinier*. Comment après cela veut-on, que les ordres du gouvernement s'exécutent, et que les chefs de la dissidence ne soient pas avertis ? Aussi, dernièrement, écrivait-on, de Vendôme, ici, qu'on y avait fait une perquisition, mais que le *Saint homme* averti à temps, n'avait eu

1. Depuis février 1804, *Thoinier* était poursuivi par le lieutenant *Chaton*, qui jamais ne réussit à le capturer. Il mourra dissident le 7 mai 1835.

2. Le maire de Vendôme était alors *M. de Boisrichard*.

rien à craindre. Il se sert de ces avis pour paraître prophète, et ce même jour, lorsqu'une de ses affidées, voyant les perquisitions commencées, alla toute effrayée, l'avertir, ne sachant pas qu'il l'eût été déjà, il lui dit d'un ton d'illuminé : « Allez ma fille, soyez tranquille, mon heure n'est pas venue ; ils ne viendront pas jusqu'à moi ; mon crucifix m'a prévenu de tout, ils s'arrêteront à telle maison ». Ce qui effectivement eut lieu. Ainsi, vous voyez comment le fanatisme emploie, pour égarer, les avis qu'on lui donne.

Je crois qu'au lieu de tant de mesures rigoureuses, un avis menaçant et ferme donné à M. Chaton, avec deffence de rien dire au Maire, vaudrait beaucoup mieux que tout le reste. S'il craignait sa destitution, il marcheroit beaucoup mieux. Quant à M. le Maire de Vendôme, il n'y a rien à en espérer, c'est sa femme qui le mène, et c'est, sous sa tutelle, qu'il administre cette ville, tant bien que mal.

Il est certain que si ce misérable parti n'est pas détruit, c'est parce que les administrations ne l'ont pas voulu, et que plusieurs des membres n'étaient pas fâchés de voir cette dissension, comme ils ne seraient pas fâchés aujourd'hui de voir prendre des mesures exagérées, pour crier ensuite au despotisme¹. Je le répète ; qu'on se garde bien de les adopter, elles produiraient, en pure perte, les plus mauvais effets.

Je suis bien loin de solliciter l'emprisonnement d'aucun prêtres dissidens, mais vous m'avez demandé la vérité, j'ai du vous la dire. Si M. Chaton commandait ailleurs qu'à Vendôme, si un autre que M. de Boisrichard en était Maire, il ne serait bientôt plus question de rien. Le Sous-Préfet, bien intentionné, mais borné, est sans cesse trompé par les deux².

P. S. Il est inutile, je crois, de vous demander que cette lettre ne parvienne à la connaissance d'aucune des personnes qui y sont dénommées.

Arch. Nat. F¹⁹ 5692.

1. Ce paragraphe semble viser particulièrement le préfet Corbigny, avec lequel Bernier se trouvait constamment en opposition et qui adopta toujours, vis à vis du gouvernement, une allure assez indépendante.

2. Le sous-préfet Lefèvre était en effet bien intentionné, mais se laissait trop facilement duper par les partisans de Thoinier.

V

LA DISGRACE DÉFINITIVE

41. — A Talleyrand.

27 ventôse an XIII (18 mars 1805).

Lettre d'adieu et offres de service.

Monseigneur,

Je me suis présenté pour offrir mes hommages à Votre Excellence et prendre congé d'elle. Je n'ai point été assez heureux pour La rencontrer. Des occupations majeures doivent, en ce moment surtout, fixer toute votre attention. Je me reprocherois de vous dérober un seul des instans si utilement employés pour le bonheur de ma patrie et le repos de l'Europe. Je ne veux que vous recommander, comme un objet très secondaire, mes faibles intérêts. Daignez vous en occuper quelquefois et vous souvenir que je suis à vos ordres et prêt à faire, avec autant de plaisir, que de zèle, ce que vous jugerez utile. Je pars de suite pour Orléans. Mes devoirs et *mes besoins lexigent* 1. Votre Excellence m'y trouvera toujours aussi dévoué au Gouvernement et à Sa personne 2, qu'elle peut le désirer.

Arch. Aff. Etr. Rome 937, f° 382 (lettre autographe).

1. Bernier, disgracié par l'Empereur, est renvoyé à Orléans, d'où il ne sortira plus que pour mourir. Ce départ forcé fut aussi rapide qu'inattendu.

2. Bernier avait été frappé, sur la fin de 1802, d'une première disgrâce, mais Talleyrand, qui avait besoin de ses services et qui le protégeait, l'avait fait rappeler, à plusieurs reprises, pour traiter différentes affaires, notamment le concordat italien et la venue du Pape à Paris. Bernier espérait bien qu'après sa seconde disgrâce de mars 1805, le ministre des Affaires étrangères réussirait encore à l'imposer. En quittant Paris, il écrivit à Caprara et à Portalis une lettre analogue, pour leur offrir également ses services, et solliciter leur appui.

42. — A Talleyrand.

9 vendémiaire an XIV (1^{er} octobre 1805).

Bernier lui envoie un mandement.

Excellence

Vous avez daigné accueillir quelquefois avec bonté les faibles efforts de mon zèle. C'est par suite de cette indulgence de votre part que je prens la liberté de vous adresser le nouveau mandement que je viens de publier¹. Puisse Votre Excellence l'accueillir avec sa bienveillance ordinaire ! Cet ouvrage fait à la hâte ne vous offrira que des expressions de mes sentimens invariables. J'en recommande les incorrections à votre indulgence, si toutefois au milieu de vos immenses occupations, vous daignez y jeter les yeux et vous souvenir de son auteur.

Arch. Aff. Etr. Mémoires et documents. France. 1415, f° 191 (lettre autographe).

1. Le mandement envoyé est celui du 8 septembre 1805, « ordonnant des prières pour la prospérité des armes de Sa Majesté l'Empereur des Français et roi d'Italie ».

43. — A Talleyrand.

22 brumaire an XIV (13 novembre 1805).

Bernier lui adresse un second mandement.

Monseigneur

J'ai reçu avec une satisfaction, qu'il me seroit bien difficile d'exprimer la lettre que vous avez bien voulu m'écrire. Elle m'enhardit à présenter à Votre Excellence un nouveau mandement¹, qui sera, j'en suis sur, accompagné de plusieurs autres, dans le même genre. Je prévois, qu'à la fin, je ne trouverai plus rien dans l'écriture et que ma mine sera épuisée. Dieu le veuille ! Puissent nos ennemis préparer par leurs désastres un nouveau champ à votre diplomatie ! Vous couperez en plein drap et nul ministère n'aura été plus brillant que le vôtre. Je suis bien sensible au souvenir de M. Auguste². Pendant qu'il

1. Le mandement dont il s'agit est celui du 31 octobre 1805, « qui ordonne que le *Te Deum* sera chanté, en actions de grâces des victoires remportées par Sa Majesté en Allemagne ». Ce mandement célèbre la capitulation d'Ulm dans des termes manifestement inspirés de Bossuet.

Bernier avait déjà envoyé à Talleyrand son mandement du 28 septembre, « ordonnant des prières publiques pour la prospérité des armes de Sa Majesté l'Empereur des Français et Roi d'Italie ». Le ministre avait répondu par des félicitations et des remerciements, comme on le voit par une lettre du 21 vend. an XIV (13 octobre 1805), adressée à d'Hauterive. « Je suis aujourd'hui dans les évêques. J'écris à celui d'Evreux et à celui d'Orléans qui a voulu que je lusse son mandement, et qui n'est pas du nombre de ceux à qui on peut demander s'ils en font autant ». *Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon, 1800-1809*, p. p. P. Bertrand. Lettre XXVII.

2. Auguste Louis de Talleyrand-Périgord, neveu du ministre, marié à Caroline d'Argy, habitait le château de la Ferté-Saint-Aubin, propriété de sa femme. Bernier avait béni son mariage, en août 1804. Voir à ce sujet : lettre 15, p. 42. L'évêque d'Orléans s'autorisait de ses relations avec le neveu pour garder contact avec l'oncle. Il espérait toujours un retour de fortune par l'intervention de ce dernier, surtout au moment où les victoires de l'Empereur posaient à nouveau la question allemande. Cet espoir fut déçu.

gemit sur les bords du Rhin ou du Danube, sa charmante épouse le voudroit bien à la Ferté. Elle m'honore de sa visite le lendemain du jour, ou je recus votre lettre. Je ne manquai pas de lui parler de l'agréable mari. Rien n'étoit plus touchant que l'expression de sa joie, mais le refrain de toutes ses phrases étoit ; quand reviendra-t-il ? Je lui fis espérer que tout seroit fait, en deux campagnes, et que, comme les campagnes, avec l'Empereur, ne duroient qu'un mois, elle étoit dèsja à la moitié de son deuil.

Excusez, Monseigneur, la longueur de ce griffonage. Je me reprocherois de vous dérober des instans, s'il ne s'agissoit d'une famille que vous aimez. Je ne vous demande de plus qu'une ligne pour vous renouveler l'expression de la reconnaissance que m'inspirent vos bontés pour moi.

Je suis avec respect.....

Arch. Aff. Etr. Mémoires et documents. France 1415, f° 201 (autographe).

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. — Les écrits de Bernier. Ceux qui ont été perdus : ceux qui nous restent; ceux qui ont été édités. Leur intérêt littéraire, historique, psychologique..... p. I

I. — Débuts d'épiscopat.

- 1° A MM, Blain, Blanbisson, et Métivier, administrateurs du diocèse d'Orléans. — Bernier, nommé évêque d'Orléans, répond aux félicitations, que lui adressent ces trois administrateurs apostoliques du diocèse; il continuera avec eux leur œuvre d'union.. p. 1
- 2° A Portalis. — Bernier est appelé à Angers où l'évêque Charles Montault rencontre une vive opposition..... p. 5
- 3° A Portalis. — A Angers, Bernier a réuni les esprits; l'installation de l'évêque s'est heureusement effectuée. Opposition de huit constitutionnels soutenus par les théophilanthropes. Maladresses de l'évêque et de l'Abbé Lenoir..... p. 7
- 4° A Portalis. — Installation de Bernier à Orléans..... p. 10
- 5° A Portalis. — Bernier lui envoie l'acte de sa prise de possession. Dispositions du clergé p. 13
- 6° Rapport au Citoyen Portalis, Conseiller d'Etat, sur l'installation de l'évêque d'Orléans à Blois. — Réception des autorités. Réception du clergé thémisien, des constitutionnels. Dispositions des deux clergés. La Prise de possession. La messe pontificale. Les vêpres et la procession. Organisation provisoire du culte dans la ville de Blois. p. 15
- 7° A MM. les Vicaires Généraux d'Orléans résidant à Blois. — Bernier leur adresse une décision du Légat relative à la promesse de fidélité p. 20
- 8° A Portalis. — Bernier lui envoie la lettre pastorale qu'il a publiée pour sa prise de possession. Le schisme terminé à Blois. Incidents à Angers. L'affaire de Saint Sanson..... p. 22
- 9° A MM. les Vicaires Généraux d'Orléans à Blois. — Bernier a reçu de Rome la Bulle confirmative de son élection et un bref élogieux du Pape..... p. 25
- 10° Au Cardinal Consalvi. — Bernier est revenu à Paris pour la continuation des affaires ecclésiastiques. Remerciements pour le Bref de Sa Sainteté. Le mariage des réguliers. Offres de service. p. 26

- 11° A Portalis. — Sur la disgrâce du préfet d'Angers et le discrédit de l'évêque p. 28

II. — Le voyage de Pie VII à Paris et le Sacre de l'Empereur.

- 12° Au Maire d'Orléans. — Les Orléanais demandent que le sacre de l'Empereur ait lieu dans leur cathédrale. Bernier présentera leur vœu à Sa Majesté, mais il craint que la cérémonie ne soit déjà fixée à Paris de façon définitive..... p. 33
- 13° A Talleyrand. — Bernier adresse à Talleyrand le projet d'une note relative au voyage du Pape. Dans quel esprit il a conçu cette note; quelles réponses il a cru devoir apporter aux objections de Rome et à ses demandes. Les articles organiques et les libertés gallicanes. Les évêques anciens constitutionnels..... p. 34
- 14° A Talleyrand. — Rome satisfaite de la note française du 18 juillet. Le voyage du Pape est décidé. Consistoire prochain. La lettre d'invitation à envoyer au Pape. Les cardinaux qui doivent accompagner le Pape p. 39
- 15° A Talleyrand. — Sur le courrier arrivé de Rome, la venue certaine du Pape et le prochain mariage d'Auguste de Talleyrand. p. 42
- 16° A Talleyrand. — Le Légat désire se rendre auprès de l'Empereur. Les frais de voyage du Pape p. 43
- 17° A Talleyrand. — Le Pape est résolu à sacrer l'Empereur. La lettre d'invitation à lui envoyer. Annonce d'une note de Caprara relative au couronnement civil p. 45
- 18° A Messieurs les Curé et Fabriciens de Montargis. — Bernier leur annonce le prochain passage de Pape à Montargis. Dispositions à prendre pour la réception du Souverain Pontife..... p. 47
- 19° A Messieurs les Fabriciens de Montargis. — Bernier annonce l'arrivée du Pape pour le 22 novembre, l'itinéraire ayant été modifié. p. 50
- 20° A Caprara. — Bernier voudrait que le Souverain Pontife s'arrêtât à Montargis, au lieu de faire étape à Nemours. Avantages de cet itinéraire. Il prie Caprara de lui faire connaître les intentions de l'Empereur à ce sujet p. 52
- 21° Au Cardinal Fesch. — Excuses de Bernier retenu à la chambre par un accident. Sur la conduite de Reymond, évêque de Dijon. p. 54

III. — Les affaires religieuses d'Allemagne. — Le Concordat allemand. — La translation à Ratisbonne du siège archiépiscopal et du Chapitre de Mayence. — La candidature de Bernier à la Légation pontificale d'Allemagne.

- 22° Au Premier Consul. — Bernier prévient le Premier Consul des réclamations que le Pape élèvera dans le prochain consistoire contre la sécularisation des biens ecclésiastiques en Allemagne.. p. 59
- 23° Au Premier Consul. — Dans un bref relatif aux affaires religieuses d'Allemagne, le Pape demande la médiation du Premier Consul

pour la conclusion d'un Concordat germanique. Bernier soumet à Bonaparte le Bref pontifical que le Cardinal Caprara se propose de lui adresser. Avantages que présente la publication de ce bref pour la politique extérieure et intérieure de la France. p. 61

- 24° A Talleyrand. — Sur la translation du siège et du chapitre de Mayence à Ratisbonne.

Chargé par Talleyrand de négocier cette affaire, Bernier s'en est entretenu directement avec le Pape. Comment il a délimité la question : il ne s'agit pas du Concordat germanique mais de la situation particulière de Dalberg; il s'agit d'un titre archiépiscopal définitif.

Difficultés opposées par le Pape à la translation du chapitre de Mayence et à son union avec le chapitre de Ratisbonne; la noblesse des chanoines, la forme d'élection en usage à Mayence qui doit être sauvegardée.

L'étendue du diocèse de Ratisbonne, de la juridiction métropolitaine de Dalberg.

Le Pape satisfait des explications de Bernier retire l'affaire aux cardinaux; il avoue que vis à vis de l'Autriche, il s'est engagé à ne point conclure à Paris le Concordat germanique..... p. 63

- 25° Mémoire au Pape sur la translation du siège et chapitre de Mayence à Ratisbonne. — Le gouvernement français demande :

1° que le siège archiépiscopal et primatial de Mayence soit transféré à Ratisbonne. Exigée par la suppression du siège de Mayence, demandée par l'Empire, acceptée par les Princes, cette translation peut et doit même se décider à Paris;

2° que l'ancien chapitre de Mayence soit transféré à Ratisbonne, uni au chapitre de cette ville pour former le chapitre métropolitain et primatial chargé d'élire l'Archevêque Electeur, dans la forme usitée à Mayence; cette solution sauvegarde les droits des deux chapitres intéressés et s'accorde avec le recès d'Empire;

3° que la juridiction épiscopale de l'Archevêque de Mayence soit définie;

4° que sa juridiction métropolitaine soit étendue à tous les diocèses d'Allemagne qui ne sont pas soumis à l'Autriche ni à la Prusse. Toutes ces demandes se rapportent à des points déjà décidés par la Diète et ne relèvent pas du Concordat germanique qui porte seulement sur des articles qui n'ont pas encore été réglés.

Le titre de Primat doit être maintenu..... p. 68

- 26° Au Pape. — L'union des deux chapitres de Mayence et de Ratisbonne peut être prononcée par le Pape à Paris..... p. 77

- 27° A Talleyrand. — Bernier adresse à Talleyrand copie de son mémoire au Pape. Une seconde note a été remise sur l'organisation du chapitre de Ratisbonne..... p. 79

- 28° Au Cardinal Antonelli. — Bernier lui communique ses observations sur le projet d'acte consistorial. Aucune mention n'y est faite de

la Primatie de l'Archevêque de Mayence. Reconnue dès le x^e siècle, sanctionnée par le Conclusum du Recès d'Empire, cette Primatie ne présente rien d'alarmant pour le Saint Siège; aucune mention n'y est faite non plus de l'article concernant la juridiction de l'Archevêque de Ratisbonne sur tous les diocèses d'Allemagne; diverses corrections qui doivent être faites au projet, p. 80

- 29° Au Pape. — Sur deux articles essentiels omis dans le projet d'acte consistorial : la Primatie de l'Archevêque de Ratisbonne, l'extension de sa juridiction à tous les diocèses d'Allemagne.... p. 86
- 30° A Talleyrand. — Bernier a reçu le projet d'Acte consistorial concernant l'érection du siège de Ratisbonne en métropole. Difficultés relatives à la Primatie, à l'extension de la juridiction de Dalberg. Bernier a remis une note à ce sujet. Antonelli et Cobenzl. p. 89
- 31° A Talleyrand. — Bernier adresse à Talleyrand le projet d'Acte consistorial avec les changements qui lui paraissent nécessaires. Deux points accessoires restent à régler : la primatie, l'extension de la juridiction métropolitaine de Dalberg. Bernier a vu le Pape à ce sujet; il espère bien de ses dispositions p. 91
- 32° A Talleyrand. — Sauf une clause qui réserve au Saint Siège le droit de statuer sur la division des provinces ecclésiastiques d'Allemagne, quand on fera une nouvelle circonscription des diocèses dans ce pays, tout est réglé touchant la translation du siège de Mayence à Ratisbonne, l'organisation du chapitre métropolitain, la Primatie, la juridiction archiépiscopale de Dalberg sur tous les évêchés d'Allemagne non soumis à l'Autriche et à la Prusse. Satisfaction de Dalberg p. 93
- 33° A Talleyrand. — L'accord est entièrement conclu. Son importance pour l'Archichancelier et pour la politique française en Allemagne. Le prochain consistoire du 1^{er} février..... p. 97
- 34° A Talleyrand. — Bernier lui adresse l'acte consistorial avec indication des dernières corrections..... 99
- 35° A Talleyrand. — Bernier lui adresse copie d'une lettre où M. de Kolborn, au nom de l'Electeur Archichancelier, propose à Bernier, au nom de Dalberg, le titre et les fonctions de Légat en Allemagne. Bernier adresse à Talleyrand la lettre où M. de Kolborn lui transmet cette proposition. Les précédents. Avantages d'un titre moins éclatant p. 100
- 36° Projet de note à remettre à Son Eminence le Cardinal Légat, par Son Excellence Monseigneur le Ministre des Relations Extérieures. — Pour témoigner au Pape, qui est venu le sacrer, sa reconnaissance, l'Empereur est tout disposé à intervenir dans les affaires religieuses d'Allemagne comme le Saint Siège le lui a demandé. Il propose donc pour amener dans ce pays une heureuse solution des difficultés pendantes, le concours de Bernier. Honoré de la confiance de l'Empereur, de celle de Dalberg, de celle du Pape, l'évêque d'Orléans réaliserait « l'unité d'action » nécessaire au succès des négociations p. 102

- 37° A Monsieur... — Bernier expose le plan à suivre pour lui obtenir la Légation d'Allemagne. Une note de Talleyrand déterminerait une démarche du Légat auprès du Pape. Sous quel jour le Légat présenterait l'affaire p. 104

IV. — Controverses et polémiques.

- 38° La doctrine du Mariage. — A Portalis. — Réponse à une lettre de Le Coz, Archevêque de Besançon qui critique les rescrits du Cardinal Légat autorisant les prêtres civilement mariés pendant la Révolution à recevoir le sacrement de mariage. Ces rescrits ne sont pas en contradiction avec la loi de l'Etat. Le Coz soulève des difficultés de forme pour masquer son opposition de principe à la mesure sage prise par l'Eglise et le Gouvernement. Les contradictions de l'Archevêque de Besançon..... p. 109
- 39° La liberté de la vie religieuse. — A Portalis. — Réponse à une dénonciation du Procureur de Blois contre les Carmélites, les Visitandines et les Ursulines de cette ville. Ces anciennes religieuses ne se réunissent que pour mettre en commun leurs faibles ressources et vivre dans des conditions moins pénibles; elles ne reçoivent pas de novices, elles ne font pas de vœux solennels. Au lieu de poursuivre de pauvres filles soumises au gouvernement, le Procureur Giot ferait mieux d'exécuter les ordres de l'Empereur en arrêtant les dissidents, rebelles envers l'Eglise et l'Etat p. 117
- 40° La dissidence de la Petite Eglise. — A Portalis. — Bernier condamne les mesures violentes proposées par le préfet Corbigny contre les dissidents. Seul l'éloignement de Thoinier et de Beaunier peut mettre fin à la dissidence. Les responsables.... p. 122

V. — La disgrâce définitive.

- 41° A Talleyrand. — Lettre d'adieu et offres de service..... p. 127
- 42° A Talleyrand. — Bernier lui envoie un mandement..... p. 128
- 43° A Talleyrand. — Bernier lui adresse un second mandement. p. 129

INDEX NOMINUM

Les noms de personnes cités dans ce volume sont en petites capitales, les noms de lieux en italique.

On ne trouvera dans cet index ni les noms de Bernier, Napoléon, Pie VII, qui sont répétés presque à chaque page, ni les noms d'Allemagne, France, Paris, Rome.

- ADAM (Chanoine), p. 16, 20, 25, 120.
ADAM (Joseph), p. 119.
Alençon, p. v.
Angers, p. XVIII, 5, 6, 7, 8, 22, 23, 28, 29.
Angoulême, p. 37, 38.
ANTONELLI (C^{ai}), p. 41, 48, 66, 67, 80, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 106.
Amiens, p. XVIII.
Arles, p. 100.
ARGY (Caroline d'), p. 42, 130.
ARTOIS (Comte d'), p. XI.
AUBÉPIN, p. 51.
Augsbourg, p. 94.
AUTICHAMPS (d'), p. XI.
Autun, p. v.
Avignon, p. 37.
- BAILLET, p. 7.
BACHER, p. 72.
BARRÉ, p. IV.
BATARD, p. VIII.
BAYANNE (C^{ai} de), p. 48.
BEAUCHAMPS (de), p. XII.
Beaugency, p. x.
BEAUNIER, p. 119, 122, 123.
BEAUVOLLIÉ (de), p. I, XII.
BÉLIER, p. 8.
BELLOY (C^{ai} de), p. 10, 13.
BELMAS (Mgr), p. 37, 54.
BENOIT VII, p. 81.
Besançon, p. 37, 38, 109, 111.
BERGERON, p. 21.
BERNET, p. 48.
BEXON (Mgr), p. VIII.
BLAIN, p. 3, 10.
BLANBISSON (de), p. 3, 48.
- BLANDIN, p. 48.
Blois, XVIII, 15, 16, 18, 20, 22, 117, 119, 121, 122.
BOISGELIN (C^{ai} de), p. 7.
BOISRICHAUD (de), p. 123, 124.
BONAPARTE (Joseph), p. VII.
BONAPARTE (Louis), p. VII.
BONNEAU, p. 119.
BORGIA (C^{ai}), p. 48.
BOTHEREL (de), p. IV, XI.
BOUCHER, p. 16.
Bourges, p. x.
BRASCHI (C^{ai}), p. 48.
- CADY, p. III.
CAFFARELLI (G^{ai}), p. 40, 46.
CAMBACÉRÈS (C^{ai}), p. 48.
Cambrai, p. 37.
CAPRARA (C^{ai}), p. III, VII, x, XIV, xv, XVI, XVII, XIX, 7, 20, 25, 27, 34, 35, 36, 37, 40, 41, 43, 44, 45, 52, 53, 54, 59, 61, 102, 104, 105, 106, 110, 112, 112, 127.
CASELLI (C^{ai}), p. 41, 48, 66.
CESBRON, p. IX.
CHABOT, p. 13.
CHALUS (de), p. IV.
Chambéry, p. x.
CHARETTE (de), p. XI.
CHATEAU-THIERRY (de), p. XX.
Châtillon-sur-Loing, p. 50.
CHARLES, p. 48.
CHATON, p. 123, 124.
Chemillé, p. IX.
CHICQUOT, p. 121.
CICÉ (Mgr de), p. 7.
CLAVÉLOT, p. I, II, v, XX, XXI, 39, 48.
CLÉMENT, p. VIII.

- Clermont*, p. x.
 COBENZL (de), p. 70, 73, 74, 78, 87, 89, 90.
Cologne, p. 87, 95, 97.
 COMPOINT, p. 119.
 CONSALVI (C^{ai}), p. xiv, xv, xix, xx, 26, 35, 40, 41, 81, 105.
 COQUELLE, p. 48.
 CORBIGNY (de), p. ix, xvii, xviii, xxi, 16, 17, 18, 19, 119, 122, 124.
 CORBEN, p. 48.
 CORMATIN, p. xi.
 COUCY (Mgr de), p. 15.
Coulons, p. vii, ix.
Cosne, p. 52.
 CRIGNON - DÉSORMEAUX, p. xvii, xviii, 11, 33.
 DALBERG (de), p. x, xix, 62 à 106.
 DELASALLE, p. 48.
 DELAUNAY, p. 8.
 DEMADIÈRES, p. 48.
 DESJARDINS, p. viii.
 DESPARRINS, p. 48.
 DEVIRY, p. 53.
Dijon, p. xvi, 37, 38, 54, 109.
 DOISNEAU, p. vii.
 DORIA (C^{ai}), p. 40.
 DUBOYS, p. xiii.
 DUFOUR, p. 8.
 DUFRAISSE, p. 13.
 DUPONT, p. 16, 18.
 DURAND, p. 104.
 ELGIRE (Lord), p. xvi.
 EUGÈNE IV, p. 100.
Evreux, p. 129.
 FERRÉ, p. 23.
Ferté St-Aubin (la), p. 42, 129, 130.
 FESCH (C^{ai}), p. viii, xvi, 15, 38, 39, 40, 45, 46, 48, 54.
Fontainebleau, p. 33, 48, 50, 52, 53.
 FOUCHÉ, p. vii, ix, 118.
 FOUCHET, p. viii.
 FRANÇOIS II, p. 69, 70, 74, 78, 80, 84.
 FROTTÉ, p. xi.
 GALLOIS, p. 16, 20, 21, 25, 118, 119.
 GARDE (de la), p. xx.
 GARREAU, p. 23.
 GEFFRIER, p. 48.
 GENGA (Mgr della), p. 70, 101.
 GENTIL, p. vii.
Gien, p. vii, ix.
 GIOT, p. xviii, 117, 118, 119, 120.
 GIRARDON (G^{ai}), p. xii, xiii, xiv, 5, 7, 23, 28.
 GOBEL, p. 13.
Granville, p. i.
 GRÉGOIRE, p. vii, 13, 14, 15, 16, 22, 109.
Grenoble, p. 55.
 GUAIRARD, p. xii.
 HABERT, p. 16, 119.
 HAUTERIVE (d'), p. 104, 129.
 HARCOURT (d'), p. iv.
 HÉDOUVILLE, p. 28.
 HERSANT, p. xxi, 119.
 HÉSINE, p. 122.
 HOCHÉ, p. xi.
 INNOCENT XIII, p. 60..
 JAMEAUX, p. ix.
 JOHANNET, p. 13.
 JOSÉPHINE, p. 35.
 JUCQUEAUX, p. 48.
 JULES III, p. 114.
 KOLBORN (de), p. 100, 101, 104, 105.
 LACOMBE (Mgr), p. xvi, 37, 38, 54.
 LADUREAU, p. 48.
 LAPLACE, p. ix.
 LEBLANC-BEAULIEU (Mgr), p. viii.
 LE COZ (Mgr), p. xvi, 37, 54, 55, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116.
 LEFÈVRE, p. 123.
 LEMAITRE, p. 55.
 LENOIR, p. 7, 9, 24.
 LIMOSIN, p. 48.
 LITTA (C^{ai}), p. 41.
 LOTTIN, p. 11.
Lyon, p. 48.
 MAMERT-COULLON, p. 5, 28.
 MARET (Jean-Philibert), p. ix, xvii, xviii, 10, 11, 33.
 MARET (Hugues), p. 11.
 MAURY (C^{ai}), p. 15, 41.
Mayence, p. 63, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 77, 80, 81, 82, 83, 84, 86, 87, 90, 93, 94, 95.
 MÉHUL, p. 11.
 MELLIOT, p. 24.

- Mer*, p. 118.
 MÉRAULT, p. ix, 48.
 MÉTIVIER, p. 3, 48.
Metz, p. x.
Meung, p. viii.
Montargis, p. xvii, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54.
 MONTAULT (Mgr Charles), p. 5, 23, 24, 28, 29.
 MONTAULT (Pierre), p. xviii, 5, 9, 28, 29.
 MOUTON, p. 27.

Namur, p. viii.
 NARDON, p. xii.
Nemours, p. 50, 52, 53.
Neuvy-en-Mauges, p. ix.
 NOTIN, p. ix.
- Orléans*, p. v, vi, vii, x, xvii, xviii, 6, 9, 10, 13, 33, 42, 127, 129.

 PANCEMONT (Mgr de), p. viii, x, 7, 54.
 PATAUD, p. 11, 12.
 PAUL IV, p. 114.
 PAUMELIÈRE (M^{me} de la), p. ix.
 PÉRIER (Mgr), p. 37, 54.
 PÉVILLIER, p. xiv.
 PICAUTIN, p. ix.
 PIETRO (C^{ai} di), p. 41, 48, 66.
 PIEYRE, p. xvii.
 PILTÉ, p. 48.
 PIOCHE, p. 14.
 PITHIVIERS, p. 122.
 PLASSIARD, p. 13.
 POINTEAU, p. 17, 18, 20.
Pontlevoy, p. 122.
 PORTALIS, p. i, ii, vi, vii, viii, ix, x, xv, xvii, xix, 5, 6, 7, 10, 13, 15, 28, 29, 109, 111, 112, 117, 122.
 PUISAYE (de), p. xi, xiii.
 PRIMAT (Mgr), p. 53.

Ratisbonne, p. vii, x, 63 à 106.
 RÉAL, p. 118.
 RENOU, p. xii.
 REPÉCAUD, p. 13.
 REVELLÈRE-LÉPEAUX (la), p. 8.
 REYMOND (Mgr), p. xvi, 37, 38, 54, 55, 109, 111.
 RIFFAULT, p. 16.
 ROBESPIERRE, p. 8.
 ROCHEJACQUELIN (M^{me} de la), p. i.
 ROCHEJEAN, p. 13.
 ROSTAING (de), p. ix.

 ROUSSEAU (Mgr), p. v.
 ROUX, p. 104.
 ROUSSELET, p. 47, 50.
 ROVERELLA (C^{ai}), p. 41.
 RUFFO (C^{ai}), p. 41.

St-Benoît-sur-Loire, p. ix.
St-Cloud, p. 33.
St-Flour, p. x.
St-Privé, p. vii.
 SAPINAUD, p. v.
Salzbourg, p. 75, 87, 94.
 SAURINE (Mgr), p. xvi, 37, 38, 54, 109, 111.
Savary, p. xi.
 SCHROFFENBERG, p. 82.
 SCÉPEAUX, p. xi.
 SEVEROLI, p. 81.
 Soissons, p. viii, x.
 SORET, p. 48.
 SOYER, p. xii.
 SPINA (C^{ai}), p. v, vii, 110.
- Strasbourg*, p. 37, 38, 109.
 STOFFLET, p. xi.

 TALLEYRAND (Auguste de), p. viii, 39, 42, 44, 129.
 TALLEYRAND (Maurice de), p. vi, vii, viii, ix, xiv, xv, xvi, xviii, xx, xxii, xxiii, 34, 35, 37, 38, 39, 42, 43, 45, 53, 63, 64, 77, 79, 87, 89, 91, 93, 96, 97, 99, 100, 102, 104, 105, 106, 127, 128, 129.
 TARDIF, p. xii, 24.
 THÉMINES (Mgr de), p. 13, 14, 15, 16, 17, 20, 119.
 THIÉBAULT (G^{ai}), p. 11.
 THOINIER, p. 119, 122, 123.
 TONNELIER, p. 50, 51.
Trèves, p. 87, 94, 95, 97.
Toulouse, p. 53.
Tours, p. 28, 118.

Ulm, p. 129.

 VALLON (Charles), p. 16.
 VALLON (Claude), p. 16.
Vannes, p. x, 54.
Vendôme, p. ix, xxi, 119, 120, 122, 123, 1244.
Versailles, p. x.
 VILLAIN, p. xxi.
 VILLARET (Mgr), p. xviii.

 WILLEGISE, p. 81.
 WINDHAMM, p. xiii.
 WODFORTE, p. xiii.

VU : le 11 Décembre 1937.

*Pour le Doyen
de la Faculté des Lettres :*

L'Assesseur,

J. VENDRYES.

VU

et permis d'imprimer.

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

G. ROUSSY.

REIMS
IMPRIMERIE DU NORD-EST
15, Rue des Telliers, 15

1938

